



Nous certifions que les actes portés sur la liste
ci-après,

Comportant 15 pages, figurent dans le recueil
n°2 de l'année 2020,

mis à disposition le 16 JUIN 2021

Le Président,

Frédéric DELMARES

SOMMAIRE DETAILLE

DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 JUILLET 2020

LIBELLE	N°ACTE
Installation des conseillers communautaires et suppléants	2020-112
Election du bureau (Président, vice-Présidents et membres)	2020-113
Détermination du nombre de Vice-président et de membres du Bureau	2020-114
Régime indemnitaire des élus - indemnités de fonction	2020-115

DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 JUILLET 2020

Décision modificative n° 2 – budget principal	2020-116
Décision modificative n° 2 – parc aqualudique	2020-117
Cotisation foncière des entreprises – dégrèvement exceptionnel au profit des entreprises de taille petite ou moyenne de secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire	2020-118
Piscine de picquecailloux – fin de la mise a disposition du bâtiment	2020-119
Crise sanitaire - aide au commerce – subvention de fonctionnement exceptionnelle à la ville de Bergerac	2020-120
Attribution de délégations par le conseil communautaire au président	2020-121
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise à la commission d'appel d'offres	2020-122
Désignation président du groupe d'action locale Grand bergeracois	2020-123
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise dans divers organismes extérieurs	2020-124
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Départemental Des Déchets De La dordogne (SMD3)	2020-125
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Mixte Air Dordogne (SMAD)	2020-126
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Mixte De Cohérence Territoriale Du Bergeracoise (SYCOTEB)	2020-127
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du syndicat Mixte Du Conservatoire A Rayonnement Départemental De La Dordogne (SMCRDD)	2020-128
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Mixte Périgord Numérique (SMPN)	2020-129
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Mixte Dropt Aval	2020-130
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Intercommunal D'adduction D'eau Potable (SIAEP) Dordogne Pourpre	2020-131
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Intercommunal D'adduction D'eau Potable (SIAEP) Coteaux Sud Bergeracois	2020-132
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Intercommunal D'adduction D'eau Potable (SIAEP) Mussidan Neuvic.	2020-133

Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Intercommunal D'adduction D'eau Potable –SMDE 24	2020-134
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Mixte Indermodal Nouvelle Aquitaine (SMINA)	2020-135
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Mixte Ouvert De Logement Social (SMOLS).	2020-136
Désignation des représentants de la communauté d'agglomération bergeracoise au sein du Syndicat Mixte Ouvert Défense Contre Les Incendies De La dordogne (DFCI)	2020-137

DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 21 SEPTEMBRE 2020

Budget annexe « assainissement – D.S.P » – Décision modificative n°2	2020-138
Budget annexe Assainissement-DSP-TVA - Décision modificative n° 1	2020-139
Budget annexe « assainissement – Régie » – Décision modificative n°2	2020-140
Budget annexe « assainissement – Régie – TVA » - Décision modificative n°2	2020-141
Attribution de fonds de concours – Enveloppe exceptionnelle « plan de relance » 2020	2020-142
Attribution de fonds de concours aux communes – enveloppe 2019-2020- modification	2020-143
Transferts de compétences à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise - approbation du procès-verbal de mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers entre les communes de Bouniagues, Cours de Pile, Creysse, Cunèges, Lamonzie-Montastruc, Lamonzie-	2020-144
Commission Intercommunale des Impôts Directs – Proposition de commissaires	2020-145
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Exonérations	2020-146
Création des commissions communautaires	2020-147
Personnel communautaire – RIFSEEP – modification	2020-148
Personnel communautaire – Tableau des effectifs –modification	2020-149
Taxe de séjour sur le territoire communautaire	2020-150
Gemapi - Convention pour le versement de subvention relative à l'animation pour la gestion des milieux aquatiques année 2020 – Département de la dordogne	2020-151
Gemapi - conventions relatives aux opérations d'investissement à mener sur le grand territoire de gestion pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	2020-152
Participation financière de la CAB à la création d'une antenne délocalisée pour le Parcours d'Accès Spécifique Santé-Réadaptation sur le campus Périgord de Périgueux (PASS-R)	2020-153
Contrat de ville - appel à projets 2020 - Attribution complémentaire de subventions	2020-154
Conventions d'utilité sociale des bailleurs sociaux Mésolia et Claisienne	2020-155

Construction de logements sociaux par la sem urbaly habitat – programme Saint Michel – demande de garantie d'emprunt	2020-156
Prescription du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de La Communauté d'Agglomération Bergeracoise - Définition des objectifs et des Modalités de concertation	2020-157
Approbation des périmètres délimités des abords pour 27 monuments historiques présents sur le territoire de la CAB	2020-158
Création d'un centre évènementiel sur le site de Picquecailloux à Bergerac	2020-159
Avenant n°1 à la convention dans le cadre du PLR du bassin d'emploi de Bergerac entre la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et le Conseil Départemental de la Dordogne	2020-160
Fusion des syndicats mixtes d'adduction d'eau potable (SMAEP) Dordogne pourpre et coteaux sud bergeracois	2020-161
Vente de terrains - SCI FILAM - Z.A.E Lanxade - Commune de Prigonrieux	2020-162
Vente de terrains - SCI LCJA - Z.A.E. Lanxade - Commune de Prigonrieux –	2020-163
Vente de terrains - SCI YURIANA - Z.A.E. Les Sardines - Commune de Bergerac	2020-164
Vente de terrains - SCI BISO - Z.A.E la Tour Ouest - Commune de Bergerac	2020-165
Vente de terrains - SCI FRAGOLA - Z.A.E. Galinoux - Commune de Creysse	2020-166
Vente de terrains - SCI BASLEA - Z.A.E Galinoux - Commune de Creysse	2020-167
Aide à l'investissement – SAS BREZAC Artifices – Commune du Fleix	2020-168
Echange CAB/La Périgourdine – Commune de Bergerac	2020-169
Signature d'un avenant à la convention dans le cadre du dispositif des clauses d'insertion avec le SDE 24	2020-170
Signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Bergerac dans le cadre du PLIE	2020-171
Syndicat Mixte Air Dordogne - Commission de développement - Désignation de membres	2020-172-1

DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 2 NOVEMBRE 2020

Budget Principal - Décision modificative n°3	2020-173
Budget annexe « assainissement – D.S.P » – Décision modificative n°3	2020-174
Budget annexe « assainissement – Régie – TVA » – Décision modificative n°3	2020-175
Refacturations intervenant dans le cadre des compétences Transférées – montants 2019	2020-176
Attribution fonds de concours plan de relance	2020-177
Entreprise « Skinlys » (Sollice Biotech) - Annulation de loyers	2020-178
Droit à la formation des élus	2020-179
Désignation de représentants dans des organismes – Smacl	2020-180
Adoption du règlement intérieur du Conseil communautaire	2020-181
Composition des commissions communautaires	2020-182
Création d'une société d'économie mixte de gestion du Quai Cyrano	2020-183
Attribution d'une subvention au fonds départemental Initiative Périgord – retrait de la délibération	2020-184
Groupement de commandes pour la réalisation d'un inventaire des zones humides dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme	2020-185
Signature d'une convention avec l'Etat portant sur l'aide au fonctionnement de l'aire d'accueil « les Gilets » à Bergerac	2020-186
Institution du droit de préemption urbain renforcé sur les zones urbaines de Bergerac	2020-187
Approbation des conventions pluriannuels d'objectifs – Rocksane – Melkior Théâtre	2020-188
Autorisations exceptionnelles d'ouverture dominicale de magasins pour l'année 2021 - communes de Bergerac et de Creysse - Avis conforme du conseil communautaire	2020-189
Acquisition d'un terrain appartenant à la société Bio inox – Z.A.E. Paul Loubradou - Commune de Bergerac	2020-190
Vente de terrain à la SCI LDB- Z.A.E. Lanxade - Commune de Prigonrieux	2020-191

Aide à l'investissement Entreprise Azelan – Commune de Bergerac	2020-192
Aide à l'investissement Association Base – Commune de Bergerac	2020-193
Aide à l'investissement Pizzeria chez Tony – Commune de Bergerac	2020-194
Aide à l'investissement SASU Reana– Commune de Bergerac	2020-195
Aide à l'investissement SARL Carabin – Commune de Creysse	2020-196
Acquisition de terrain à Sigoulès-et-Flaugeac pour la réalisation d'une station d'épuration	2020-197
Convention tripartite entre le Conseil Départemental de la Dordogne, la commune de Bergerac et la Communauté d'Agglomération Bergeracoise – Aménagement rue Mounet Sully à Bergerac	2020-198

DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 23 NOVEMBRE 2020

Déroulement du Conseil Communautaire à huis clos - Covid 19	2020-199
Approbation de la convocation d'urgence	2020-200
Mise en place du dispositif "CAB'ACHAT"	2020-201

DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 DECEMBRE 2020

Budget principal – décision modificative n°4	2020-202
Budget annexe ZAE des sardines – décision modificative n°1	2020-203
Budget annexe « assainissement – régie – T.V.A. » – décision modificative n°4	2020-204
Admissions en non-valeur – budget principal	2020-205
Admissions en non-valeur – budget annexe Spanc	2020-206
Admissions en non-valeur – budget annexe transports urbains bergeracois	2020-207
Attributions de compensation – montant définitif 2020	2020-208
Compétence assainissement - approbation des procès-verbaux de mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers entre les communes de Bergerac, Cunèges, Queyssac, saussignac et la communauté d'agglomération bergeracoise	2020-209
Refacturations intervenant dans le cadre de compétences transférées – arrêté des comptes avec la commune de Razac-de-Saussignac	2020-210
Attribution Fonds de concours plan de relance	2020-211
Office de tourisme – subvention complémentaire	2020-212
Budget annexe parc aqualudique – versement d'une subvention d'équilibre	2020-213
Budget principal – ouverture de crédits anticipés sur l'investissement du budget primitif 2021	2020-214
Budget annexe parc aqualudique - ouverture de crédits anticipés sur l'investissement du budget primitif 2021	2020-215
Budget annexe eau – D.S.P. – t.v.a.- ouverture de crédits anticipés sur l'investissement du budget primitif 2021	2020-216
Budget annexe assainissement – D.S.P.- ouverture de crédits anticipés sur l'investissement du budget primitif 2021	2020-217
Budget annexe assainissement – D.S.P. – t.v.a.- ouverture de crédits anticipés sur l'investissement du budget primitif 2021	2020-218
Budget annexe assainissement – régie - ouverture de crédits anticipés sur l'investissement du budget primitif 2021	2020-219
Budget annexe assainissement – régie – t.v.a.- ouverture de crédits anticipés sur l'investissement du budget primitif 2021	2020-220

Marché accès internet – sortie du groupement de commande avec la ville de Bergerac	2020-221
Tableau des effectifs – modification	2020-222
Remboursement au réel des frais de repas dans le cadre d'un déplacement pour les besoins du service	2020-223
Composition des commissions communautaires – modification	2020-224
Approbation du rapport d'activité 2019 du syndicat de cohérence territoriale du bergeracois	2020-224
Bail emphytéotique entre la ville et la CAB pour la mise à disposition d'un local sur le site de l'ex Escat en vue de la construction d'une cuisine centrale	2020-226
Avenant à la convention cadre « action cœur de ville » convention « opération de revitalisation de territoire »	2020-227
Convention action logement – ville de Bergerac/CAB – action cœur de ville – volet immobilier	2020-228
Convention d'utilité sociale de la Sem Urbalys Habitat	2020-229
Financement de l'étude urbaine sur le quartier de la gare de Bergerac	2020-230
Fonds de concours pour la réalisation de logements locatifs sociaux sur le territoire de la CAB – proposition d'attributions 2020	2020-231
Règlement intérieur des établissements d'accueil de jeunes enfants – modification	2020-232
Règlement intérieur des accueils de loisirs sans hébergement – modification	2020-233
Remboursement abonnement aquagym	2020-234
Adhésion du réseau des bibliothèques de la CAB au catalogue multi-sites de la dordogne	2020-235
Projet de périmètre d'un nouveau syndicat issu de la fusion des syndicats d'alimentation en eau potable dordogne pourpre et côteaux Sud Bergeracois	2020-236
Institution de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) et de la participation au traitement des rejets assimilés domestiques (PTRAD)	2020-237
Assainissement collectif - conventions de prestations de service avec certaines communes	2020-238
Vente de terrain à la S.A.R.L. IDC PRO – Z.A.E. Le libraire – commune de Bergerac	2020-239
Aide à l'investissement – SARL LOCOBIO - commune de Bergerac	2020-240
Aide à l'investissement – APPELEZ-MOI MADAME- commune de Bergerac	2020-241

Aide à l'investissement – SAS FREMAT - commune de Bergerac	2020-242
Aide à l'investissement - SAS ERIKA - commune de Bergerac	2020-243
Aide à l'investissement – IMPRIMERIE CHARRON - commune de Bergerac	2020-244
Aide à l'investissement – SARL LE BAMBINO - commune de Bergerac	2020-245
Aide à l'investissement – SARL LE MONDE DE ZOFIA- commune de Bergerac	2020-246
Aide à l'investissement – ANYSIA GREGORIS - commune de Gageac et Rouillac	2020-247
Aide à l'investissement – Marie-Hélène Bayrou – SECRETS DE PATISSERIE -commune de Bergerac	2020-248

DECISIONS COMMUNAUTAIRES

N°ACTE	LIBELLE
Convention entre la CAB, le Conseil Départemental, le syndicat mixte périgord numérique et la commune portant sur les conditions de réalisation des travaux d'aménagement de la traverse du bourg de Lunas.	L2020-012
Diagnostic pluvial, quartier du Tounet à Bergerac réalisé par le Bureau d'étude Design Hydraulique et Energie pour un montant de 18 570 € T.T.C.	L2020- 048
Modification de la fréquentation maximale instantanée (FMI) en raison de l'état sanitaire pour l'Aqualud.	L2020-050
Tarifs centre culturel saison 2020-2021.	L2020-052
Modification provisoire du lieu d'installation de la sous-régie de recettes de la régie de recettes du Bureau d'information Jeunesse de la CAB.	L2020-053
Grille tarifaire Aqualud centre aquatique Bergeracois	L2020-054
Grille tarifaire Aqualud centre aquatique Bergeracois. Cette décision annule et remplace la décision L2020-054.	L2020-065
Grille tarifaire Aqualud centre aquatique Bergeracois. Cette décision annule et remplace la décision L2020-065.	L2020-065-bis
Signature contrat de prêt avec la société générale pour transfert de trésorerie du Budget Principal vers un budget annexe.	L2020-055
Signature contrat de prêt avec la société générale pour transfert de trésorerie du Budget Principal vers un budget annexe annule et remplace la décision L2020-055.	L2020-055-1
Transfert de trésorerie de 300 000 € du Budget principal vers un budget annexe "Assainissement-régie-tva".	L2020-056
Transfert de trésorerie de 450 000 € du Budget principal vers un budget annexe "Assainissement-régie-tva".	L2020-057
Transfert de trésorerie de 50 000 € du Budget principal vers un budget annexe "Assainissement-régie-tva".	L2020-058
Signature d'un bail dérogatoire avec la société SKINLYS portant sur le bâtiment n°41 sur le site de l'Escat à Bergerac pour un loyer mensuel de 2 500 € H.T.	L2020-059
Signature d'un bail dérogatoire avec la société SOLLICE BIOTECH portant sur le bâtiment n°41 sur le site de l'Escat à Bergerac pour un loyer mensuel de 2 500 € H.T. Cette décision annule et remplace la L2020-059.	L2020-060

Conclusion d'une convention de mise à disposition à titre précaire et gracieux par le Groupement Foncier Agricole du château de Tiregand au profit de la CAB d'une parcelle de terrain jouxtant au sud de la MSP Bergerac Est.	L2020-061
<p>Conclusion d'un marché avec les entreprises suivant pour l'extension de la maison de santé Bergerac Est à Creysse :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ETR : Terrassement –VRD pour un montant de 39 013.59 € H.T soit 46 816.30 € T.T.C ✓ Les Maçons Couvreur : Gros-œuvre / Charpente / Couverture pour un montant de 112 538.96 € H.T soit 135 046.76 € T.T.C ✓ SAS : Etanchéité pour un montant de 5 453.90 € H.T soit 6 544.68 € T.T.C ✓ Métallerie Bergeracoise : Menuiserie Aluminium – Serrurerie pour un montant de 34 920 € H.T soit 41 904 € T.T.C ✓ SARL Menuiserie Bretou : Menuiserie Bois pour un montant de 5 305.56 € H.T soit 6 366.67 € T.T.C ✓ EGE SAS : Electricité Cfo-Cfa pour un montant de 13 116.27 € H.T soit 15 739.52 € T.T.C ✓ APB : Plomberie - Sanitaires - CVC (Offre de base+ variante) pour un montant 49 086.04 € H.T soit 58 903.25 € T.T.C ✓ Marcillac et Fils : Peinture – Sol souple pour un montant de 11 691.16 € H.T soit 14 029.39 € T.T.C. 	L2020-062
Conclusion d'un marché avec la société APB pour la rénovation de la climatisation et de la ventilation de la crèche Bellegarde pour un montant de 94 350,14 € H.T soit 113 220,17 € T.T.C.	L2020-063
Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour l'achat d'un véhicule utilitaire afin de mettre en réseau les bibliothèques de la CAB.	L2020-064
Demande de subvention auprès de la Direction des Affaires Culturelles de Nouvelle Aquitaine dans le cadre d'un contrat de dynamisation d'action territoriale en matière culturelle.	L2020-066
Signature d'un contrat de prêt avec la Banque Postale de 1 144 790 € pour le financement des opérations d'investissements 2020 du budget annexe « parc aqualudique ».	L2020-069

<p>Demande de subvention auprès de l'Europe et du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine au titre de sa politique – contrat de dynamisation et de cohésion pour le financement des travaux de l'Espace Cyrano de Bergerac.</p>	L2020-070
<p>Conclusion d'une convention de mise à disposition du château du Roc avec l'association JAD pour qu'elle y développe son activité auprès des jeunes de 6 à 15 ans. Le montant de la redevance est de 6 000 €.</p>	L2020-071
<p>Avenant modificatif de l'acte constitutif de la régie de recettes pour le centre culturel Michel Manet.</p>	L2020-074
<p>Conclusion d'un marché pour l'extension de la Maison de Santé Bergerac Est à Creysse avec les entreprises suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Lot n° 6 plâtrerie-isolation, SARL Nadal pour un montant de 26 799,99 € HT ✓ Lot n° 9 carrelage-Faïence, SAS Brel pour un montant de 15 000 € HT. 	L2020-075
<p>Modification du tarif service « collecte des déchets ». Le montant pour la fondation John Bost s'élève à 365,90 € la tonne.</p>	L2020-076
<p>Demande de subvention auprès du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, du Conseil Départemental de la Dordogne et de la Chambre des Métiers de l'Artisanat pour les soutiens aux actions 2021 réseau Métiers d'Art – Grand Bergeracois.</p>	L2020-077
<p>Demande d'une subvention d'investissement auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la construction d'une extension de la Maison de Santé Pluridisciplinaire Bergerac Est.</p>	L2020-078
<p>Signature avec la société Sollice Biotech (SAS Skinlys) d'une mise à disposition à titre précaire et gratuit pour une surface d'environ 100 m² dans le bâtiment n°16 sur le site de l'Escat à Bergerac.</p>	L2020-079
<p>Demande de subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local pour la fourniture et la pose de menuiserie à la crèche Bellegarde de Bergerac pour un montant de 19 042,40 €.</p>	L2020-080
<p>Tarifs pour la saison culturelle 2020-2021 - Avenant n° 1.</p>	L2020-081
<p>Conclusion d'une convention avec la société Skeno à titre gratuit pour l'accompagnement des salariés en mobilité professionnelle dans leur recherche de logement et leur installation sur l'intégralité du territoire français.</p>	L2020-082
<p>Signature avec le Melkior Théâtre d'une mise à disposition à titre gratuit d'un espace de représentation sur les quais du bâtiment n°3 sur le site de l'Escat à Bergerac.</p>	L2020-084
<p>Demande de subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local pour la rénovation d'un bâtiment existant en local informatique pour un montant de 30 988,96 € HT.</p>	L2020-085

Conclusion d'un marché avec la société FORMALINKS pour l'élaboration du programme de la scénographie de l'Espace Cyrano de Bergerac pour un montant de 43 080 € TTC.	L2020-086
Avenant modificatif n°2 de l'acte constitutif de la régie de recettes pour le Centre Culturel Michel Manet.	L2020-087
Modification provisoire du lieu d'installation de la sous-régie de recettes, de la régie de recettes du Bureau Information Jeunesse.	L2020-088
Demande de subvention de 73 245,86 € auprès du Fonds social Européen au titre de sa politique emploi et inclusion en métropole 2014-2020 et de 3 529,44 € au titre des dépenses COVID.	L2020-091



**RECUEIL DES
ACTES ADMINISTRATIFS**

N°2.2020

2020-112 : INSTALLATION DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ET SUPPLEANTS

BERGERAC	Monsieur	PRIOLEAUD	Jonathan	Titulaire
30 élus titulaires	Madame	ROUAN	Laurence	Titulaire
	Monsieur	CAZES	Jean Pierre	Titulaire
	Madame	BAYLE	Josie	Titulaire
	Madame	WEINBERG	Joaquina	Titulaire
	Monsieur	BORDENAVE	Christian	Titulaire
	Madame	POTRON	Marie-Lise	Titulaire
	Monsieur	PROLA	Eric	Titulaire
	Madame	BANCAL	Fatiha	Titulaire
	Monsieur	TRAPY	Gérald	Titulaire
	Madame	ANDRIEUX-COURBIN	Marie-Claude	Titulaire
	Monsieur	LÉTURGIE	Marc	Titulaire
	Madame	LASSERRE	Marie	Titulaire
	Monsieur	DAVID-BORDIER	Christophe	Titulaire
	Madame	MALGAT	Florence	Titulaire
	Monsieur	KERDRAON	Joël	Titulaire
	Madame	SCOTTI	Marie-Hélène	Titulaire
	Monsieur	FRADIN	Stéphane	Titulaire
	Monsieur	DESTOMBES	Michaël	Titulaire
	Monsieur	RUET	Fabien	Titulaire
	Madame	LEHMANN	Hélène	Titulaire
	Monsieur	BENFEDDOUL	Adib	Titulaire
	Madame	SIMONNET	Jacqueline	Titulaire
	Monsieur	FAUVEL	Paul	Titulaire
	Madame	FRANCOIS	Christine	Titulaire
	Madame	TEJERIZO	Julie	Titulaire
	Monsieur	FREL	Lionel	Titulaire
	Monsieur	DUBOIS	Robert	Titulaire
	Monsieur	PLAZZI	Alain	Titulaire
	Madame	MOUHOUBI	Farida	Titulaire

BOSSET	Monsieur	Didier	GOUZE	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Marie-Claire	BREMOND	suppléante

BOUNIAGUES	Monsieur	Georges	BASSI	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Bernard	BORSATO	suppléant

COLOMBIER	Madame	Marjorie	MOLLETON	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Christian	FAUVERTE	Suppléant

COURS DE PILE	Monsieur	Didier	CAPURON	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Joëlle	BELUGUE	Suppléante

CREYSSE	Monsieur	Frédéric	DELMARES	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Christine	FRITSCH	Suppléante

CUNEGES	Monsieur	Luc	MAMMES	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Nicolas	DUBERNARD	Suppléant

FRAISSE	Monsieur	Christophe	GAUTHIER	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Sylvie	ROYER	Suppléante

GAGEAC ET ROUILLAC	Monsieur	Philippe	PUYPONCHET	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Gilbert	MIFSUD	Suppléant

GARDONNE	Monsieur	Pascal	DELTEIL	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Marie-Christine	TOURENNE	Suppléante

GINESTET	Monsieur	Jean-Claude	BONNAMY	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Françoise	DESLAND	Suppléante

LA FORCE	Monsieur	Serge	PRADIER	Titulaire
2 élus titulaires	Madame	Céline	BRACCO	Titulaire

LAMONZIE MONTASTRUC	Monsieur	Jean-Michel	DREUIL	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Myriam	DE SOUZA DUARTE	Suppléante

LAMONZIE SAINT MARTIN	Monsieur	Thierry	AUROY-PEYTOU	Titulaire
2 élus titulaires	Madame	Catherine	LAROCHE	Titulaire

LE FLEIX	Monsieur	Lionel	FILET	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Josiane	RECLUS	Suppléante

LEMBRAS	Monsieur	Michel	TERREAUX	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Chantal	LAGORCE	Suppléante

LUNAS	Monsieur	Pascal	LIABASTE	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Dominique	PIGEON	Suppléant

MESCOULES	Monsieur	Emmanuel	GUICHARD	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Julien	LOUBET	Suppléante

MONBAZILLAC	Monsieur	Pascal	PREVOT	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Alain	PREVOST	Suppléant

MONESTIER	Monsieur	Patrick	VERGNOL	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Claude	SAUVAGE	Suppléant

MONFAUCON	Monsieur	Arnaud	DELAIR	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Valérie	FUERTES	Suppléante

MOULEYDIER	Monsieur	Michel	DELFIEX	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Roseline	HELLE	Suppléante

POMPORT	Monsieur	ANTHONY	CASTAING	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Francine	MAUMY	Suppléante

PRIGONRIEUX	Monsieur	Olivier	DUPUY	Titulaire
4 élus titulaires	Monsieur	Cyril	GOUBIE	Titulaire
	Madame	Marion	SERRA OGBONNA	Titulaire
	Madame	Nathalie	TRAPY	Titulaire

QUEYSSAC	Monsieur	Francis	PAPATANASIOS	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Maryse	ROCHE	Suppléant

RAZAC DE SAUSSIGNAC	Monsieur	René	VISENTINI	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Magali	DAULHIAC	Suppléante

RIBAGNAC	Monsieur	Cyril	LOUGRAT	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Aurélié	BARES	Suppléante

ROUFFIGNAC DE SIGOULES	Monsieur	Alain	CASTANG	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Yannick	LESCOT	Suppléante

ST GEORGES DE BLANCANEIX	Monsieur	Francis	BLONDIN	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Jean-Louis	INTROVIGNE	Suppléant

ST GERMAIN ET MONS	Madame	Michelle	DORANGE	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Henri	DELHAL	Suppléant

ST GERY	Monsieur	Sébastien	BOURDIN	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Sylvie	LECOCQ	suppléante

ST LAURENT DES VIGNES	Monsieur	Jean-Claude	PORTOLAN	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Dominique	TREMBLET	suppléant

ST NEXANS	Monsieur	Jean-François	JEANTE	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Jean-Marie	LEFEBVRE	suppléant

ST PIERRE D'EYRAUD	Monsieur	Jean-Pierre	FAURE	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Joëlle	PARSAT	Suppléante

ST SAUVEUR DE BERGERAC	Monsieur	Roland	FRAY	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Pauline	GUIBAL	Suppléante

SAUSSIGNAC	Monsieur	Daniel	RABAT	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Francine	MERLO	suppléante

SIGOULES-ET-FLAUGEAC	Monsieur	Jean-Louis	DESSALLES	Titulaire
1 élu titulaire	Madame	Chrystelle	BEAUMAIN	suppléante

THENAC	Monsieur	Jean-Jacques	CHAPELLET	Titulaire
1 élu titulaire	Monsieur	Jean-Marc	PIAZZETTA	Suppléant

2020-113 : ELECTION DU BUREAU (PRESIDENT, VICE-PRESIDENTS ET MEMBRES)

DEPARTEMENT
DORDOGNE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
BERGERACOISE

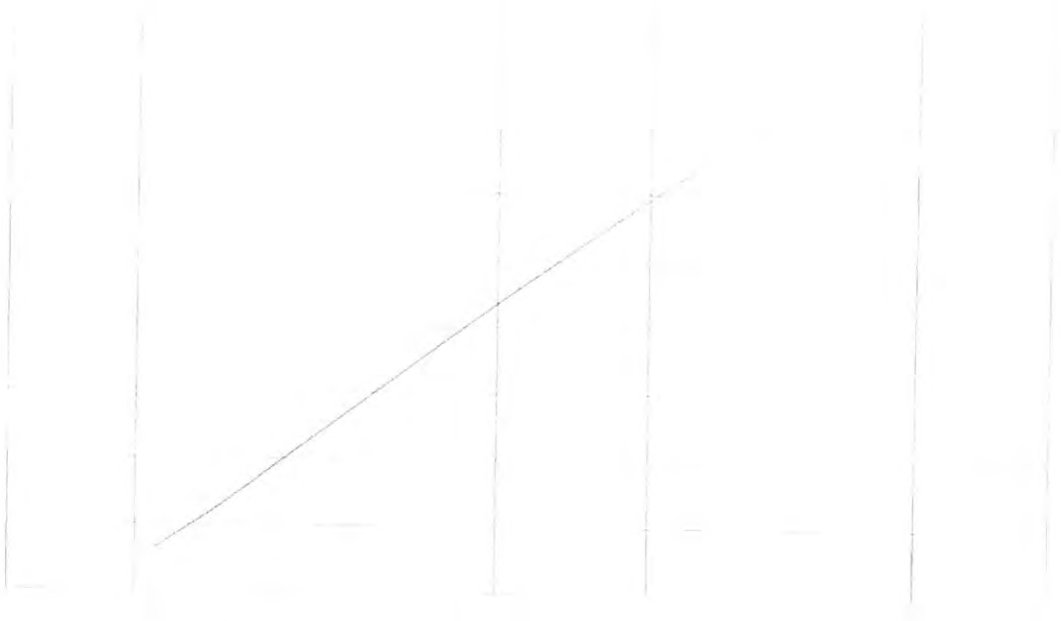
ELECTION DU BUREAU (Président, Vice-Présidents, Membres)

FEUILLE DE PROCLAMATION
annexée au procès-verbal de l'élection

NOM ET PRENOM DES DELEGUES COMMUNAUTAIRES (dans l'ordre du tableau)

Qualité (M ou Mme)	NOM ET PRENOM	Date de naissance	Fonction	Suffrages obtenus par le candidat ou la liste (en chiffres)
M	DEUTJANS Fabrice	24.06.1967	Président	62
M	PRIGLIER André Jean-Henri	09.08.1954	1 ^{er} Vice-Président	62
M	CHADONNET Jean-Jacques	23.01.1956	2 ^{ème} Vice-Président	62
M	DUPUY Catherine	19.01.1968	3 ^{ème} Vice-Président	62
M	AUBRY Rémy Thierry	19.06.1971	4 ^{ème} Vice-Président	61
M	ARAZI Damien P.	25.03.1988	5 ^{ème} Vice-Président	61
M	CASZARÉ Albert	10.02.1963	6 ^{ème} Vice-Président	57
M	MADIER Serge	28.02.1955	7 ^{ème} Vice-Président	63
M	DELOTTE Pascal	11.03.1971	8 ^{ème} Vice-Président	62
M	GAUTHIER Christophe	29.11.1976	9 ^{ème} Vice-Président	58
M	FRAY Roland	06.12.1950	10 ^{ème} Vice-Président	58
M	COUSSIC Cyrille	16.01.1977	11 ^{ème} Vice-Président	55
M ^{me}	BARBALE Fabienne	20.09.1976	12 ^{ème} Vice-Président	55
M	BONDENATON Clément	06.02.1987	13 ^{ème} Vice-Président	58

A	LE GORGON Alain	23.06.1961	16 ^{ème} Vainqueur	55
A	CAZEL Jean Ben	30.05.1960	11 ^{ème} Vainqueur	56
A	DESSAIGES Jean Louis	25.01.1965	1 ^{er} membre	57
A	REURDIN Sébastien	08.04.1972	2 ^{ème} membre	59
A	LIABASTIC Pascal	04.07.1969	3 ^{ème} membre	62
A	VISCENTINI René	10.01.1943	4 ^{ème} membre	62
A	DELAIR Aurélien	22.04.1963	5 ^{ème} membre	62
A	JEANIC Jean François	17.07.1967	6 ^{ème} membre	54
A	PORTELAN Jean Louis	01.05.1945	7 ^{ème} membre	54
A	BREUIL Jean Louis	11.04.1965	8 ^{ème} membre	58
A ^{me}	DORANGE R. Hubert	29.09.1945	9 ^{ème} membre	62
A	PLAZZI Alain	15.04.1973	10 ^{ème} membre	56
A	PEVET Pascal	18.02.1967	11 ^{ème} membre	61
A ^{me}	TESERIZO Julie	16.09.1977	12 ^{ème} membre	56
A	RUCY Fabien	17.09.1979	13 ^{ème} membre	52
A ^{me}	ROUAN Laurence	09.06.1968	14 ^{ème} membre	55
A	BENNETT Jean Louis	11.06.1962	15 ^{ème} membre	62



Fait à Gaudenne le 11 juillet 2020
Affilié n° 11071060

Le Président

Le délégué communautaire le plus âgé

Les assesseurs

Le secrétaire

Préciser : Président, Vice-présidents, Membres (indiquer le numéro d'ordre)

2020-114 : DETERMINATION DU NOMBRE DE VICE-PRESIDENTS ET DE MEMBRES DU BUREAU

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Bureau de la Communauté d'Agglomération est composé du Président, d'un ou de plusieurs vice-présidents et éventuellement d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par le Conseil Communautaire sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ou qu'il puisse excéder 15 vice-présidents.

En outre, les dispositions de l'article L.5211-10 précisent également que le Bureau de la communauté est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- fixer à 15 le nombre de vice-présidents ;
- fixer à 15 le nombre des autres membres du Bureau, outre le Président et les vice-présidents.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-115 : REGIME INDEMNITAIRE DES ELUS – INDEMNITES DE FONCTION

L'article L.5211-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les montants maximum des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents des E.P.C.I. (établissements publics de coopération intercommunale).

Les indemnités maximales des présidents et vice-présidents ont, pour chaque catégorie d'E.P.C.I. et par strates démographiques, leur propre taux en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique (3 889,40 € au 1^{er} janvier 2020).

Compte tenu de la population de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, le taux maximal applicable pour l'indemnité du Président est de 110.00 % et celui de l'indemnité allouée aux Vice-présidents de 44.00 %.

Le total des indemnités ne peut pas dépasser l'enveloppe globale prévue aux articles L.2123-22 à L.2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales (somme des indemnités maximales susceptibles d'être versées au Président et aux Vice-présidents).

Les indemnités seront revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- fixer l'indemnité du Président à 93,00 % de l'indice brut terminal de la fonction publique ;

- fixer l'indemnité des 11 Vice-présidents de groupe 1 à 33,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
- fixer l'indemnité des 4 Vice-présidents de groupe 2 à 21,90 % de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
- fixer l'indemnité des 8 conseillers délégués de groupe 1 à 16,80 % de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
- fixer l'indemnité des 7 conseillers délégués de groupe 2 à 10,30 % de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
- approuver la revalorisation automatique de ces indemnités lors de chaque évolution de la valeur du point d'indice ;
- autoriser le Président à engager les dépenses correspondantes sur le chapitre 65 du budget principal ;
- procéder au versement mensuel de ces indemnités selon le tableau présenté ci-dessous (un tableau nominatif sera joint en annexe de la présente délibération).

QUALITE	TAUX MAXIMAL (% de l'indice brut terminal de la fonction publique)	TAUX PROPOSE
Président	110,00 %	93,00 %
Vice-président Groupe 1	44,00 %	33,50 %
Vice-président Groupe 2	44,00 %	21,90 %
Conseiller délégué Groupe 1		16,80 %
Conseiller délégué Groupe 2		10,30 %

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-116 : DECISION MODIFICATIVE N° 2 – BUDGET PRINCIPAL

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget principal.

Chap	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
	FONCTIONNEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
011	60611	Eau et assainissement	-30 000.00 €	
011	60612	Energie - Electricité	-10 000.00 €	
011	60613	Chauffage urbain	-45 000.00 €	
011	60624	Produits de traitement	-17 000.0 €	
011	60628	Autres fournitures non stockées	-100.00 €	
011	60632	Fournitures de petit équipement	-3 000.00 €	

011	60636	Vêtements de travail	-500.00 €	
011	61558	Autres biens mobiliers	-500.00 €	
011	6156	Maintenance	-100.00 €	
011	6228	Divers	-3 400.00 €	
011	6236	Catalogues et imprimés	-400.00 €	
011	627	Services bancaires et assimilés	-200.00 €	
022	022	Dépenses imprévues fonctionnement	-124 685.00 €	
65	6521	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	392 250.00 €	
65	6542	Créances éteintes	30 000.00 €	
65	65548	Autres contributions	50 000.00 €	
70	70841	Rembt frais de personnel par budgets annexes		350 000.00 €
73	73111	Taxes foncières et d'habitation		-90 000.00 €
75	752	Revenus des immeubles		-12 635.00 €
Opérations d'ordre				
042	678	Autres charges exceptionnelles	10 000.00 €	
TOTAL Fonctionnement			247 365.00 €	247 365.00 €
INVESTISSEMENT				
Opérations réelles				
020	020	Dépenses imprévues d'investissement	9 450.00 €	
16	165	Dépôts et cautionnements	-2 211.00 €	
21	2188	Autres immobilisations corporelles	1 280.00 €	
23	2313	Constructions	-730.00 €	
27	275	Dépôts et cautionnements versés	2 211.00 €	
Opérations d'ordre				
040	266	Autres formes de participation		10 000.00 €
041	2313	Constructions	7 813.21 €	
041	2315	Installations, matériel et outillage techniques	80 400.00 €	
041	238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		88 213.21 €
TOTAL Investissement			98 213.21 €	98 213.21 €
TOTAL			345 578.21 €	345 578.21 €

En recettes de fonctionnement, ces écritures budgétaires ont pour objet d'intégrer les écritures liées à la refacturation du personnel au budget annexe « Parc Aqualudique » et les annulations de recettes liées à l'abandon des loyers économiques pendant la crise sanitaire et la baisse de produit attendu au titre de la cotisation foncière des entreprises liée à l'exonération exceptionnelle pour 2020 décidée dans le cadre du plan de relance communautaire.

En dépenses de fonctionnement, les crédits ouverts au chapitre 011 pour le fonctionnement de la piscine de Picquecailloux sont annulés, pour les ouvrir sur le budget annexe « Parc Aqualudique » à la suite de l'ouverture du site. Ainsi, le transfert des crédits et l'ouverture des dépenses sur le budget annexe entraîne également l'inscription d'une dépense de 392 250 € pour la subvention d'équilibre du budget. 30 000 € sont prévus au compte 6542 pour pouvoir passer les écritures liées à liquidation de la société « E-Tic Dordogne » conformément à la délibération 2019—207 du 16 décembre 2019 et 50 000 € pour abonder la participation de la C.A.B. au S.M.A.D. (Syndicat Mixte Air Dordogne). En écritures d'ordre, 10 000 € sont également inscrits pour solder l'avance en capital dans le cadre de la liquidation de « E-Tic Dordogne ».

En section d'investissement, 2 211 € sont prévus pour le règlement d'une caution (virement du compte 165 au compte 275), 1 280 € pour l'acquisition de matériel pour les centres de loisirs et le service Habitat. Les dépenses imprévues sont augmentées de 9 450.00 €. En

écritures d'ordre, 7 813.21 € au compte 2313 et 80 400.00 € au 2315 sont ouverts pour le remboursement des avances sur marchés.

En recettes d'ordre, on retrouve la contrepassation de l'écriture liée au solde de l'avance en capital à « E-Tic Dordogne » (10 000 € au compte 266), ainsi que les remboursements sur marchés au compte 238 pour 88 213.21 €.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°2 concernant le budget principal telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 63 voix pour, 4 voix contre, 1 abstention.

2020-117 : DECISION MODIFICATIVE N° 2 – PARC AQUALUDIQUE

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Parc Aqualudique ».

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
	FONCTIONNEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
011	60611	Eau et assainissement	30 000.00 €	
011	60612	Energie - Electricité	35 000.00 €	
011	60613	Chauffage urbain	30 000.00 €	
011	60624	Produits de traitement	10 000.00 €	
011	60628	Autres fournitures non stockées	150.00 €	
011	60631	Fournitures d'entretien	100.00 €	
011	60632	Fournitures de petit équipement	3 200.00 €	
011	60636	Vêtements de travail	900.00 €	
011	6064	Fournitures administratives	250.00 €	
011	6135	Locations mobilières	1 500.00 €	
011	61551	Matériel roulant	250.00 €	
011	61558	Autres biens mobiliers	900.00 €	
011	6156	Maintenance	250.00 €	
011	6228	Divers	2 000.00 €	
011	6236	Catalogues et imprimés	3 000.00 €	
011	627	Services bancaires et assimilés	350.00 €	
012	6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	350 000.00 €	
70	70631	Redevances et droits des services à caractère sportif		3 500.00 €
70	70688	Autres prestations de services		72 000.00 €
75	7552	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le budget principal		392 250.00 €
77	7788	Produits exceptionnels divers		100.00 €
	<i>Opérations d'ordre</i>			
	TOTAL Fonctionnement		467 850.00 €	467 850.00 €

INVESTISSEMENT			
<i>Opérations réelles</i>			
<i>Opérations d'ordre</i>			
TOTAL Investissement		0.00 €	0.00 €
TOTAL		467 850.00 €	467 850.00 €

Ces écritures ont pour objet d'ouvrir les crédits nécessaires au fonctionnement de l'Aqualud à la suite de son ouverture. L'équilibre est obtenu par une subvention d'équilibre du budget principal de 392 250 €.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°2 concernant le budget annexe « Parc Aqualudique » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-118 : COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES – DÉGRÈVEMENT EXCEPTIONNEL AU PROFIT DES ENTREPRISES DE TAILLE PETITE OU MOYENNE DE SECTEURS PARTICULIÈREMENT AFFECTÉS PAR LA CRISE SANITAIRE

L'article 3 du projet de loi de finances rectificative n°3 (P.L.F.R.3) prévoit un dégrèvement exceptionnel de C.F.E. des deux tiers du montant de la C.F.E. émise au profit de l'E.P.C.I. (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) au titre de 2020 au profit des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'évènementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire.

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise souhaite délibérer pour instituer ce dégrèvement au profit des entreprises qui rempliront les conditions (dispositions applicables sous réserve de l'adoption du projet de loi de finances rectificative n°3 – délibération à prendre avant le 31 juillet 2020).

Le dégrèvement s'appliquerait aux établissements qui satisfont aux conditions suivantes :
Relever d'une entreprise qui a réalisé, au cours de la période de référence prévue à l'article 1467 A du code général des impôts, un chiffre d'affaires annuel hors taxes inférieur à 150 millions d'euros, éventuellement corrigé pour correspondre à une année pleine ; Exercer leur activité principale dans ceux des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'évènementiel qui ont été particulièrement affectés par les conséquences économiques et financières de la propagation de l'épidémie de covid-19 au regard de l'importance de la baisse activité constatée en raison notamment de leur dépendance à l'accueil du public (la liste définitive de ces secteurs d'activité sera arrêtée par décret).

Pour chaque contribuable, le dégrèvement accordé au titre de l'année 2020 de deux tiers de la C.F.E. par cette délibération est pris en charge par l'État à hauteur de 50 %.

Le reliquat, soit 50% du montant du dégrèvement, sera à la charge de la collectivité. Il sera prélevé sur les attributions mensuelles de fiscalité directe locale perçue par la C.A.B.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à décider d'instaurer le dégrèvement exceptionnel de cotisation foncière des entreprises au profit des entreprises de taille petite ou moyenne de secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire tel que défini par l'article 3 du P.L.F.R. 3.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-119 : PISCINE DE PICQUECAILLOUX – FIN DE LA MISE A DISPOSITION DU BATIMENT

Depuis sa création en 2013, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a étendu ses compétences dans différents domaines, que ce soit à titre facultatif, obligatoire ou optionnel.

Considérant que le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité ou de l'établissement public bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence, la mise à disposition, sans transfert de propriété, avait été constatée pour tous ces transferts par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants des communes antérieurement compétentes et de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise en 2016.

Ainsi, à la suite de la prise de compétence « Equipements sportifs d'intérêt communautaire » en 2013, un certain nombre de biens mobiliers et immobiliers avaient été transférés par la Ville de Bergerac à la C.A.B.

La commune de Bergerac avait notamment mis à disposition de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise un bâtiment hébergeant la piscine municipale situé à Bergerac, sur le site de Picquecailloux. Il est classé en E.R.P. 3^{ème} catégorie.

Ce bâtiment dispose d'une surface bâtie de 3 432 m². Les locaux mis à disposition figurent sur les plans en annexe.

Le nouveau parc aqualudique (AQUALUD) ayant été achevé et ouvert, il convient donc de mettre un terme à cette mise à disposition, et de rendre le bâtiment concerné à la Ville de Bergerac. La mise à disposition initiale, conformément aux textes en vigueur ayant été faite à titre gratuit, il convient donc de constater ce retour à titre gratuit (la C.A.B. ayant assuré l'entretien et les travaux sur ce bâtiment au cours de la période de mise à disposition).

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à :

- décider de la fin de la mise à disposition à titre gratuit du bâtiment hébergeant la piscine de Picquecailloux à compter du 1^{er} août 2020, et d'en rendre la pleine possession à la Ville de Bergerac ;
- autoriser le Président à passer les écritures comptables pour constater la sortie de l'actif des dépenses liées à cet équipement.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-120 : CRISE SANITAIRE - AIDE AU COMMERCE – SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT EXCEPTIONNELLE A LA VILLE DE BERGERAC

Afin de soutenir l'activité économique sur le territoire communautaire à la suite de la crise sanitaire, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a souhaité mettre en place un ensemble de mesure : participation aux plans régional et départemental de relance, opération « Resto CAB », création d'un fonds de concours pour les communes, mise en place d'une enveloppe pour des achats « locaux » et des travaux supplémentaires dans les bâtiments communautaires, ...

Afin de favoriser le commerce du centre-ville de Bergerac, la Ville de Bergerac a souhaité mettre en place un dispositif pour la gratuité du stationnement en centre-ville à certaines périodes de l'année (1h en semaine et gratuité le samedi après-midi) pour un coût total de 125 000 €.

Dans le cadre du plan de relance communautaire voté le 22 juin dernier, une somme de 40 000 € avait également été prévue afin de participer au financement de cette opération.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à approuver le versement d'une subvention de fonctionnement exceptionnelle de 40 000 € à la Ville de Bergerac et à inscrire les crédits correspondants au budget.

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 3 abstentions.

2020-121 : ATTRIBUTION DE DELEGATIONS PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRESIDENT

Les articles L 5211-10 et L 2122-22 du CGCT définissent la liste des missions qui peuvent être déléguées par l'assemblée au Président afin de faciliter la gestion quotidienne de la communauté d'agglomération.

Au regard des compétences aujourd'hui exercées par la CAB, la liste des domaines de compétences pouvant être délégués est présentée ci-dessous.

Lors de chaque réunion du Conseil Communautaire, le Président doit formellement informer l'assemblée de toutes les décisions qu'il a prises par délégation de l'assemblée.

Le Président, est par délégation du Conseil Communautaire, chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1) D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés intercommunales utilisées par les services publics communautaires ;

2) De fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale, l'ensemble des droits prévus au profit de la communauté qui n'ont pas un caractère fiscal. Le Conseil Communautaire n'entend pas déterminer d'autres limites à la fixation par le Président des tarifs concernés que celles établies par la loi, le règlement et les principes généraux du droit ;

3) De procéder à la réalisation des emprunts, pendant toute la durée du mandat, pour financer tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget. :

- de contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - des droits de tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation,
 - la possibilité d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- de conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.
 - de réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts pendant la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies et de passer à cet effet les actes nécessaires :
 - de procéder à des remboursements anticipés des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et de contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices,
 - plus généralement, de décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts.
 - de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et en ce qui concerne les régies sans personnalité morale dans les conditions du a) de l'article L 222-5-1 du code général des collectivités territoriales, sous réserve des dispositions du c) de ce même article et passer à cet effet les actes nécessaires.

4) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5) De décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6) De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7) De créer, de modifier et de supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires ;

9) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

11) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la Communauté à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

14) De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15) D'exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la Communauté en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Communautaire ;

16) D'intenter au nom de la Communauté aussi bien devant les juridictions de l'Ordre Judiciaire que celles de l'ordre Administratif les actions en justice nécessaires pour :

a. Défendre devant toutes juridictions compétentes les intérêts moraux et matériels de la Communauté, des élus communautaires et du personnel communautaire, dans le cadre de leurs fonctions, d'une façon générale, et notamment :

- faire respecter les clauses des contrats,
- assurer la protection due au personnel et aux membres du Conseil Communautaire, défendre les droits et libertés de la Communauté,
- assurer le respect de toutes les règles de droit édictée dans le domaine de compétence de la Communauté et du Président (notamment en ce qui concerne l'urbanisme),
- défendre les intérêts de la Communauté dans toute affaire ayant des incidences financières pour elle,
- assurer la protection et le respect du domaine public et privé de la Communauté, demander l'indemnisation des préjudices subis par la Communauté en cas de refus d'exécution des arrêtés du Président,
- demander l'indemnisation des préjudices subis en cas de refus du concours de la force publique pour exécution des décisions de justice,
- se constituer partie civile devant la juridiction pénale pour obtenir réparation des préjudices de tous ordres subis par la Communauté.

b. Défendre dans toute action intentée contre la Communauté d'une façon générale tant devant les juridictions Judiciaires qu'Administratives et notamment :

- défendre dans toute action mettant en cause le Président ou ses Vice-présidents, les conseillers communautaires, à l'occasion de leurs fonctions propres ou de celles qui leurs sont déléguées, au-delà de leurs fonctions s'il est établi que les préjudices ont un lien avec elles,
- défendre dans toute action mettant en cause les fonctionnaires en raison de leurs fonctions,
- défendre contre tout déféré préfectoral.

c. Poursuivre les actions, tant en demande qu'en défense, en appel et en cassation, en tant que de besoin, quelle que soit la juridiction ou niveau d'instance

20) De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 3,5 millions d'euros ;

21) D'exercer, au nom de la Communauté et dans les conditions fixées par le conseil communautaire, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

22) D'exercer au nom de la Communauté le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

23) De prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la communauté.

24) D'autoriser au nom de la communauté le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

26) De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions, pour toutes les opérations inscrites au budget.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à fixer comme indiqués sur la liste présentée en annexe les missions et compétences que le Président pourra exercer par voie de délégation.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-122 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Il s'agit d'élire 5 représentants titulaires et 5 représentants suppléants. Le vote s'effectue à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Il est fait appel à candidature par liste qui peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée.

S'il n'y a qu'une seule liste comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, il n'y a pas de vote et les candidats sont déclarés élus immédiatement.

Il est fait appel à candidature.

Une seule liste est candidate.

Titulaires :

Roland FRAY
Christian BORDENAVE
Jean-Jacques CHAPELLET
Marjorie MOLLETON
Sébastien BOURDIN

Suppléants :

Olivier DUPUY
Jean-François JEANTE
Luc MAMMES
Paul FAUVEL
Catherine LAROCHE

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité, de voter à main levée.

La liste candidate est élue par 68 voix pour.

2020-123 : DESIGNATION PRESIDENT DU GROUPE D'ACTION LOCALE GRAND BERGERACOIS

Vu la convention relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par des Acteurs Locaux dans le cadre du Programme de développement rural de la Région Nouvelle-Aquitaine signée entre, le Groupe d'Action Locale (GAL) Grand Bergeracois, l'Autorité de Gestion (AG) Région Nouvelle-Aquitaine et l'Organisme Payeur (OP) Agence de Services et de Paiement (ASP) en date du 27 mai 2016 et ses avenants ;

Vu la délibération n° 2018-165 du 28 juin 2018 de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise précisant qu'elle devient la structure porteuse du Groupe d'Action Locale du Grand Bergeracois ;

Vu le règlement intérieur du Comité de programmation du Groupe d'Action Locale (GAL) du Grand Bergeracois ;

Vu le procès-verbal du 11 juillet 2020 relatif à l'élection M. Frédéric DELMARÈS, en tant que Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ;

A la suite des élections municipales et communautaire, le Président du Groupe d'Action Locale (GAL) Grand Bergeracois doit être désigné.

Le GAL a en charge la gestion du programme 2014-2020 de fonds européen LEADER à l'échelle du Grand Bergeracois.

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise est structure porteuse du GAL. Le Président est responsable du portage juridique, administratif et financier du GAL. Il est autorisé par son organe délibérant à signer les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent au GAL.

Le Président du GAL est le Président du Comité de Programmation du GAL.

PROPOSITION :

Il est proposé au conseil communautaire que M. Frédéric DELMARÈS, Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise soit Président du Groupe d'Action Locale Grand Bergeracois.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-124 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE DANS DIVERS ORGANISMES EXTERIEURS

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants qui siégeront dans organismes extérieurs au sein desquels la Communauté d'Agglomération Bergeracoise est représentée.

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations dans les organismes extérieurs ci-dessous :

CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS DU GRAND BERGERACOIS :

Il s'agit de désigner 1 titulaire par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Cyril GOUBIE

CLIC EURENCO, BNC, MARY ARM :

Il s'agit de désigner 1 titulaire par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Frédéric DELMARES

CENTRE NATIONAL D'ACTION SOCIALE :

Il s'agit de désigner 1 titulaire par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Pascal DELTEIL

COLLEGE EUGENE LE ROY - BERGERAC :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Christine FRANCOIS

Suppléant : Thierry AUROY-PEYTOU

COLLEGE HENRI IV - BERGERAC :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Fabien RUET

Suppléant : Francis PAPATANASIOS

COLLEGE JACQUES PREVERT – BERGERAC :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Paul FAUVEL

Suppléant : Jean Claude BONNAMY

COLLEGE MAX BRAMERIE - LA FORCE :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Céline BRACCO

Suppléant : Marion SERRA OGBONNA

COMMISSION CONSULTATIVE ECONOMIQUE DE L'AEROPORT :

Il s'agit de désigner 1 titulaire par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Titulaire : Fabien RUET

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL : 3 représentants

Il s'agit de désigner 3 représentants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Frédéric DELMARES

Daniel RABAT

Jean Pierre CAZES

COMMISSION LOCALE DE L'EAU :

Il s'agit de désigner 1 titulaire par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Titulaire : Marc LETURGIE

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES :

Il s'agit de désigner 1 représentant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Titulaire : Jean-Louis DESSALLES

COMMISSION DE SUIVI ENTREPRISE BREZAC :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Arnaud DELAIR

Suppléant : Christophe GAUTHIER

COMMISSION LOCALE DU SITE PATRIMONIAL (AVAP – SPR DE BERGERAC):

Il s'agit de désigner 5 titulaires et 5 suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Membres titulaires de droit : Frédéric DELMARES et Jonathan PRIOLEAUD

Désignation de leurs suppléants : Christian BORDENAVE et Michelle DORANGE

5 titulaires :

- Marion Serra OGBONNA
- Michaël DESTOMBES
- Michel DELFIEUX
- Pascal LIABASTE
- Roland FRAY

5 suppléants :

- Marc LETURGIE
- Serge PRADIER
- Marjorie MOLLETON
- Alain PLAZZI
- Jean Claude PORTOLAN

CONSEIL D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS URBAINS BERGERACOIS :

Il s'agit de désigner 7 titulaires et 7 suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

7 titulaires :

Thierry AUROY PEYTOU

Christophe GAUTHIER

Arnaud DELAIR

Jean-Claude BONNAMY

Stéphane FRADIN

Fabien RUET

Alain PLAZZI

7 Suppléants :

Olivier DUPUY

Jean-Jacques CHAPELLET

Marc LETURGIE

Didier CAPURON

Michelle DORANGE

Nathalie TRAPY

Céline BRACCO

CONSEIL INTERCOMMUNAL DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Fatiha BANCAL

Suppléant : Marie-Hélène SCOTTI

CONSEIL DE SURVEILLANCE DE L'HOPITAL :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Olivier DUPUY

Suppléant : Laurence ROUAN

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER Nouvelle Aquitaine :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Christian BORDENAVE

Suppléant : Frédéric DELMARES

LYCEE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL JEAN CAPELLE :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Hélène LEHMANN

Suppléant : Olivier DUPUY

LYCEE DES METIERS :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Jacqueline SIMONNET

Suppléant : Paul FAUVEL

LYCEE MAINE DE BIRAN :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Emmanuel GUICHARD

Suppléant : Julie TEJERIZO

MAISON NOUVELLE AQUITAINE :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Pascal PREVOT

Suppléant : Frédéric DELMARES

MISSION LOCALE :

Il s'agit de désigner 3 titulaires par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Titulaires :

- Cyril GOUBIE

- Alain CASTANG
- Marie- Hélène SCOTTI

OFFICE DE TOURISME DE BERGERAC POURPRE :

Il s'agit de désigner 8 titulaires et 8 suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaires :

- Roland FRAY
- Jean Jacques CHAPELLET
- Frédéric DELMARES
- Jonathan PRIOLEAUD
- Daniel RABAT
- Pascal PREVOT
- Laurence ROUAN
- Jean Michel DREUIL

Suppléants :

Jean François JEANTE
Marc LETURGIE
Didier CAPURON
Michelle DORANGE
Stéphane GERAUD
Jean Claude BONNAMY
Alain CASTANG
Luc MAMMES

OVERLOOK :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Titulaire : Laurence ROUAN

Suppléant : Marie LASSERRE

SEM URBALYS HABITAT :

Il s'agit de désigner 1 titulaire par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidature proposée :

Titulaire : Éric PROLA

COMMISSION D'INDEMNISATION DE COMMERÇANTS :

Il s'agit de désigner 2 titulaires par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

Membres titulaires de droit : Frédéric DELMARES, Jonathan PRIOLEAUD et Jean Jacques CHAPELLET

Titulaire : Michel DELFIEUX

Titulaire : Jean Pierre CAZES

COMITE DE PROGRAMMATION DU GROUPE D'ACTION LOCALE (GAL) :

Il s'agit de désigner 2 titulaires et 2 suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

2 titulaires : Frédéric DELMARES – Jean-Jacques CHAPELLET

2 suppléants : Pascal DELTEIL – Daniel RABAT

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-125 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES DECHETS DE LA DORDOGNE (SMD3)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'agglomération qui siègeront au sein du Syndicat Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Secteur 5 : 32 communes :

Il s'agit de désigner par un vote majoritaire :

5 titulaires et 5 suppléants pour Bergerac

2 titulaires et 2 suppléants pour Prigonrieux

1 titulaire et 1 suppléant pour chacune des 30 autres communes

Il est fait appel à candidature.

		TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>BERGERAC</i>	5	Jonathan PRIOLEAUD Jean-Pierre CAZES Christian BORDENAVE Alain PLAZZI Josie BAYLE	Marie-Lise POTRON Marie LASSERRE Florence MALGAT Gérald TRAPY Fatiha BANCAL
<i>BOUNIAGUES</i>	1	George BASSI	Damien MATTERA
<i>COLOMBIER</i>	1	Marjorie MOLLETON	Grégori GOOSSENS
<i>COURS DE PILE</i>	1	André ZAVAN	Didier RUDELIN

CREYSSE	1	Sylviane KOOB	Candy BANIZETTE
CUNEGES	1	Sylvie RIVIERE	Luc MAMMES
LE FLEIX	1	Claude BECQUET	Didier MARCON
LA FORCE	1	Dorothee WALLARD	Michel HOUDUSSE
GAGEAC ET ROUILLAC	1	Lionel JOURDAS	Frédéric GABARD
GARDONNE	1	Frédéric GAUTHIER	Béatrice FEYTOUT
GINESTET	1	Claudette BIGOT	Muriel SIERRA
LAMONZIE MONTASTRUC	1	Denis HANSSEN	Myriam DE SOUZA
LAMONZIE SAINT MARTIN	1	Bruno NOREVE	Jacques BORSATO
LEMBRAS	1	Ginette MURAT	Geneviève PINOTTI
MESCOULES	1	Fabienne CARIE	Floriane GUICHARD
MONBAZILLAC	1	Alain PREVOST	Pascal PREVOT
MONESTIER	1	Claude SAUVAGE	Joanna PFISTER
MOULEYDIER	1	Roseline HELLE	Jean Luc BOUCHILLOUX
POMPORT	1	Francine MAUMY	Pierre PELLETANT
PRIGONRIEUX	2	Lionel WAVRANT Marion SERRA OGBONNA	Michel SEJOURNE Nathalie TRAPY
QUEYSSAC	1	René LAVAYSSIER	Anne GRAUX
RAZAC DE SAUSSIGNAC	1	René VISENTINI	Philippe MILARD
RIBAGNAC	1	Gilbert RONDONNIER	Christine LABLEIGNE
ROUFFIGNAC DE SIGOULES	1	Alain CASTANG	Yannick LESCOT
SAINT GERMAIN ET MONS	1	Éric LARGE	Michel LACOMBE
SAINT LAURENT DES VIGNES	1	Florence TEOLDI	Dominique TREMBLET
SAINT NEXANS	1	Pascal MOHEN	Marylène DUSSUTOUR
SAINT PIERRE D'EYRAUD	1	Joëlle PARSAT	Jean-Pierre FAURE
SAINT SAUVEUR DE BERGERAC	1	Roland FRAY	Pauline GUIBAL
SAUSSIGNAC	1	Arnaud DABJAT	Philippe GREGOIRE
SIGOULES	1	Jean Louis DESSALLES	Rainer Maria HANKEL
THENAC	1	Jean-Jacques CHAPELLET	Jean-Marc PIAZETTA

Secteur 6 : 6 communes :

Bosset, Fraisse, Lunas, Monfaucon, Saint Georges de Blancaneix et Saint Géry.

Il s'agit de désigner 2 titulaires et 2 suppléants pour ces six communes.

Il est fait appel à candidature.

BOSSET	2	Marie Claire BREMONT Lawrence MERCHANT	Roland GUY Anne Marie BARON
FRAISSE	2	Armelle VILLAUD Christophe GAUTHIER	Sylvie ROYER Serge PHILIS
LUNAS	2	Pascal LIABASTE Dominique PIGEON	Patrick GIMENEZ Christian COUSTY
MONFAUCON	2	Thierry BORDERIE Nathalie GEROMIN	Christophe MARGONTIER Martine REQUIER
SAINT GEORGES DE BLANCANEIX	2	Gérard LEVEQUE Francis BLONDIN	Jean-Louis INTROVIGNE William DESPUJOLS
SAINT GERY	2	Romain GUIONIE Sylvie LECOQ	Bruno GUERRIER Sébastien BOURDIN

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-126 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE AIR DORDOGNE (SMAD)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siègeront au sein du Syndicat Mixte air Dordogne (SMAD).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 5 titulaires et 5 suppléants pour Bergerac par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

<u>5 Titulaires :</u> Eric BICHAUD Jonathan PRIOLEAUD Thierry AUROY PEYTOU	<u>5 Suppléants :</u> Alain CASTANG Jean Pierre CAZES Daniel RABAT
--	--

Marion SERRA OGBONNA Fabien RUET	Pascal PREVOT Marc LETURGIE
-------------------------------------	--------------------------------

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-127 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DE COHERENCE TERRITORIALE DU BERGERACOISE (SYCOTEB)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siègeront au sein du Syndicat Mixte de Cohérence Territoriale du Bergeracois (SYCOTEB).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 24 titulaires et 12 suppléants pour Bergerac par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

<u>24 TITULAIRES :</u>	<u>12 SUPPLEANTS :</u>
Marie-Pierre PONS	Christophe GAUTHIER
Christian BORDENAVE	Laurence MARC
Pascal DELTEIL	Pascal LIABASTE
Jean-Pierre FRAY	Michel MARTINET
Joël HELLIAN	Francis BLONDIN
Alain PREVOST	Arnaud DELAIR
Daniel COTS	Roland GUY
Dominique TREMBLET	Philippe PUYPONCHET
Serge PRADIER	Sylvie RIVIERE
Olivier DUPUY	Cédric LOUGRAT
Didier CAPURON	Patrick VERGNOL
Jean-Jacques CHAPELLET	Michelle DORANGE
Jean louis DESSALLES	
Jean-Pierre FAURE	
Jean-Michel DREUIL	
Michel DELFIEUX	
Romain GUIONIE	
Marjorie MOLLETON	
Alain CASTANG	
René VISENTINI	
Roland FRAY	
George BASSI	
Daniel RABAT	
Anthony CASTAING	

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-128 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE (SMCRDD)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération qui siègeront au sein du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne (SMCRDD).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 2 titulaires et 2 suppléants pour Bergerac par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

2 titulaires : Nathalie TRAPY– Julie TEJERIZO

2 suppléants : Serge PRADIER – Laurence ROUAN

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-129 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE PERIGORD NUMERIQUE (SMPN)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération qui siègeront au sein du Syndicat Mixte Périgord Numérique (SMPN).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 2 titulaires et 2 suppléants pour Bergerac par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

2 titulaires : Alain CASTANG – Jean-Jacques CHAPELLET

2 suppléants : Emmanuel GUICHARD – Stéphane FRADIN

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-130 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DROPT AVAL

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siègeront au sein du Syndicat Mixte Dropt Aval.

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 5 titulaires et 5 suppléants pour Bergerac par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLEANTS</u>
Jean-Marc PIAZETTA	Frédéric GISPALOU
Floriane GUICHARD	Nathalie LAGASSIE
Norbert AUVRAY	Jean-Louis DESSALLES
Cédric LOUGRAT	Aurélie BARES
Damien MATTERA	Georges BASSI

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-131 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE (SIAEP) DORDOGNE POURPRE

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siègeront au sein du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau Potable (SIAEP) Dordogne Pourpre.

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner des titulaires et des suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature :

Bergerac : 2 titulaires- 2 suppléants

Creysse : 2 titulaires- 2 suppléants

Ginestet : 2 titulaires- 2 suppléants

Lamonzie-Montastruc : 2 titulaires- 2 suppléants

Lembras : 2 titulaires- 2 suppléants

Lunas : 2 titulaires- 2 suppléants

Mouleydier : 2 titulaires- 2 suppléants

Queyssac : 2 titulaires- 2 suppléants

Saint Sauveur : 2 titulaires- 2 suppléants

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

COMMUNE	TITULAIRES	SUPPLEANTS
BERGERAC	Marc LETURGIE Alain PLAZZI	Michaël DESTOMBES Florence MALGAT
CREYSSE	Frédéric DELMARES Sylviane KOOB	Frédéric LEBLANC Joël LE ROY
GINESTET	Philippe CASAGRANDE Emmanuel RECLUS	Jean Luc SIRVIN Claudette BIGOT
LAMONZIE-MONTASTRUC	Sandra JEGU Jérôme LE NUE	Jean Michel DREUIL Alain LEGAY
LEMBRAS	Éric BICHAUD Ginette MURAT	Geneviève PINOTTI Denis TERREAUX
LUNAS	Christian COUSTY Patrick GIMENEZ	Alain BANQUI Helene COLAS
MOULEYDIER	Michel DELFIEUX Pascal COFFIN	Roseline HELLE Bernard PETIT
QUEYSSAC	Jean Pierre DEBREGEAS Laurence MARC	Francis PAPATANASIOS René LAVAYSSIERE
SAINT SAUVEUR	Christian SAUVANET Michel ROUSSEL	Xavier MALECOT Richard FONTARNEAU

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-132 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE (SIAEP) COTEAUX SUD BERGERACOIS

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siègeront au sein du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau Potable (SIAEP) Coteaux Sud Bergeracois.

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner des titulaires et des suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature :

Bouniagues : 2 titulaires - 2 suppléants
Colombier : 2 titulaires - 2 suppléants
Cours de Pile : 2 titulaires - 2 suppléants
Cunèges : 2 titulaires - 2 suppléants
Gageac et Rouillac : 2 titulaires - 2 suppléants
Lamonzie-Saint-Martin : 2 titulaires - 2 suppléants
Mescoules : 2 titulaires - 2 suppléants
Monbazillac : 2 titulaires - 2 suppléants
Monestier : 2 titulaires - 2 suppléants
Pomport : 2 titulaires - 2 suppléants
Razac-de-Saussignac : 2 titulaires- 2 suppléants
Ribagnac : 2 titulaires - 2 suppléants
Rouffignac-de-Sigoulès : 2 titulaires - 2 suppléants
Saint Germain-et-Mons : 2 titulaires - 2 suppléants
Saint Laurent-des-Vignes : 2 titulaires - 2 suppléants
Saint Nexans : 2 titulaires - 2 suppléants
Saussignac : 2 titulaires - 2 suppléants
Sigoulès-et-Flaugeac : 2 titulaires - 2 suppléants
Thenac : 2 titulaires- 2 suppléants

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

COMMUNE	TITULAIRES	SUPPLEANTS
BOUNIAGUES	QUEYRAL Francis LASSUDRIE Serge	Damien MATTERA Georges BASSI
COLOMBIER	Christian FAUVERTE Ludovic HEUGAS	Marjorie MOLLETON Thierry TOUZEAU
COURS DE PILE	Didier CAPURON Pierre BEAUDEAU	David BACHERER André ZAVAN
CUNEGES	Sylvie RIVIERE Céline SAUVESTRE	Céline BORDERIE Florence MERIEUX
GAGEAC ET ROUILLAC	Philippe PUYPONCHET Lionel JOURDAS	Gilbert MIFSUD Mélanie MESPLEDE

LAMONZIE-SAINT-MARTIN	Jean Pierre FRAY Amandine FONSEGRIVE	Patrice DOUBLET Natacha MURAT GREVIN
MESCOULES	Emmanuel GUICHARD Gaétan LACHOT	Jérémy GARRIGUE Damien BOSSELUT
MONBAZILLAC	Stéphane GERAUD Alain PREVOST	Pascal PREVOT Martine DUPERRET
MONESTIER	Patrick VERGNOL Marie-Agnès BROUILLEAUD	Thomas POIROT Françoise DULAC
POMPORT	Francine MAUMY Véronique MONBOUCHE	Hervé ARBOGAST Francette ALEXIS
RAZAC-DE-SAUSSIGNAC	René VISENTINI Philippe MILARD	Jeanine SAULIERE Jean Christophe ROULET
RIBAGNAC	Christine LABLEIGNE Gilbert RONDONNIER	Patrice PRIVAT Gilbert LARQUE
ROUFFIGNAC-DE-SIGOULES	Bernard ALINIER Alain CASTANG	Christophe GUBALA Alain PELLIZER
SAINT GERMAIN-ET-MONS	Michel LACOMBE Nicolas MATEU	Alain NASLIS Henri DELHAL
SAINT LAURENT-DES-VIGNES	Dominique TREMBLET Didier CHAUSSADE	Jean-Claude PORTOLAN Marie-Hélène LASSERRE
SAINT NEXANS	Roger PERAUD Kristy CAMMAERTS	Daniel COTS Stéphanie VALLEJO-PASQUET
SAUSSIGNAC	Philippe GREGOIRE Elsa CLAVEL	Julie BECHIEAU Annabelle DEGROOTE
SIGOULES-ET-FLAUGEAC	Joel PIERRON Jean Michel LE COZ	Norbert AUVRAY José DOMINIQUE
THENAC	Frédéric DUTEIL Philippe BEYLAT	Guillaume LAUNAY Jean-Marc PIAZETTA

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-133 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE (SIAEP) MUSSIDAN NEUVIC

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siégeront au sein du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau Potable (SIAEP) Mussidan Neuvic.

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 2 titulaires et 2 suppléants pour Saint Géry par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

2 titulaires : Sylvie LECOCQ – M-Claude NOGUERA

2 suppléants : Philippe LACOUVE – Chantal LIGNEAU

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-134 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE –SMDE 24

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siégeront au sein du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau Potable –SMDE 24.

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Adhésion de la CAB pour les 9 communes hors SIAEP : Gardonne, Le Fleix, Monfaucon, Fraisse, Bosset, Prigonrieux, Saint Georges de Blancaneix, Saint Pierre d'Eyraud, La Force.

Il s'agit de désigner 6 titulaires et 6 suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Pascal DELTEIL Didier CASSIER Nathalie TRAPY Christophe MANTON Serge PRADIER Lionel FILET	Christelle CHATEAUNEF Christophe GAUTHIER Francis BLONDIN Marianne CAVARD Didier ALLARD Olivier DUPUY

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-135 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE INDERMODAL NOUVELLE AQUITAINE (SMINA)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siégeront au sein du Syndicat Mixte Indermodal Nouvelle Aquitaine (SMINA).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 1 titulaire et 1 suppléant par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

1 titulaire : Thierry AUROY PEYTOU

1 suppléant : Arnaud DELAIR

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-136 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE OUVERT DE LOGEMENT SOCIAL (SMOLS)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siégeront au sein du Syndicat Mixte Ouvert de Logement Social (SMOLS).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 2 titulaires et 2 suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

2 titulaires : Frédéric DELMARES – Fatiha BANCAL

2 suppléants : Michelle DORANGE – Serge PRADIER

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-137 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE OUVERT DEFENSE CONTRE LES INCENDIES DE LA DORDOGNE (DFCI)

Il convient de désigner, par vote majoritaire, les délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise qui siègeront au sein du Syndicat mixte ouvert défense contre les incendies de la Dordogne (DFCI).

Après avoir fait appel à candidatures, le vote s'effectue à bulletin secret sauf si le conseil décide à l'unanimité de voter à main levée. S'il n'y a qu'un seul candidat, il n'y a pas de vote et il est déclaré élu immédiatement.

Les conseillers communautaires décident à l'unanimité de voter à main levée les représentations au sein de ce syndicat :

Il s'agit de désigner 3 titulaires et 3 suppléants par un vote majoritaire. Il est fait appel à candidature.

PROPOSITION :

Candidatures proposées :

3 titulaires : Christophe GAUTHIER – Jean-Claude BONNAMY – Dominique PIGEON

3 suppléants : Arnaud DELAIR – Lionel LACOMBE – Francis BLONDIN

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions.

2020-138 : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT – D.S.P » DECISION MODIFICATIVE N°2

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Assainissement – D.S.P. ».

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
	FONCTIONNEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
	<i>Opérations d'ordre</i>			
023	023	Virement à la section d'investissement	127 400.00 €	
042	6811	Dotations aux amortissements	-18 400.00 €	
042	777	Quote part des subventions d'investisst		109 000.00 €
	TOTAL Fonctionnement		109 000.00 €	109 000.00 €
	INVESTISSEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
16	1641	Emprunts en euros		270 500.00 €
23	2315	Installations, matériel et outillage technique	174 500.00 €	
23	238	Avances et acomptes versés	96 000.00 €	

Opérations d'ordre				
021	021	Virement de la section de fonctionnement		127 400.00 €
040	13913	Subventions - Départements	27 000.00 €	
040	13918	Subventions - Autres	82 000.00 €	
040	28031	Frais d'études		-6 100.00 €
040	281532	Réseaux d'assainissement		-12 000.00 €
040	28154	Matériel industriel		-300.00 €
TOTAL Investissement			379 500.00 €	379 500.00 €
TOTAL			488 500.00 €	488 500.00 €

Cette décision modificative a pour objet d'intégrer les écritures liées aux transferts des subventions d'investissements dans l'actif du budget annexe, de corriger les écritures concernant les amortissements et d'ouvrir les crédits nécessaires à la réalisation d'études et de travaux. L'équilibre de la section d'investissement est atteint en augmentant le recours à l'emprunt de 270 500.00 €.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°2 concernant le budget annexe « Assainissement – D.S.P. » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-139 : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT - D.S.P-T.V.A » DECISION MODIFICATIVE N° 1

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Assainissement – D.S.P. – T.V.A. ».

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT				
Opérations réelles				
67	678	Autres charges exceptionnelles	16 000.00 €	
77	778	Autres produits exceptionnels		16 000.00 €
Opérations d'ordre				
TOTAL Fonctionnement			16 000.00 €	16 000.00 €
INVESTISSEMENT				
Opérations réelles				
Opérations d'ordre				
TOTAL Investissement			16 000.00 €	16 000.00 €
TOTAL			16 000.00 €	16 000.00 €

Ces écritures ont pour objet d'ouvrir les crédits nécessaires pour percevoir des subventions de l'agence de l'Eau Adour Garonne destinée à encourager le financement de travaux de réhabilitation réalisés par des particuliers sur les communes de La Force et Prignonrieux, la C.A.B. devant ensuite les reverser aux particuliers concernés.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°1 concernant le budget annexe « Assainissement – D.S.P. – T.V.A. » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-140 : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT – REGIE » DECISION MODIFICATIVE N° 2

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Assainissement – Régie ».

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
<i>Opérations d'ordre</i>				
TOTAL Fonctionnement			0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
16	1641	Emprunts en euros		15 000.00 €
23	2315	Immobilisations en cours	15 000.00 €	
<i>Opérations d'ordre</i>				
041	1641	Emprunts en euros	20 402.00 €	
041	1687	Autres dettes		20 402.00 €
TOTAL Investissement			35 402.00 €	35 402.00 €
TOTAL			35 402.00 €	35 402.00 €

Cette décision modificative a pour objet d'intégrer les écritures liées aux transferts des emprunts des budgets communaux sur les bons articles et d'ouvrir les crédits pour réaliser des travaux sur Sigoulès-et-Flaugeac.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°2 concernant le budget annexe « Assainissement – Régie » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-141 : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT – REGIE – TVA » DECISION MODIFICATIVE N° 2

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Assainissement – Régie – T.V.A. ».

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
<i>Opérations d'ordre</i>				
TOTAL Fonctionnement			0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
16	1641	Emprunts en euros		79 700.00 €
23	2315	Immobilisations en cours	79 700.00 €	
<i>Opérations d'ordre</i>				
041	1641	Emprunts en euros	149 743.00 €	
041	1687	Autres dettes		149 743.00 €
TOTAL Investissement			229 443.00 €	229 443.00 €
TOTAL			229 443.00 €	229 443.00 €

Cette décision modificative a pour objet d'intégrer les écritures liées aux transferts des emprunts des budgets communaux sur les bons articles, et d'ouvrir les crédits pour réaliser des travaux sur certaines communes (Bouniagues, Creysse, Lamonzie-Montastruc, Monfaucon, Mouleydier et Saint-Laurent-des-Vignes).

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°2 concernant le budget annexe « Assainissement – Régie – T.V.A. » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-142 : ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS – ENVELOPPE EXCEPTIONNELLE « PLAN DE RELANCE » 2020

Afin de soutenir l'activité économique sur le territoire communautaire à la suite de la crise sanitaire, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a souhaité mettre en place un ensemble de mesure : participation aux plans régional et départemental de relance, opération « Resto CAB », mise en place d'une enveloppe pour des achats « locaux » et des travaux supplémentaires dans les bâtiments communautaires, soutien du commerce en centre-ville en co-finançant la gratuité du stationnement, gratuité des loyers économiques ou dégrèvement de la Cotisation Foncière des Entreprises pour certains secteurs d'activité, ...

Ces dispositifs, dont le coût avoisine les 1 100 000 € pour la collectivité, intégraient également la création d'un fonds de concours de 500 000 € réparti entre les communes afin de les aider à réaliser divers projets d'investissement ayant vocation à être confiés aux entreprises du territoire.

Compte tenu des avancées de certains projets plus rapides que d'autres, il est apparu nécessaire de délibérer sur la programmation des premières opérations :

- FRAISSE : Création d'un « City-Stade » (45 000 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- GINESTET : Rénovation de bâtiments communaux (31 151 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- LA FORCE : Rénovation du système de chauffage du groupe scolaire (33 015 € H.T.) => attribution de 13 157 €
- LE FLEIX : Rénovation de bâtiments communaux (21 572 € H.T.) => attribution de 10 786 €.
- LUNAS : Rénovation de bâtiments communaux (9 578 € H.T.) => attribution de 4 789 €.
- MESCOULES : Rénovation de bâtiments communaux et du pont de la Mescoulette (8 520 € H.T.) => attribution de 4 260 €.
- MONBAZILLAC : Rénovation de bâtiments communaux, de vitraux de l'Eglise, et de travaux sur voirie (33 626 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- MONFAUCON : Mise aux normes de la salle des fêtes (22 875 € H.T.) => attribution de 11 437 €.
- MOULEYDIER : Extension et mise en sécurité du parking (30 954 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- RIBAGNAC : réfection parvis de l'Eglise et remplacement du chauffage de la maison des écoles (11 965.68 € H.T.) => attribution de 5 982 €.
- ROUFFIGNAC-DE-SIGOULES : Réalisation d'une aire de jeu (24 653 € H.T.) => attribution de 7 395 €.
- SAINT-GEORGES-DE-BLANCANEIX : Consolidation mur de l'Eglise – Enrochement (49 200 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- SAINT-PIERRE-D'EYRAUD : Réaménagement vestiaires club de football (24 889 € H.T.) => attribution de 12 144 €.

- SAINT-SAUVEUR-DE-BERGERAC : Rénovation de bâtiments communaux (30 988 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- SAUSSIGNAC : Rénovation de bâtiments communaux (29 226 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- THENAC : Rénovation de bâtiments communaux, Eglise et travaux sur voirie (28 118 € H.T.) => attribution de 13 157 €.

Afin de permettre aux communes concernées d'engager les opérations envisagées et de solliciter les subventions correspondantes, il est donc proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur ces dossiers pour l'exercice budgétaire 2020.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à attribuer les fonds de concours 2020 au titre de l'enveloppe dédiée au plan de relance et à inscrire les crédits correspondants au budget principal 2020 pour les montants listés ci-dessus ;

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-143 : ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS ENVELOPPE 2019-2020 – MODIFICATION

Avec le vote du budget primitif, une enveloppe de 500 000 € destinée à aider les communes de l'agglomération à réaliser divers projets d'investissement avait été actée.

Par délibérations successives adoptées en 2019 et notamment la délibération n° 2019-200 du 16 décembre 2019, le Conseil Communautaire avait attribué un certain nombre de fonds de concours pour la période 2019-2021, puis ajusté leur répartition en fonction de l'avancement des projets.

Compte tenu des dernières évolutions de certains projets et du décalage de certaines opérations, mais aussi des nouvelles demandes reçues au cours de l'année, il est nécessaire de modifier cette programmation :

- CREYSSE : aménagement du bourg (500 000 €) => décalage de l'opération initialement prévue en 2019 et 2020 sur 2020 et 2021, et ajustement du calendrier de versement.
(71 000 € en 2020 et 87 000 € en 2021).
- FRAISSE : 20 000 € avaient été attribués en 2019 pour l'acquisition d'un terrain et la rénovation de bâtiments communaux. Les travaux ayant coûté moins cher que prévu, il est proposé de réaffecter le solde de 2019 (12 000.11 €) pour la réalisation du parking de la salle des fêtes et d'une aire de pique-nique.
- GINESTET :
 - 5 000 € avaient été alloués à la commune sur 2019, et 5 000 € sur 2020 pour l'aménagement du Presbytère. Ce projet étant retardé, il est proposé de réaffecter

ces 10 000 € pour l'aménagement de l'accès et le parking du plateau omnisports (30 405 € H.T.).

○ Réalisation d'un « City-Stade » => 19 844 € supplémentaires attribués au titre de 2020.

- MESCOULES : rénovation de logements communaux (55 000 € H.T.) => 10 000 € attribués sur 2020.
- SAINT-GERMAIN-ET-MONS : Acquisition d'un terrain pour l'extension du cimetière et l'implantation d'une salle de sport (52 808 € H.T.) => proposition d'attribuer une aide de 10 000 €.

Les montants précédemment votés pour 2020 et 2021 demeurent inchangés.

Afin de permettre aux communes concernées d'engager les opérations envisagées et de solliciter les subventions correspondantes, il est donc proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur ces dossiers pour les exercices budgétaires 2019 et 2020 et présentés en annexe.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à attribuer les fonds de concours 2019 et 2020 selon la nouvelle programmation les fonds de concours récapitulés en annexe.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-144 : TRANSFERTS DE COMPETENCES A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS ENTRE LES COMMUNES DE BOUNIAGUES, COURS DE PILE, CREYSSE, CUNEGES, LAMONZIE-MONTASTRUC, LAMONZIE-SAINT-MARTIN, LE FLEIX, LEMBRAS, MONFAUCON, MONESTIER, MOULEYDIER, POMPORT, SAINT-GERMAIN-ET-MONS, SAINT-LAURENT-DES-VIGNES, SAINT-PIERRE-D'EYRAUD, SAINT-SAUVEUR, SAUSSIGNAC, SIGOULES-ET-FLAUGEAC ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE

Considérant que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) confie obligatoirement aux communautés d'agglomération les compétences d'eau potable et d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2020,

Considérant que le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité ou de l'établissement public bénéficiaire des biens meubles ou immeubles utilisés à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence,

Considérant le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées approuvé dans le cadre de ces nouveaux transferts de compétences qui sera adopté avant la fin de l'année 2020,

En application de l'article L. 5211-17 renvoyant aux articles L. 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements dans le cadre de

l'intercommunalité. L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, à la collectivité ou au groupement antérieurement compétent.

L'article L.1321-2 du C.G.C.T. dispose ainsi que « lorsque la collectivité antérieurement compétente était propriétaire des biens mis à disposition, la remise de ces biens a lieu à titre gratuit.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice en lieu et place du propriétaire. La collectivité bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation.

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés (article L.1321-3 du C.G.C.T).

Enfin, la mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les parties. En application de l'article L. 1321-1 du C.G.C.T, ce procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci le cas échéant.

Les projets de procès-verbaux de mise à disposition de ces biens ont été établis par les services de la communauté d'agglomération et soumis à l'approbation des communes.

Les procès-verbaux de mise à disposition sont individualisés pour chaque commune concernée et reprennent les biens immobiliers et l'inventaire des biens mobiliers qui seront mis à disposition de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise compétentes, ainsi que la liste des emprunts et les résultats comptables repris par la C.A.B. dans le cadre de ces transferts.

Ces procès-verbaux sont joints en annexe de la présente délibération.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à :

- approuver le procès-verbal de mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers par l'ensemble des communes concernées au titre des compétences « Eau » et « Assainissement » transférées à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ;
- autoriser le Président à signer ces procès-verbaux et passer les écritures comptables correspondantes.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-145 : COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (C.I.I.D.) – PROPOSITION DES COMMISSAIRES

Conformément au 1 de l'article 1650 A du code général des impôts (C.G.I.), une commission intercommunale des impôts directs (C.I.I.D.) doit être instituée dans chaque E.P.C.I. soumis de plein droit ou sur option au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du C.G.I.

Cette commission est composée :

- du président de l'E.P.C.I. ou de son adjoint délégué, président de la commission ;
- de 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat de l'organe délibérant.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale : depuis la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation).

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur départemental des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de l'E.P.C.I. suivant le renouvellement général des conseils municipaux. Pour 2020, l'article 3 du projet de loi de finances rectificative n°3 adopté par le Parlement le 23 juillet dernier, porte ce délai à 3 mois pour tenir compte du contexte particulier du renouvellement général des conseils communautaires.

Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, en nombre double (donc 40 contribuables) proposée sur délibération de l'organe délibérant.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la liste des commissaires proposée ci-après par la Communauté d'Agglomération Bergeracoise :

20 titulaires :

ISUS Joëlle	Rue Jean Martheilhe - 26 l'Orée du Caudou 24100 BERGERAC
CHARLET Claude	92 avenue Aristide Briand 24100 BERGERAC
ZAVAN André	95, route de Champs de Cours 24520 COURS-DE-PILE
KHEMACHE Hamid	Route du Grand Lac 24100 CREYSSE
REY Philippe	17 rue du petit caminel 24680 GARDONNE
DESLANDES Françoise	399 Chemin du Perier 24130 GINESTET
DURAND Alain	16 Chemin de Sillet 24130 LA FORCE
FLINOIS Sylvie	Les Femmes 24520 LAMONZIE-MONTASTRUC
FILET Lionel	1116, rue Henri de Navarre 24130 LE FLEIX

LAGORCE Chantal	2, impasse de l'Anguillère 24100 LEMBRAS
PREVOST Alain	La Gueylardie 24240 MONBAZILLAC
VEDELAGO Stéphanie	215 route du Cluzeau 24130 MONFAUCON
DELFIEUX Michel	18, rue des Portelières 24520 MOULEYDIER
DELPON Christiane	20 Route de la cardinolle 24130 PRIGONRIEUX
GUBALA Krzysztof	Villebois 24240 ROUFFIGNAC DE SIGOULES
CHAUCHEIL Michel	3 impasse des Sources 24100 SAINT LAURENT DES VIGNES
DUPUY Jean-Louis	690 Route de Saint Aubin de Lanquais 24520 SAINT NEXANS
FAURE Jean-Pierre	62, route de Maduran 24130 SAINT-PIERRE-D'EYRAUD
RABAT Daniel	Le Bourg 24240 SAUSSIGNAC
CHIROL Jean-Claude	Le Pey 24240 SIGOULES-ET-FLAUGEAC

20 suppléants :

MARCILLAC Claudie	12 Résidence Paul Robert - 122 bis Aristide Briand 24100 BERGERAC
REY Jean-Claude	3 rue Bouguereau 24100 BERGERAC
BASSI Georges	Le Bourg 24560 BOUNIAGUES
MERIGNAC Marie-Pierre	12 route des vieux rigoux 24100 CREYSSE
DURAND Bernard	717 route des andrieux 24680 GARDONNE
BONNAMY Jean-Claude	1238, Route du Chardonnay 24130 GINESTET
PAVAN SUP Eliane	6 rue du Breil 24130 LA FORCE
PESSIS Serge	La Croix Vieille 24520 LAMONZIE-MONASTRUC
COLORADO Marie-Thérèse	28 route de Lamonzie 24680 LAMONZIE SAINT MARTIN
TERREAUX Michel	10 allée de Bellevue 24100 LEMBRAS
PREVOT Pascal	La Lande 24240 MONBAZILLAC
DELAIR Arnaud	19 chemin du Roudier 24130 MONFAUCON
HELLE Roselyne	1218 avenue du Barrage 24520 MOULEYDIER
CASTAING Anthony	Fonestalve 24240 POMPORT
BAYLET Jean	93 Route des Nebouts 24130 PRIGONRIEUX
VISSENTINI René	La Grange 24240 RAZAC DE SAUSSIGNAC
CASTANG Alain	Villebois 24240 ROUFFIGNAC DE SIGOULES
LARRIEU Nicole	3 Rue des Vignottes 24100 SAINT LAURENT DES VIGNES
FRAY Roland	2, impasse des Gremis 24520 SAINT SAUVEUR
DUPRAT Jean-Pierre	Les Petites Planes 24240 SIGOULES-ET-FLAUGEAC

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-146 : TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES EXONERATIONS

Par délibération n° 2017-186 en date du 25 septembre 2017, le Conseil Communautaire a instauré la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise. Pour acter certaines exonérations, le Conseil doit prendre, chaque année, une délibération arrêtant les bénéficiaires de ces exonérations.

Elles ne sont accordées qu'à titre exceptionnel et après examen du Conseil.

Conformément à l'article L 1521 III du Code Général des Impôts, il est donc proposé aux membres du Conseil de reconduire les exonérations 2020 arrêtées par la délibération n° 2019-137 du 23 septembre 2019 et d'exonérer de T.E.O.M. pour l'année 2021 les bénéficiaires suivants : la Fondation John Bost pour l'ensemble des sites et bâtiments appartenant à la fondation et situés sur le territoire communautaire. Une convention concernant la collecte et le traitement des déchets est en parallèle conclue avec la C.A.B pour la réalisation et la facturation de ces prestations.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à adopter l'exonération de T.E.O.M. au titre de l'année 2021 pour les bénéficiaires ci-dessus désignés.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-147 : CREATION DES COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES

Conformément à l'article L2121.22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire peut décider de créer des commissions.

Il est proposé de créer les 14 commissions suivantes :

- Finances
- Ressources Humaines
- Economie / Emploi / Commerce
- Santé
- Travaux
- Culture et communication
- Tourisme
- Urbanisme
- Mobilité
- Politique de la ville / Habitat / Ruralité
- Enfance / Jeunesse / Sport
- Environnement / Transition énergétique / Numérique
- Eau et Assainissement / Gemapi
- Déchets

Elles sont de droit présidées par le Président.

Il est proposé que les Vice-présidents et les délégués du Bureau soient membres des commissions relevant de leurs délégations.

L'article L2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que la composition des commissions doit permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'Assemblée communautaire.

Ces commissions sont également ouvertes aux conseillers municipaux. Ces désignations seront soumises au vote lors d'un prochain conseil communautaire.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à approuver la création de 14 commissions.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-148 : PERSONNEL COMMUNAUTAIRE – RIFSEEP – MODIFICATION

Par délibération en date du 17 décembre 2018, le Conseil Communautaire a approuvé le principe de la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) à compter du 1^{er} janvier 2019 pour un certain nombre de cadres d'emplois.

Par délibération en date du 26 juin 2019, le Conseil Communautaire a transposé le RIFSEEP au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux à compter du 1^{er} juillet 2019.

A la suite du décret n° 2020-182 du 27 février 2020, le déploiement du RIFSEEP est désormais possible pour les cadres d'emplois non encore éligibles :

- Ingénieurs territoriaux,
- Techniciens territoriaux,
- Directeurs d'établissements d'enseignement artistique,
- Educateurs de jeunes enfants,
- Puéricultrices cadre de santé,
- Puéricultrices,
- Infirmiers en soins généraux,
- Auxiliaires de puériculture,
- Conseillers des activités physiques et sportives.

Il est donc nécessaire de compléter les délibérations du 17 décembre 2018 et du 26 juin 2019 pour appliquer le RIFSEEP à ces différents cadres d'emplois.

A ce titre, il convient d'indiquer les montants plafonds annuels réglementaires de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) dans les classifications de catégorie A, B et C (tableaux joints en annexe).

Seuls deux cadres d'emplois ne peuvent encore prétendre à ce jour au RIFSEEP : Professeurs d'enseignement artistique et Assistants d'enseignement artistique.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à compléter le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) conformément aux dispositions citées ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-149 : PERSONNEL COMMUNAUTAIRE – TABLEAU DES EFFECTIFS – MODIFICATION

Le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise doit être modifié à compter du 1^{er} octobre 2020 pour tenir compte des mouvements de personnel, des avancements de grade et de promotions internes et des nominations suite à concours ou examens professionnels.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Transformation au service voirie de deux emplois contractuels non permanent en deux postes d'adjoint technique à temps complet pour stagiairisation ;
- Réintégration de deux agents en congé parental au service enfance jeunesse (un poste d'auxiliaire de puériculture principale de 2^{ème} classe et un poste d'adjoint d'animation) ;
- Réintégration d'un agent en disponibilité pour convenance personnelle au service enfance – jeunesse (un poste d'éducateur de jeunes enfants principal de 1^{ère} classe) ;
- Départ en disponibilité pour convenance personnelle d'un agent à l'administration générale (un poste d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe) ;
- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1^e classe au service voirie et d'un poste d'animateur principal de 2^{ème} classe à la ludothèque à la suite de départs en retraite ;
- Création des postes faisant suite aux avancements de grades, promotions internes et nominations suite à concours et examens professionnels.

Les suppressions de poste interviendront en même temps que la nomination des agents.

Le tableau des effectifs des emplois stagiaires, titulaires et contractuels permanents est joint en annexe.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à approuver le tableau des effectifs tel que présenté en annexe.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-150 : TAXE DE SEJOUR SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE

A ce jour, le régime de perception de la taxe de séjour est mixte :

- Au réel pour les hôtels, campings, résidences et hébergements non-classés
- Au forfait pour les chambres d'hôtes et meublés de tourisme classés

1. Mode de collecte :

Il est proposé un passage au réel pour tous les types d'hébergement pour les motifs suivants :

- Equité demandée par les propriétaires de meublés et chambres d'hôtes, qui jugent souvent le forfait comme un impôt supplémentaire. C'est une mesure qui devrait les satisfaire, d'autant plus après une année 2020 très difficile économiquement.
- Simplification de la perception via les plateformes en ligne : Depuis le 1er janvier 2019, les **plateformes** de location d'hébergements en ligne collectent la **taxe de séjour** pour le compte des collectivités, conformément à ce qu'a prévu la loi de finances 2017. Le passage au réel permettra une perception systématique. C'est un avantage pour le loueur qui se retrouve déchargé de cette opération.
- Simplification pour les propriétaires « multi-hébergeurs » : beaucoup de propriétaires gèrent des chambres d'hôtes (au forfait à ce jour) et des meublés non-classés ou des campings. La perception et la déclaration sont très complexes.
- La perception via les plateformes devrait permettre une augmentation des montants perçus car malgré une veille importante, quelques hébergements ne sont pas référencés dans nos fichiers. Cette augmentation est constatée par de nombreux territoires, elle est de l'ordre de 10 à 20 %.

2. Modification des tarifs

Les tarifs pour les hébergements classés restent identiques. En revanche le passage de 1% à 3% pour les hébergements non classés est justifié par :

- Un pourcentage très bas, qui n'incite pas les propriétaires de meublés à classer leurs biens, alors qu'il s'agissait de l'objectif de cette réforme de la loi de finances.
- La volonté d'harmoniser le mode de collecte et les tarifs de taxe de séjour sur le Bergeracois. Les 4 EPCI du Grand Bergeracois ont la volonté de lisser leur mode de taxation et leurs tarifs.

3. Modification des dates de versement de la taxe collectée

Les plateformes de réservations en ligne reversent le produit de la taxe de séjour une fois par an, en début d'année N+1.

Les hébergeurs reversent la taxe de séjour 2 fois par an. La première période (du 01/01 au 31/08) ne pose aucun problème, en revanche la 2nde période (01/09 au 31/12) est plus aléatoire. En effet, certains hébergements, notamment les campings et la plupart des meublés ferment le 30/09. Ainsi, il serait nécessaire de modifier les dates de perception.

La présente délibération porte sur les points suivants :

- Période de taxation :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre

- Mode de calcul :

- o Calcul de la taxe de séjour au réel
 - Le calcul est fonction du nombre de nuitées effectivement réalisées et facturées par le logeur à chaque client sur la base d'un tarif par nuit et par personne. Le redevable étant le logé.

- **Règlement (date de reversement de taxe de séjour)**
 - o A effectuer dans les quinze jours qui suivent la fin de chaque période de perception
 - 1^{ère} période : du 01 janvier au 30 septembre,
 - 2^{nde} période : du 01 octobre au 31 décembre.

- **Tarifs et natures d'hébergements concernés par la taxe de séjour.**

Les natures d'hébergements concernées par la taxe de séjour sont mentionnées à l'article R. 2333-44 du CGCT avec les tarifs comme établis dans le tableau ci-dessous :

Catégories d'hébergement	Tarif CAB	Taxe départementale 10 %	TOTAL TS
Palace	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels 5 étoiles, résidence de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1.40 €	0,14 €	1,54 €
Hôtels 4 étoiles, résidence de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1.00 €	0,10 €	1,10 €
Hôtels 3 étoiles, résidence de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0.95 €	0,09 €	1,04 €
Hôtels 2 étoiles, résidence de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.65 €	0,06 €	0,71 €
Hôtels 1 étoile, résidence de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0.50 €	0,05 €	0,55 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classé en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacement dans des aires de camping-car et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.55 €	0,05 €	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	0.20 €	0,02 €	0,22 €
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	3 % *	0,30 %	3,30 %

* Proportionnalité du coût de la nuitée pour les hébergements sans classement ou en attente de classement

Le taux applicable au coût par personne de la nuitée dans les hébergements en attente de classement ou sans classement s'élève à 3 %.

- **Exonérations**

La taxe de séjour dite au réel prévoit des exonérations, celles-ci s'appliquent, notamment pour :

- o Les personnes âgées de moins de 18 ans
- o Les personnes titulaires d'un contrat de travail saisonnier employées dans la commune
- o Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire

- **Montant du loyer minimum** à partir duquel les personnes occupant des locaux gérés par des associations sont assujetties à la taxe de séjour : **4 € / jour / personne.**

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver :

- le mode de calcul au réel uniquement ;
- le règlement de la taxe de séjour ;
- la période de taxation ;
- les natures d'hébergements concernés par la taxe de séjour ainsi que leur tarif ;
- le taux applicable aux hébergements non classés ou en attente de classement ;
- le montant du loyer minimum à partir duquel les personnes sont assujetties à la taxe de séjour lors d'une taxation au réel.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-151 : GEMAPI – CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE SUBVENTION RELATIVE A L'ANIMATION POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ANNÉE 2020 – DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise (CAB) a souhaité mutualiser son service GEMAPI avec 7 autres EPCI :

- la Communauté de Communes Bastides Dordogne Périgord,
- la Communauté de Communes Montaigne, Montravel et Gurson,
- La Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux,
- La Communauté de Communes Isle et Crempse en Périgord,
- La Communauté de Communes de Portes Sud Périgord,
- La Communauté de Communes du Pays Foyen,
- La Communauté de Communes Vallée Dordogne Forêt Bessède,

et un syndicat de rivière (SYER), afin d'assurer la gestion des bassins versants tout en permettant aux signataires de la présente convention d'exercer leurs compétences obligatoires et facultatives.

Pour assurer la mise en œuvre de cette compétence, la CAB a créé un service constitué de 2 agents. Elle a sollicité une aide du Département de la Dordogne à hauteur de 12 000 € correspondant au montant forfaitaire attribué pour ce type de missions pour 2 équivalents temps plein.

Une convention a été rédigée par le Département pour l'attribution et le versement de cette aide.

La convention est conclue pour l'année 2020, prend effet à la date de signature et se termine le 31 décembre 2020.

L'aide départementale sera versée à la signature de la convention par versement unique.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à :

- approuver la convention telle que présentée ci-dessus et conformément au projet joint en annexe.
- autoriser le Président à la signer.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-152 : GEMAPI – CONVENTIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT À MENER SUR LE GRAND TERRITOIRE DE GESTION POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PRÉVENTION DES INONDATIONS

Par délibération n° 2019-052 en date du 9 avril 2019, le conseil communautaire de la CAB approuvait le partenariat de fonctionnement pour la mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur un territoire de compétence comprenant 8 EPCI et un syndicat :

- la Communauté de Communes Bastides Dordogne Périgord,
 - la Communauté de Communes Montaigne, Montravel et Gurson,
 - La Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux,
 - La Communauté de Communes Isle et Crempse en Périgord,
 - La Communauté de Communes de Portes Sud Périgord,
 - La Communauté de Communes du Pays Foyen,
 - La Communauté de Communes Vallée Dordogne Forêt Bessède,
- et un syndicat de rivière (SYER des Coteaux de Dordogne).

Ainsi, le service GEMAPI mutualisé de la CAB peut fonctionner afin d'exercer cette compétence.

Désormais, par la signature de conventions, il s'agit de :

- préciser l'organisation de la gouvernance applicable pour chaque bassin versant ainsi qu'aux commissions territoriales,
- formaliser les modalités de participation financière des membres signataires, aux projets d'investissements, dont la CAB est la structure porteuse.

Les commissions territoriales et conventions afférentes sont réparties sur les grands bassins versants :

- Commission Lidoire / Estrop,
- Commission Eyraud / Gouyne,
- Commission Caudeau et Affluents Dordogne,
- Commission Couze,
- Commission Conne / Couzeau,

- Commission Gardonnette.

Un(e) représentant(e) de chaque commune comprise en totalité ou en partie dans le territoire de la commission participe à ses travaux.

Le montant total des dépenses annuelles est pris en charge par les collectivités signataires, au prorata de leur superficie dans chaque bassin versant, déduction faite :

- du montant des subventions à percevoir pour chaque projet,
- du FCTVA.

Les présentes conventions entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2020 et se terminent le 31 décembre 2024.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à :

- approuver les conventions telles que présentées ci-dessus et conformément aux projets joints en annexe ;
- autoriser le Président à les signer.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-153 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA CAB A LA CREATION D'UNE ANTENNE DELOCALISEE POUR LE PARCOURS D'ACCES SPECIFIQUE SANTE-READAPTATION SUR LE CAMPUS PERIGORD DE PERIGUEUX (PASS-R)

La démographie médicale et la formation sont deux enjeux majeurs du territoire bergeracois.

Un Parcours Accès Spécifique Santé – Réadaptation (PASS-R) a ouvert en septembre 2020 sur le Campus Périgord à Périgueux sur le site de la Grenadière, avec le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine.

La répartition des professionnels de santé est problématique en France, du fait d'une absence de régulation. Il s'agit donc de mettre en œuvre des politiques ambitieuses et attractives pour capter des professionnels, et créer un lien entre les étudiants en médecine et le territoire.

De plus, le coût des études de santé est très important, empêchant certains étudiants méritants mais modestes de se lancer dans des études longues et onéreuses.

A partir de septembre 2020, les études de santé deviennent les études MMOP-R (Médecine, Maïeutique, Odontologie, Pharmacie - Réadaptation = ergothérapie, pédicure-podologie, psychomotricité, masso-kinésithérapie).

Les filières MMOP sont accessibles par le PASS-R qui remplace la PACES (Première Année Commune aux Études de Santé).

Les enseignements, identiques à ceux de Bordeaux, se déroulent par des dispositifs de télé-enseignement : cours magistraux en vidéo-transmission, enseignements dirigés et Tutorat en visio-conférences dans des salles dites immersives.

Deux grandes salles seront équipées pour la retransmission en différé des cours magistraux tous les après-midi de la semaine. Deux salles immersives seront équipées pour assurer un enseignement interactif nécessaire aux enseignements dirigés (assurés par un enseignant à Bordeaux en matinée) et aux cours de tutorat public (assurés par l'association des étudiants en médecine de Bordeaux en soirée).

L'interactivité entre enseignants et étudiants est garantie par les dispositifs de qualité de télé-enseignement (tableaux numériques interactifs, caméras orientables...).

Le plan de financement des collectivités est assuré en investissement par la Région Nouvelle-Aquitaine pour 482.400 € TTC et en fonctionnement comme suit :

Budget annuel de fonctionnement	
Frais fixes RH	90.800
Frais fixes réseau-immersion	12.888
Frais variables (hypothèse 70 étudiants)	25.940
Coût total	129.628

Plan annuel de financement	
Conseil départemental de la Dordogne	64.814
Grand Périgueux	54.814
Communauté d'agglomération de Bergerac	10.000
TOTAL	129.628

Il était convenu dans une 1^{ère} convention cadre applicable jusqu'au 31/12/2021 que :

- L'Université de Bordeaux, qui a la responsabilité pédagogique et opérationnelle de la formation assure la logistique humaine et technique, dont celle des outils numériques de formation à distance ;
- Des collectivités partenaires assument les coûts de fonctionnement (Département de Dordogne et agglomérations de Périgueux et de Bergerac) avec un prévisionnel ajusté suivant le nombre d'étudiants (une part fixe et une variable tandis que la Région prend l'intégralité des investissements ;
- Un comité de pilotage des PASS délocalisés sera chargé de l'exécution et de l'évaluation des conventions (Université de Bordeaux, Région Nouvelle-Aquitaine, Conseil départementaux de la Dordogne, du Lot et Garonne et des Landes, agglomérations de Périgueux, Bergerac, Dax et Pau).

Une 2^{nde} convention amende la convention cadre et s'applique du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2023 :

- Les versements auront lieu après la signature de la convention pour 2020-2021 puis après présentation des bilans financiers et d'activité pour 2021/2022 et 2022/2023. L'absence de versement rend la convention caduque ;
- Le calcul des subventions se fait sur une part fixe et une part variable suivant le nombre d'étudiants inscrits. Les budgets sont examinés et reconduits en fonction des bilans présentés en comité de pilotage.

Pour l'année 2020/2021 une étudiante bergeracoise est inscrite au PASS-R. Il conviendra de faire connaître le dispositif afin de faire bénéficier le maximum d'élèves du territoire de cette formation.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- approuver la convention cadre tripartite et la convention modificative et à autoriser le Président de la CAB à signer les 2 conventions annexées ;
- d'attribuer une subvention de 10.000€ par an sur la période 2020-2023 et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-154 : CONTRAT DE VILLE – APPEL A PROJETS 2020 – ATTRIBUTION COMPLEMENTAIRE DE SUBVENTIONS

Approuvé par l'ensemble des partenaires le 26 juin 2015, le Contrat de Ville de l'Agglomération Bergeracoise constitue un cadre contractuel et opérationnel destiné à soutenir des projets en faveur des quartiers en difficulté.

Sur l'Agglomération Bergeracoise, trois quartiers prioritaires ont été retenus par décret du 30 décembre 2014, regroupant 5 563 habitants (2018). Tous les trois sont situés sur le territoire communal de Bergerac : Quartier Rive Gauche, Quartier des Deux Rives et Quartier Nord.

Fondé sur la participation des habitants et sur l'implication de l'ensemble des partenaires locaux, le Contrat de Ville a pour objectif de réduire les écarts de développement entre ces quartiers défavorisés et le reste de l'agglomération, en améliorant les conditions de vie de leurs habitants.

Initialement prévue cette année, la fin des Contrats de Ville a été prorogée jusqu'en 2022.

Suite à l'appel à projets annuel lancé fin 2019, une première délibération, soumise au conseil communautaire du 17 février 2020, décidait de financer 25 projets relevant de la Politique de la Ville pour un montant total de 57 700 €.

Aujourd'hui, il s'agit de voter une enveloppe complémentaire d'un montant de 2 300 € concernant les projets suivants :

PROJET PRÉSENTÉ	PORTEUR DU PROJET	PROPOSITION DE SUBVENTION
Création d'une plateforme solidaire à Bergerac	SARL Altismédia	1 400 €
Les Jardins du Cœur	Les Restaurants du Cœur	500 €
Cadets de la sécurité civile	Collège Eugène Le Roy	400 €

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver l'attribution des subventions aux structures proposées dans le tableau ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-155 : CONVENTIONS D'UTILITE SOCIALE DES BAILLEURS SOCIAUX MESOLIA ET CLAIRSIENNE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Conventionnement d'Utilité Sociale (CUS) institué par la Loi « Molle » du 25 mars 2009,

Chaque organisme HLM est tenu de signer une Convention d'Utilité Sociale avec l'État pour une durée de 6 ans renouvelable,

Cette convention a pour objectifs de définir :

- l'état d'occupation sociale des immeubles à partir de l'enquête Occupation du Parc Social (OPS),
- l'état du service rendu aux locataires dans les immeubles ou les ensembles immobiliers, après concertation avec les locataires,
- l'énoncé de la politique patrimoniale et d'investissement comprenant notamment le Plan Stratégique du Patrimoine (PSP) et le plan de mise en vente,
- la politique de gestion sociale développée dans le cahier des charges de gestion sociale, établie après concertation avec les associations de locataires,
- la politique de qualité du service rendu aux locataires,
- le cas échéant la politique d'accession et la politique d'hébergement,

La Loi « égalité et citoyenneté » du 27 janvier 2017 a modifié le contenu des CUS en :

- intégrant des objectifs de mixité sociale,
- permettant aux organismes HLM de fixer une nouvelle politique des loyers visant à faciliter l'atteinte de ces objectifs.

Cette même loi donne la possibilité aux EPCI tenus de se doter d'un PLH ou compétents en matière d'habitat avec au moins un quartier prioritaire politique de la ville d'être signataires de la CUS.

Par délibération n°2017-182 en date du 25 septembre 2017, les membres du conseil communautaire ont approuvé :

- l'engagement de la CAB aux côtés des bailleurs et de l'État dans la démarche de Conventionnement d'Utilité Sociale,
- la demande des bailleurs sociaux sur la signature des CUS, pour peu qu'elles intègrent les objectifs définis dans le PLH approuvé depuis le 13 janvier 2020 en matière de production de logements locatifs sociaux, de rénovation du parc public ancien et d'accession sociale à la propriété.

Les projets de CUS font également l'objet d'une lecture au regard des objectifs fixés par la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA), approuvée par délibération du 29 janvier 2018, qui reprend à la fois les éléments de la Loi ALUR de 2014, les éléments de l'art 70 de la Loi Égalité Citoyenneté précitée (complétant l'art L. 441 du Code de la Construction) et les enjeux spécifiques au territoire définis par les acteurs de l'habitat réunis au sein de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

Au regard de ces éléments, le conseil communautaire est invité à approuver les propositions de CUS faites par les bailleurs sociaux Mésolia et Clairsienne sous réserve :

- que la révision des loyers plafonds sur les résidences qui font l'objet de changement de catégorie de qualité de service rendu, ne soient un frein à l'objectif de mixité sociale et à l'accession au logement des 25% d'attribution, hors quartiers prioritaires, au 1^{er} quartile les plus pauvres et public DALO,
- que les bailleurs respectent leurs engagements signés de la CIA, à savoir participer au bilan annuel présenté à la CIL relative aux données en matière d'attribution,
- que la CAB soit conviée, lors des Commissions d'Attribution des Logements et de l'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL), forte des données concernant les logements disponibles à l'échelle du territoire intercommunal,

Ceci afin de :

- o fluidifier les échanges entre nos structures,
- o veiller au respect des objectifs des différents documents contractuels en vigueur à l'échelle intercommunale, donner une visibilité à la CAB afin que cette dernière puisse établir des documents de planification répondant aux enjeux du territoire, travailler dans l'intérêt des demandeurs de logements sociaux.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- approuver les Conventions d'Utilité Sociale des bailleurs sociaux Mésolia et Clairsienne ;
- autoriser le Président à signer les documents s'y rapportant.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-156 : CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX PAR LA SEM URBALYS HABITAT PROGRAMME SAINT MICHEL - DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT

La SEM URBALYS HABITAT est en charge de la construction de 18 logements sociaux – rue Saint Michel à Bergerac. Pour financer ce projet, la SEM URBALYS HABITAT sollicite un contrat de prêt composé de 4 lignes du prêt d'un montant total de 1 711 956,00 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Vu les articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 113571 en annexe signé entre : SEM URBALYS HABITAT ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Article 1 :

L'assemblée délibérante de COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE accorde sa garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 711 956,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat

de prêt N° 113571 constitué de 4 Ligne(s) du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont appelés à :

- se prononcer sur la demande de garantie d'emprunt à hauteur de 50 % sollicitée par la SEM URBALYS HABITAT pour 1 prêt d'un montant total de 1 711 956,00 € ;
- à autoriser le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.
- décider que cette délibération annule et remplace la délibération n° 2020-110 du 22 juin 2020.

DECISION :

Adopté par 67 voix pour et 5 non participations.

Fatiha BANCAL, Josie BAYLE, Alain PLAZZI, Jonathan PRIOLEAUD, Eric PROLA, administrateurs de la SEM Urbalys Habitat ne prennent pas part au vote.

2020-157 : PRESCRIPTION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE - DEFINITION DES OBJECTIFS ET DES MODALITES DE CONCERTATION

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi ENE) modifie la procédure d'élaboration des documents de planification de l'affichage publicitaire dans les communes.

Cette réglementation poursuit un objectif de protection du cadre de vie tout en cherchant une adéquation avec le respect de la liberté d'expression, et les réalités économiques de la liberté du commerce et de l'industrie. La réglementation nationale, codifiée au Code de l'Environnement, peut être adaptée à l'échelle locale, par un Règlement Local de Publicité

(RLP) qui peut réglementer tout ou partie des supports précités.

Dorénavant les règles d'élaboration du RLP doivent être conformes à celles fixées par le PLU (Plan local d'urbanisme) et l'ensemble de la procédure doit être menée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale.

Ainsi, l'agglomération compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, est aujourd'hui également compétente pour s'engager dans la démarche d'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), document ayant vocation à couvrir l'intégralité de son territoire.

En outre, dès lors que le PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal) permet dans certaines conditions de déroger à l'article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme (dit Amendement Dupont), la réalisation d'un RLPi est obligatoire.

Le RLPi est régi par les articles L581-14-1 et suivants du code de l'environnement et s'élabore selon les mêmes dispositions que le PLUi.

A ce jour, seule la commune de Bergerac dispose d'un RLP qui deviendra caduque le 25 Octobre 2020. La présente délibération permet de prolonger sa validité jusqu'au 13 juillet 2022.

*** Motifs et Objectifs de l'élaboration d'un RLP intercommunal :**

Ce document visera à protéger le cadre de vie des habitants de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise (CAB), à répartir de façon harmonieuse l'ensemble des dispositifs publicitaires sur l'agglomération et aux portes des zones urbanisées tout en respectant le patrimoine architectural, paysager et environnemental.

La prescription de l'élaboration d'un règlement porte sur l'ensemble des communes membres de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

La réglementation du RLPi pourra être plus restrictif que la réglementation nationale sur certains secteurs stratégiques tels que :

- Les centres villes et milieux urbanisés denses et abords des axes majeurs d'entrée d'agglomération,
- Les ensembles urbains ou architecturaux tels que le centre ancien de la ville centre
- Les axes d'entrée en ville et/ou accueillants des zones d'activités économiques.

*** Objectifs de l'élaboration du RLPi de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise :**

- Limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie en protégeant le patrimoine naturel et bâti,
- Traiter les entrées de ville pour mieux maîtriser la publicité et les enseignes aux entrées de ville,
- Suivre autant que possible les réflexions engagées dans le cadre de l'élaboration du PLUi,
- Adopter des règles d'extinction nocturne des publicités, pré-enseignes et enseignes lumineuses,
- Adopter des dispositions plus respectueuses du cadre de vie applicables à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes et mobiliers urbains,

- Adapter les règles nationales aux caractéristiques du territoire intercommunal et les renforcer,
- Harmoniser la réglementation locale sur l'ensemble du territoire intercommunal pour renforcer son identité,
- Valoriser les parcours et les sites touristiques,
- Tenir compte des nouveaux dispositifs d'enseignes et de publicités liés notamment à l'apparition des nouvelles technologies de communication,
- Associer les citoyens.

* Composition d'un RLPi :

Le RLPi peut concerner différentes formes de publicités :

- Publicité : Constitue une publicité toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités.
- Enseignes : Constitue une enseigne, toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.
- Pré-enseignes : Constitue une pré-enseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.
- Mobiliers urbains.

Le RLPi est composé :

- d'un rapport de présentation : celui-ci s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs.
- d'un règlement : celui-ci comprend les prescriptions adaptant les dispositions prévues à l'article L 581-9 du code de l'environnement. Les prescriptions peuvent être générales sur l'ensemble du territoire ou être spécifiques selon un zonage.
- d'un document graphique faisant apparaître les zonages identifiés par le RLPi.
- Les limites d'agglomération fixées par le(s) Maire(s) figurent dans un document graphique en annexe avec les arrêtés municipaux correspondants.

Conformément aux articles L 123-6 et L 103-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de déterminer les modalités de concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

- Mise à disposition d'un dossier évolutif de concertation du public dans toutes les mairies des communes membres de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ainsi qu'au siège de la CAB.

- Le public pourra envoyer ses remarques par courrier postal à l'adresse du siège de la CAB ou sur l'espace dédié au RLPi du site internet de la CAB jusqu'à l'arrêt du projet du RLPi.
- Mise à disposition d'un registre au siège de la CAB et dans chacune des communes membres pour le recueil des avis de la population jusqu'à l'arrêt du projet du RLPi.
- Information du public par voie de presse locale et/ou dans le magazine de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise aux étapes clés de la procédure.
- Mise en ligne sur le site internet (espace dédié) de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise du suivi et de l'avancement de la procédure.
- Organisation d'une ou plusieurs réunions publiques avant l'arrêt du projet du RLPi dont la ou les dates fera ou feront l'objet d'une information 1 mois à l'avance via le site internet de la CAB ainsi que par affichage au siège de la CAB et dans chacune des communes membres.
- L'ouverture et la clôture de la concertation fera l'objet d'un affichage à la CAB et dans chacune des communes membres ainsi que d'une insertion dans un journal diffusé dans le département.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L581-14-1 et R581-79,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L123-6 à L123-20, R123-15 à R123-25 et L300-2 ;

VU le Règlement Local de Publicité communal (RLP) actuellement en vigueur sur la commune de Bergerac,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 25 Mars 2020 repoussant le délai de prorogation des RLP 1^{ère} génération au 25 Octobre 2020,

CONSIDERANT la démarche d'élaboration du PLUi de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise approuvé le 13 janvier 2020,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de mettre en œuvre la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, pour les motifs exposés ci-dessus,

CONSIDERANT les objectifs et les modalités de concertation envisagés,

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont appelés à :

APPROUVER :

- L'élaboration d'un règlement local de publicité sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

- Les objectifs de l'élaboration du RLP de la CAB tels qu'identifiés ci-dessus ;
- Les modalités de concertation publique telles que précédemment définies.

AUTORISER le Président à

- Solliciter de l'Etat une subvention destinée à couvrir les dépenses exposées pour la démarche d'élaboration du règlement de publicité intercommunal de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,
- Signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.

Conformément à l'article L 123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux communes membres de la CAB, à Monsieur le Préfet de la Dordogne, à Monsieur le Président du Conseil Régional, à Monsieur le Président du Conseil Départemental.

Elle sera en outre notifiée, conformément aux articles L123-6, L123-8 et R123-16 du Code de l'Urbanisme, à Monsieur le Président du SYCOTEB en charge du SCOT, à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Monsieur le Président de la Chambre de Métiers, Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture ; sachant que la Communauté d'Agglomération Bergeracoise est l'autorité compétente en matière d'organisation des Transports Publics et est compétente en matière de programme local de l'habitat sur son territoire.

Conformément aux articles R123-24 et R123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et dans les mairies des 38 communes membres.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-158 : APPROBATION DE 19 PERIMETRES DELIMITES DES ABORDS POUR 27 MONUMENTS HISTORIQUES PRESENTS SUR LE TERRITOIRE DE LA CAB

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 a introduit dans le Code du Patrimoine une alternative aux actuels rayons de protection des Monuments Historiques, constitués d'un rayon de 500 mètres et d'un critère de co-visibilité traité au cas par cas : les "Périmètres Délimités des Abords" ou "PDA". L'objectif est de déterminer un périmètre propre à chaque monument, en tenant compte de ses caractéristiques et de son contexte local.

Les Abords sont ainsi définis par le code du Patrimoine, art L621.30 :

« I. – Les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur sont protégés au titre des abords.

La protection au titre des abords a le caractère de servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel.

II. – La protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans un périmètre délimité par l'autorité administrative dans les conditions fixées à l'article L. 621-31. Ce périmètre peut être commun à plusieurs monuments historiques. [...] »

Conformément à la procédure décrite par le code du Patrimoine, c'est Mme Hänninen, Architecte des Bâtiments de France (ABF) en Dordogne qui a proposé l'élaboration des Périmètres Délimités des Abords pour l'ensemble des Monuments Historiques présents sur le territoire de la CAB à l'occasion de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. La CAB a alors décidé de lancer la procédure qui aboutira à l'évolution de la Servitude d'Utilité Publique, annexée au document d'urbanisme.

Les Monuments Historiques concernés

La procédure d'élaboration de Périmètres Délimités des Abords a concerné 27 monuments historiques répartis sur 14 communes de la CAB. Les monuments sont divers : 9 églises ou chapelles, 14 châteaux ou domaines et 4 autres types de monuments.

BERGERAC	<ul style="list-style-type: none"> • Eglise Notre-Dame, • Eglise saint-Jacques, • Château de Mounet-Sully, • Château de Lespinassat, • Maison pic, • Ancien séminaire, • Maison dite la Vieille Auberge rue des Fontaines, • Galerie Renaissance du Cloître des Récollets, • Château Henri IV-Maison Peyrarède
BOUNIAGUES	<ul style="list-style-type: none"> • Porte du Presbytère
COLOMBIER	<ul style="list-style-type: none"> • Eglise, • Château de la Jaubertie
CREYSSE	<ul style="list-style-type: none"> • Domaine de Tiregand
GAGEAC-ET-ROUILLAC	<ul style="list-style-type: none"> • Château de Gageac
LA FORCE	<ul style="list-style-type: none"> • Pavillon du Château
LAMONZIE-MONASTRUC	<ul style="list-style-type: none"> • Eglise, • Château de Montastruc, • Château de Bellegarde et son parc
LAMONZIE-SAINT-MARTIN	<ul style="list-style-type: none"> • Château de Saint Martin
MONBAZILLAC	<ul style="list-style-type: none"> • Château de Monbazillac

	<ul style="list-style-type: none"> • Manoir de Fonvieille
POMPORT	<ul style="list-style-type: none"> • Chapelle Saint Mayme
SAINT-NEXANS	<ul style="list-style-type: none"> • Eglise
SAINT-SAUVEUR	<ul style="list-style-type: none"> • Château de Grateloup
SIGOULES-ET-FLAUGEAC	<ul style="list-style-type: none"> • Eglise et cimetière de Lestignac
THENAC	<ul style="list-style-type: none"> • Eglise prieuré de Monbos, • Remparts et château de Puyguilhem

Pour protéger ces 27 monuments, 19 PDA sont en projet.

Il faut noter que trois monuments présents sur le territoire de la CAB n'ont pas pu être intégrés à cette procédure car leur périmètre de protection, actuel ou en projet, déborde sur une commune ne faisant pas partie de notre EPCI. C'est le cas du Château de Bridoire et son domaine qui sont situés sur la commune de Ribagnac, des Ecluses de Tuilières situées sur la commune de Mouleydier et du Temple situé sur la commune du Fleix. Les Périmètres Délimités des Abords de ces trois monuments seront élaborés par les services de la DRAC.

Procédure

Dans un premier temps, les travaux ont été menés par Mme Hänninen, au sein de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Dordogne. Les projets de « PDA » ont été déterminés en fonction de la topographie, des champs visuels, du parcellaire, du contexte bâti et naturel, et des enjeux de protection de chaque monument. Des visites terrains ont été effectuées.

Dans le cas particulier de Bergerac, l'élaboration des « PDA » avait également pour objectif de faire coïncider le périmètre de la protection des abords avec le document de protection de l'ensemble du patrimoine de Bergerac appelé « Site Patrimonial Remarquable », élaboré en 2018.

Le 18 janvier 2019, les 19 « PDA » en projet ont été présentés par Mme Hänninen, à toutes les communes concernées, entamant des échanges avec les élus communaux, débouchant parfois sur des visites terrains, puis des adaptations. Les communes ont ensuite été invitées à émettre un avis sur le périmètre proposé, sous la forme d'une délibération du conseil municipal. Le travail de concertation réalisé en amont a permis de ne réunir que des avis favorables. Il faut noter que des communes limitrophes, concernées par l'un des périmètres, ont également été consultées (Lembras, Cours-de-Pile, Cunèges).

Le conseil communautaire a délibéré en date du 26 juin 2019 pour soumettre l'ensemble des propositions à enquête publique, en parallèle du dossier d'élaboration du PLUi.

Enquête publique

En amont de l'enquête publique, les propriétaires ou affectataires domaniales de chaque monument ont été contactés par courrier pour être invités à venir participer et donner leur avis.

L'enquête publique s'est tenue du 23 septembre au 25 octobre 2019. Le dossier était présenté en format papier dans toutes les communes concernées, ainsi qu'au service Urbanisme de la CAB. Il a également été mis à la disposition du public en ligne, sur le site de la CAB ainsi que sur un site dédié à l'enquête. Un commissaire enquêteur (parmi les 5 en charge de l'enquête qui couvrait également l'élaboration du PLUi et l'abrogation des cartes communales) a été missionné spécifiquement sur ce dossier. Il a tenu 4 permanences à la CAB.

Dix observations ont été formulées par les propriétaires de monuments ou par des riverains. Neuf de ces contributions consistaient en une demande de modification pour l'un ou l'autre des « PDA » envisagés. (*Le rapport de la commission d'enquête est à disposition sur le site de la CAB*). La commission d'enquête a émis un avis favorable au dossier.

A l'issue de l'enquête publique

Toutes les contributions ont été transmises à l'ABF, accompagnées d'une cartographie des modifications proposées. Mme Hänninen a analysé les remarques et a retenu la modification de deux PDA : l'extension vers le nord-est du PDA concernant le château de Montastruc à Lamonzie-

Montastruc et l'extension vers le sud du PDA concernant le château de Tiregand à Creysse. Les deux communes concernées ont à nouveau été sollicitées et leurs conseils municipaux ont accepté par délibération, les nouveaux périmètres.

Approbation des Périmètres Délimités des Abords

Conformément à l'article L621-31 du code du Patrimoine, la CAB doit émettre un avis sur les projets de Périmètres Délimités des Abords proposés tels que présentés en pièce jointe.

Il est proposé au Conseil Communautaire de la CAB d'approuver les « PDA » pour les 27 monuments historiques concernés. A la suite de quoi, ils seront créés par arrêté du Préfet de Région et pourront être annexés au PLUi de la CAB.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L151-43, L153-60

VU le Code du patrimoine, notamment les articles L621-30 et 31, R621-92 à 95

VU la délibération du conseil communautaire du 26 février 2018 approuvant la création de l'AVAP-SPR de Bergerac,

VU le courrier de l'Architecte des Bâtiments de France du 15 juin 2016 demandant l'Avis de la CAB sur les projets de Périmètres Délimités des Abords (PDA) joint à la délibération,

VU les projets de PDA soumis à l'avis de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

VU les délibérations de chacune des communes concernées,

VU la délibération du conseil communautaire du 26 juin 2019 prescrivant l'élaboration des « PDA » et les soumettant à enquête publique conjointe à l'élaboration du PLUi et à l'abrogation des cartes communales,

VU le dossier soumis à enquête publique du 23 septembre au 25 octobre 2019,

VU les courriers en date du 06 septembre 2019 adressés aux propriétaires ou affectataires domaniales de chaque monument,

VU les contributions du public lors de l'enquête publique,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête signé du 07 décembre 2019,

VU l'avis de l'ABF sur les contributions du public,

VU les délibérations des communes concernées par une modification du projet de « PDA », Creysse et Lamonzie-Montastruc,

VU les nouveaux PDA proposés pour les châteaux de Montastruc à Lamonzie-Montastruc et de Tiregand à Creysse,

VU l'approbation du PLUi-HD de la CAB par délibération du conseil communautaire le 13 janvier 2020

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- adopter la délibération et émettre un avis favorable sur les 19 Périmètres Délimités des Abords protégeant 27 monuments historiques, proposés tels que joints à la délibération

- les transmettre pour création par arrêté au Préfet de Région
- les intégrer aux Servitudes d'Utilité Publique annexées au PLUi par mise à jour du document d'urbanisme

La Communauté d'Agglomération sera chargée :

- d'effectuer les mesures de publicité réglementaire et notamment l'affichage de ladite délibération au siège de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et dans toutes les mairies concernées pendant un mois
- de mettre à disposition du public le dossier d'approbation en version numérique sur son site internet et en version papier au service urbanisme

La présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Bergerac au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération produira ses effets juridiques à compter de sa transmission à la sous-Préfecture de Bergerac et après accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-159 : CREATION D'UN CENTRE EVENEMENTIEL SUR LE SITE DE PICQUECAILLOUX A BERGERAC

Le 12 mars 2018, le contrat « Cœur de Ville » était signé avec un projet d'envergure : la création d'un centre événementiel. Ce projet a été confirmé comme un besoin du territoire en décembre 2018 lors des ateliers pour le contrat de dynamisation et de cohésion du territoire (CDCT) du Grand Bergeracois avec le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine.

Le CDCT a été adopté le 28 juin 2019 en Conseil communautaire par la CAB.

Une étude de faisabilité a été réalisée par le Cabinet Espelia en juillet 2019 qui a permis de préciser son opportunité et sa destination.

Le site de Picquecailloux apparaît particulièrement adapté :

- ✓ Un grand espace - 2 ha - accessible qui offre de multiples possibilités (parking, expo, concert en plein air...), offrant des synergies avec d'autres équipements, avec peu de voisinage et sur le chemin de la Véloroute voie verte;
- ✓ Un espace gratuit et disponible.

Malgré la crise sanitaire, le projet a continué son avancé avec le rendu d'un pré-programme en décembre 2019, ajusté en avril 2020, mené par M.CHERON du cabinet CPAMO.

Il s'agit de créer un lieu, le plus polyvalent possible, d'abord au service et à destination des utilisateurs bergeracois pour accueillir les événements les plus divers. C'est sa 1^{ère} vocation.

- > Salons

- > Foires
- > Assemblées générales
- > Quines
- > Repas
- > Concerts
- > Réunions politiques
- > Conseils communautaires

Aujourd'hui, l'accueil de la plupart des manifestations se fait par la ville de Bergerac dans la salle Anatole France. C'est pourquoi il est proposé de mettre en place une synergie de fonctionnement et il pourra être convenu d'un partage des coûts.

Ce nouvel équipement sera aussi à même d'accueillir des événements locaux, départementaux ou nationaux. Le lien avec l'aéroport de Bergerac sera à structurer pour accueillir également une clientèle internationale. C'est sa seconde vocation.

Il est envisagé de réaliser une « scène tournante » qui permettrait d'accueillir sur le parking de Picquecailloux de grands concerts en plein air sur quelques dates de l'année.

Le département de la Dordogne ne dispose pas aujourd'hui d'équipement de ce type. Il sera donc éligible à l'enveloppe pour les « projets spécifiques d'envergure départementale » puisque c'est évidemment un équipement très structurant.

Ce projet a déjà fait l'attribution par l'Etat d'une 1^{ère} enveloppe au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local de 524.694,75 € le 24 août 2020.

Un 1^{er} plan de financement a été établi :

Institutions	Pourcentage	Montant
Région Nouvelle Aquitaine	25,00%	2 833 125,00 €
Etat	25,00%	2 833 125,00 € (Dont DSIL : 524 694,75 €)
Département de la Dordogne	15,00%	1 699 875,00 €
Ville Bergerac	10,00%	1 133 250,00 €
CAB	25,00%	2 833 125,00 €
Coût HT		11 332 500,00 €

Il conviendra, dans le cadre du plan de relance européen, d'étudier l'éligibilité du projet à ces fonds ou à d'autres lignes budgétaires de l'Union Européenne (fonds structurels et d'investissement européens, ...).

La CAB pour ce faire doit prendre une nouvelle compétence facultative : construction et gestion d'un centre évènementiel : espace polyvalent pouvant accueillir à la fois des rencontres professionnelles, des manifestations associatives, des évènements culturels et contribuant à l'attractivité touristique du territoire.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- confirmer le projet de centre évènementiel inscrit dans le Contrat « Cœur de ville » et le CDCT avec la Région Nouvelle-Aquitaine
- approuver le plan de financement ;
- décider la prise de cette nouvelle compétence et la soumettre à l'approbation des communes ;
- solliciter son inscription comme « projet spécifique d'envergure départementale »

DECISION :

Adopté par 63 voix pour et 9 contre.

2020-160 : AVENANT N°1 A LA CONVENTION DANS LE CADRE DU PLR DU BASSIN D'EMPLOI DE BERGERAC ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

Dans le cadre du Plan Local de Redynamisation du Bassin d'Emploi de Bergerac, en 2016, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a passé une convention avec le Conseil Départemental définissant les modalités techniques et financières pour les travaux de construction du parc aqualudique et les travaux de mise en accessibilité, de sécurité et valeurs touristiques des vestiges du Moulin de Pile.

La convention conclue initialement pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2016 est modifiée en accord avec le Conseil Départemental et est portée à 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2016. Il convient de passer un avenant instaurant cette modification (cf. annexe).

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à autoriser le Président à signer l'avenant entre le Conseil Départemental de la Dordogne et la Communauté d'Agglomération Bergeracoise tel que présenté ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-161 : FUSION DES SYNDICATS MIXTES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE (SMAEP) DORDOGNE POURPRE ET COTEAUX SUD BERGERACOIS

Vu l'article L5212-27 du CGCT modifié par la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 – art. 46,
Considérant l'objectif de rationalisation des structures syndicales,
Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2020, les communautés d'agglomération exercent de manière obligatoire la compétence eau,
Considérant que la fusion des deux syndicats considérés permettrait de réaliser une entité administrative et technique cohérente du fait de la complémentarité de ces structures et de leur territoire.

La Communauté d'Agglomération souhaite, en qualité de membre en représentation-substitution au sein du SMAEP Dordogne Pourpre et du SMAEP Coteaux Sud Bergeracois, initier une procédure de fusion des syndicats mixtes d'adduction d'eau potable afin d'aboutir à la création d'un syndicat supra communautaire avant le 01/01/2021.

Cette fusion permettra :

- le développement des solidarités territoriales et financières visant à garantir une solidarité urbain/rural ;
- la mise en œuvre d'une stratégie de gestion du patrimoine homogène et l'établissement d'un plan pluriannuel d'investissement consolidé ;
- la mise en place d'une politique de gestion durable de l'eau garantissant à l'ensemble des usagers l'accès à une ressource de qualité et pérenne ;
- l'harmonisation du prix de l'eau pour une équité de traitement des usagers ;
- une relation aux délégataires du service public d'eau potable transformée par un travail d'uniformisation des pratiques.

Un travail de collaboration avec les syndicats permettra d'aboutir à l'élaboration des statuts de ce syndicat ainsi qu'à la définition des objectifs communs.

Si la procédure de fusion avec les syndicats concernés semble ne pas pouvoir aboutir avant le 26/10/2020, la CAB se réserve le droit d'établir une délibération de retrait de l'ensemble des syndicats auxquels elle appartient conformément aux dispositions de l'article L5216-7 du CGCT.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont appelés à :

- approuver l'initiative de fusion des SMAEP Dordogne Pourpre et Coteaux Sud Bergeracois dans les conditions énoncées ci-dessus ;
- solliciter monsieur le Préfet de la Dordogne pour qu'il prenne un arrêté délimitant le périmètre de ce syndicat afin que les organes délibérants des membres des 2 syndicats puissent se prononcer.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-162 : VENTE DE TERRAINS SCI FILAM - Z.A.E. LANXADE - COMMUNE DE PRIGONRIEUX

Par délibération du 18 avril 2018, la société LAZINIÈRE, spécialisée dans l'activité de boucherie charcuterie installée également à Gardonne, s'était portée acquéreur, par l'intermédiaire de la SCI FILAM, d'un terrain sur la ZAE de Lanxade à Prignonrieux afin d'y créer un laboratoire de transformation et un second magasin de vente.

Aujourd'hui, la S.C.I. FILAM (ou tout ayant droit qui se substituerait), dans le cadre du développement futur de la société, se porterait acquéreur d'une parcelle supplémentaire cadastrée S° D n° 508p (partie du lot 3 -plan ci-annexé) d'une surface totale de 702 m² environ au prix de 15 € H.T le m², soit pour un montant total de 10 530 € H.T conformément à l'estimation des domaines.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner Maître Serge ALLORY, Notaire à La Force, pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus,
- désigner Maître Serge ALLORY, Notaire à La Force pour rédiger l'acte de vente à intervenir et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-163 : VENTE DE TERRAINS SCI LCJA - Z.A.E. LANXADE - COMMUNE DE PRIGONRIEUX

M. CHATARD responsable de la société STORES DE FRANCE, souhaite développer son activité sur la ZAE de Lanxade à Prignonrieux.

Pour cela, la S.C.I. LCJA (ou tout ayant droit qui se substituerait) souhaite se porter acquéreur d'une parcelle cadastrée S° D n° 508p (lot 7 - plan ci-annexé) d'une surface de 1.668 m² environ au prix de 15 € H.T. le m², soit pour un montant total de 25.020 € H.T conformément à l'estimation des Domaines.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner Maître Serge ALLORY, Notaire à La Force, pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus,
- désigner Maître Serge ALLORY, Notaire à La Force pour rédiger l'acte de vente à intervenir et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-164 : VENTE DE TERRAINS SCI YURIANA - Z.A.E. LES SARDINES - COMMUNE DE BERGERAC

MM. Célien ADEMI et Louis VANDEPITTE souhaitent construire sur la Z.A.E des Sardines un complexe de loisirs avec comme activité centrale, la pratique du billard anglais permettant notamment l'organisation de compétitions européennes.

Pour cela, La SCI YURIANA représentée par MM. Célien ADEMI et Louis VANDEPITTE (ou tout ayant droit qui se substituerait) se porterait acquéreur de la parcelle cadastrée S°BX n°344 (lot n°11 du plan annexé), d'une surface totale de 8.217 m² environ au prix de 20 € H.T. le m², soit pour un montant total de 164.340 € H.T conformément à l'estimation des domaines.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus,
- désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-165 : VENTE DE TERRAINS SCI BISO - Z.A.E LA TOUR OUEST - COMMUNE DE BERGERAC

Par délibération du 27 octobre 2010, la société QOFIPRO, par l'intermédiaire de la SCI BISO, s'était portée acquéreur d'un terrain sur la ZAE de La Tour Ouest à Bergerac afin d'y créer une quincaillerie industrielle destinée aux professionnels.

Aujourd'hui, afin d'agrandir ses locaux et de développer son activité, la S.C.I. BISO (ou tout ayant droit qui se substituerait) souhaite se porter acquéreur d'une parcelle supplémentaire cadastrée S° BC n° 357p (plan ci-annexé) d'une surface d'environ de 6 140 m² (dans l'attente de l'établissement du document d'arpentage). La cession interviendrait au prix de 8 € H.T le m², soit pour un montant total de 49 120 € H.T.

Le service des Domaines a estimé l'ensemble de la parcelle 357 à 12 €HT/m². La partie de la parcelle cédée étant située en deuxième rang et ne disposant pas de façade commerciale, le prix de vente peut être ramené à 8 €HT/m².

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Dans le cadre de ce projet, la société, qui emploie aujourd'hui 18 personnes, a déposé son permis de construire et envisage de créer 4 emplois supplémentaires.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus,
- désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-166 : VENTE DE TERRAINS SCI FRAGOLA - Z.A.E. GALINOUX - COMMUNE DE CREYSSE

La société VERGT EXPRESS TRANSPORTS, entreprise de transport routier de fret de proximité, est installée sur le site de la ZAE Les Galinoux, route de Cablanc, sur la commune de Creysse. Dans le cadre du développement de ses activités, la société qui emploie actuellement 25 personnes, souhaite acheter un terrain jouxtant sa propriété et appartenant à la CAB.

Pour cela, la S.C.I. FRAGOLA (ou tout ayant droit qui se substituerait) se porterait acquéreur d'une parcelle cadastrée S° AV n° 75p (plan ci-annexé) d'une surface de 2 751 m² environ (dans l'attente de l'établissement du document d'arpentage) au prix de 5 € H.T le m², soit pour un montant total de 13 755 € H.T conformément à l'estimation des domaines.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus,
- désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-167 : VENTE DE TERRAINS S.C.I. BASLEA - Z.A.E. GALINOUX- COMMUNE DE CREYSSE

L'entreprise GUY, charpente couverture zinguerie, est installée sur le site de la ZAE Les Galinoux, route de Cablanc, sur la commune de Creysse. Dans le cadre du développement de ses activités, la société qui emploie actuellement 15 personnes, souhaite acheter un terrain jouxtant sa propriété et appartenant à la CAB.

Pour cela, la S.C.I. BASLEA (ou tout ayant droit qui se substituerait) se porterait acquéreur d'une parcelle cadastrée S° AV n° 75p (plan ci-annexé) d'une surface de 3 130 m² environ (dans l'attente de l'établissement du document d'arpentage) au prix de 5 € H.T le m², soit pour un montant total de 15 650 € H.T conformément à l'estimation des domaines.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus,
- désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-168 : AIDE A L'INVESTISSEMENT SAS BREZAC ARTIFICES – COMMUNE DU FLEIX

La SAS BREZAC Artifices est une entreprise spécialisée dans la conception de spectacles pyrotechniques, le négoce de produits professionnels d'artifices et la location/pose de décors de Noël.

Compte-tenu de la situation sanitaire actuelle, la société a besoin d'augmenter sa capacité de stockage afin de sécuriser ses approvisionnements et permettre d'héberger en Dordogne l'ensemble de ses produits importés.

Ainsi, elle a construit un nouveau bâtiment sur le site du Fleix pour un coût total de 120.000 € HT.

La société emploie actuellement 45 ETP.

De par sa compétence exclusive en matière d'aide aux investissements immobiliers, la CAB propose le versement à la société d'une subvention de 24.000 € correspondant au taux maximum d'intervention autorisé de 20 %.

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements immobiliers	120 000 €
Total	120 000 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	24 000 €	120 000 €	20
SAS BREZAC (autofinancement et emprunt bancaire)	96 000 €		
Total	120 000 €		

Cette aide s'inscrit dans l'orientation 3 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à la performance industrielle. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 40453 PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention à la SAS BREZAC de 24 000 € au titre de l'aide aux investissements immobiliers ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-169 : ECHANGE CAB/LA PERIGOURDINE – COMMUNE DE BERGERAC

La CAB et la coopérative agricole La Périgourdine ont convenu de procéder à un échange de propriété.

Cet échange porterait :

- d'une part sur un ensemble immobilier appartenant à la CAB situé sur le site de l'ESCAT, avenue Aristide Briand à Bergerac. L'emprise foncière totale concernée représente une superficie d'environ 33 904 m² dont le bâtiment n°3 d'une surface d'environ 20 000 m² (plan annexé).

La valeur vénale de cet ensemble immobilier a été estimée par le service des Domaines à 983 950 € arrondie à 1 000 000 €.

La Périgourdine récupérerait cet immeuble parfaitement adapté à l'installation de son activité de stockage de produits destinés à l'ensemble de ses magasins.

- d'autre part sur un ensemble immobilier appartenant à la coopérative La Périgourdine situé 36 boulevard Joseph Santraille à proximité de la gare de Bergerac (plan annexé). L'emprise foncière totale représente une superficie de 12 731 m² (parcelle DH 54). Elle comprend un bâtiment principal et un bâtiment à usage de laboratoire représentant une surface développée d'environ 13 400 m².

La valeur vénale de cet ensemble immobilier a été estimée par le service des Domaines à 991 725 € arrondie à 1 000 000 €.

La CAB récupérerait cet immeuble afin de permettre le développement d'un programme immobilier mixte (activités tertiaires, logement, formation, équipement public, commerces...) sur un secteur stratégique situé à proximité immédiate de la gare ferroviaire.

L'échange de propriété correspondant s'effectuerait sans versement de soulte conformément à l'avis des Domaines.

Compte tenu des travaux préalables nécessaires à l'installation de la coopérative à l'ESCAT et de l'important déménagement à réaliser, il a été convenu que la CAB ait une prise de jouissance différée des locaux situés boulevard Santraille allant au 30 juin 2021, le tout sans indemnité.

Il y aura lieu, pour l'immeuble situé à l'ESCAT, de créer toutes servitudes utiles.

L'emprise foncière de l'ESCAT reçue par La Périgourdine sera desservie par une voie publique dont l'entretien restera à la charge de la CAB. La desserte en fluide et les modalités générales de mise à disposition s'effectueront selon les conditions rappelées par le courrier adressé par la CAB à la Périgourdine le 7 avril 2020 figurant en annexe.

La CAB autorise d'ores et déjà La Périgourdine à solliciter les concessionnaires pour la desserte en fluides.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger les actes à intervenir, les frais correspondants étant partagés par moitié entre les deux échangeistes.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- approuver l'échange de propriété entre la coopérative agricole La Périgourdine et la CAB
- autoriser le Président à signer les actes correspondants aux conditions énoncées ci-dessus
- désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger les actes et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DÉCISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-170 : SIGNATURE D'UN AVENANT A LA CONVENTION DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DES CLAUSES D'INSERTION AVEC LE SDE 24

Par convention en date du 17 janvier 2019, le SDE24, la Maison de l'emploi du Grand Périgueux et la Maison de l'Emploi Sud Périgord ont décidé de collaborer pour la mise en œuvre de clauses d'insertion dans le cadre des marchés de travaux d'électrification, d'éclairage public et de réseaux de télécommunication sur le département de la Dordogne.

Par délibération en date du 16 décembre 2019, le conseil communautaire a approuvé la reprise des missions de la maison de l'emploi et notamment du dispositif des clauses sociales d'insertion à compter du 1^{er} janvier 2020.

Il y a donc lieu de modifier la convention conclue avec le SDE pour tenir compte des changements intervenus.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à autoriser le Président à signer un avenant à la convention passée avec le SDE24 afin de tenir compte du transfert à la CAB des missions précédemment exercées par la Maison de l'Emploi Sud Périgord.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-171 : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE LA VILLE DE BERGERAC DANS LE CADRE DU PLIE

Par convention en date du 12 juin 2018, Monsieur Jean-Victor DUBOIS, agent de la Ville de Bergerac, a été mis à disposition de la Maison de l'emploi pour exercer son activité de chargé de relation entreprise dans le cadre du PLIE, à hauteur de 30% de son temps de travail soit 433 heures par an.

Par délibération en date du 16 décembre 2019, le conseil communautaire a approuvé la reprise des missions de la Maison de l'emploi et notamment du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) à compter du 1^{er} janvier 2020.

Il y a donc lieu d'établir une nouvelle convention avec la Ville de Bergerac (cf. annexe) pour tenir compte des changements intervenus.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à autoriser le président à signer une convention de mise à disposition de Monsieur Jean-Victor DUBOIS dans le cadre de ses missions pour le PLIE.

DECISION :

Adopté par 72 voix pour.

2020-172-1 : SYNDICAT MIXTE AIR DORDOGNE – COMMISSION DE DEVELOPPEMENT – DESIGNATION DES MEMBRES

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Comité Syndical du SMAD a souhaité créer une commission de développement.

Son objectif serait de travailler en collaboration avec :

- . les services du nouveau délégataire EGC Aéro,
- . le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne,
- . tout autre partenaire public ou privé intéressé par ces missions.

Il s'agirait notamment de travailler à la mise en œuvre d'actions ayant pour objectifs :

- . le développement commercial de l'aéroport,
- . la valorisation et le développement de la plateforme,

- . la mise en place de nouveaux partenariats (public-privé),
- . la diversification de ses activités.

Pour cela, il s'agira de nommer deux représentants par collectivité territoriale :

- . un des membres élus au SMAD,
- . un élu ayant une fonction économique au sein de ladite collectivité.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à désigner deux représentants au sein de la Commission de développement du Syndicat Mixte Air Dordogne.

Candidatures proposées :

Fabien RUET - titulaire
 Pascal PREVOT – titulaire
 Cyril GOUBIE – suppléant

DECISION :

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L2121-21 du CGCT, Messieurs Fabien RUET et Pascal PREVOT sont élus titulaires et Cyril GOUBIE suppléant au sein de la commission de développement du Syndicat Mixte Air Dordogne.

2020-173 : BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N°3

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget principal :

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
011	60612	Energie - Electricité	10 000.00 €	
011	60622	Carburants	15 000.00 €	
011	6064	Fournitures administratives	1 000.00 €	
011	6068	Autres matières et fournitures	10 000.00 €	
011	611	Contrats de prestations de service	80 000.00 €	
011	615221	Bâtiments publics	10 000.00 €	
011	61551	Matériel roulant	15 000.00 €	
011	6156	Maintenance	-1 200.00 €	
011	6228	Divers	-16 410.00 €	
011	6247	Transports collectifs	426 000.00 €	
011	6261	Frais d'affranchissement	2 000.00 €	
022	022	Dépenses imprévues fonctionnement	-194 088.00 €	
65	651	Redevances pour concessions, licences, brevets	1 200.00 €	
65	65548	Autres contributions	4 500.00 €	
67	6714	Bourses et prix	-4 090.00 €	
67	678	Autres charges exceptionnelles	23 500.00 €	
70	7067	Redevances et droits services périscolaires		58 000.00 €
74	7418	Autres participations		28 412.00 €
74	7472	Participations – Région		286 000.00 €
74	74748	Participations – Autres communes		10 000.00 €

77	775	Produits des cessions d'immobilisations		-1 000.00 €
77	7788	Produits exceptionnels divers		1 000.00 €
Opérations d'ordre				
TOTAL Fonctionnement			382 412.00 €	382 412.00 €

INVESTISSEMENT				
Opérations réelles				
20	204133	Projets d'infrastructure d'intérêt national	-111 800.00 €	
21	2152	Installations de voirie	11 208.00 €	
23	2315	Installations, matériel et outillage technique	100 592.00 €	
TOTAL Investissement			0.00 €	0.00 €
TOTAL			382 412.00 €	382 412.00 €

En recettes de fonctionnement, ces écritures budgétaires ont pour objet d'intégrer les écritures liées à l'exercice de la compétence en direct « Transport scolaire » à compter du 1^{er} septembre.

En dépenses de fonctionnement, les crédits ouverts au chapitre 011 concernent essentiellement la réaffectation de crédits utilisés pour l'achat de masques dans le cadre de la crise sanitaire. Le compte 611 concerne la réactualisation tarifaire du marché de collecte des déchets ménagers. 426 000 € sont ouverts afin de financer les lignes de ramassage pour le transport scolaire. L'équilibre de la section de fonctionnement est atteint par une diminution des crédits pour les dépenses imprévues en fonctionnement de 194 088 €.

En section d'investissement, 111 800 € sont prévus pour des travaux supplémentaires sur la voirie communautaire, financés par une diminution des crédits ouverts au chapitre 204 pour la participation au fonds de soutien économique initié par le Département.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n° 3 concernant le budget principal telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-174 : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT – D.S.P » – DECISION MODIFICATIVE N° 3

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Assainissement – D.S.P. » :

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
	FONCTIONNEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
	<i>Opérations d'ordre</i>			
	TOTAL Fonctionnement		0.00 €	0.00 €
	INVESTISSEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
001	001	Solde exécution section d'investissement	-646 959.70 €	
10	1068	Autres réserves		-39 999.00 €
21	2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5 000.00 €	
23	2315	Installations, matériel et outillage technique	601 960.70 €	
	<i>Opérations d'ordre</i>			
041	2315	Installations, matériel et outillage technique		116 000.00 €
041	2762	Créances sur transfert droits à déduction TVA	116 000.00 €	
	TOTAL Investissement		76 001.00 €	76 001.00 €
	TOTAL		76 001.00 €	76 001.00 €

Ces écritures ont pour objet de corriger les écritures de reprise des résultats à la suite de l'adoption des procès-verbaux de transfert et d'intégrer les écritures liées à la récupération de la T.V.A. L'équilibre de la section d'investissement est atteint en augmentant les crédits pour les travaux de 601 960.70 €.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°3 concernant le budget annexe « Assainissement – D.S.P. » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-175 : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT – REGIE – T.V.A. » – DECISION MODIFICATIVE N°3

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Assainissement – Régie – T.V.A. » :

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
	FONCTIONNEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
	<i>Opérations d'ordre</i>			
	TOTAL Fonctionnement		0.00 €	0.00 €
	INVESTISSEMENT			
	<i>Opérations réelles</i>			
21	2111	Terrains nus	3 500.00 €	
23	2315	Installations, matériel et outillage technique	-3 500.00 €	

Opérations d'ordre			
TOTAL Investissement		0.00 €	0.00 €
TOTAL		0.00 €	0.00 €

Ces écritures ont pour objet de transférer des crédits afin d'acquérir trois terrains pour l'installation de postes de relevage sur la commune de Saint-Pierre-d'Eyraud.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n° 3 concernant le budget annexe « Assainissement – Régie – T.V.A. » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-176 : REFACTURATIONS INTERVENANT DANS LE CADRE DES COMPETENCES TRANSFEREES – MONTANTS 2019

A la suite des transferts de compétence intervenus au cours de l'année 2013, le conseil communautaire a approuvé par délibération n° 2013 - 203 en date du 26 novembre 2013, le montant des attributions de compensation telles qu'elles étaient proposées par le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

De la même façon, lors de la fusion avec la Communauté de Communes des Coteaux de Sigoulès, le conseil communautaire par délibération n° 2017 – 228 en date du 18 décembre 2018 s'est prononcé, à partir du travail mené par la C.L.E.C.T., sur le montant des attributions de compensations des 11 communes intégrant le périmètre de la C.A.B.

Dans ce cadre, et compte tenu des modalités de fonctionnement propre à chaque commune qui se trouvent être à cheval sur plusieurs compétences, il s'est avéré nécessaire de maintenir un certain nombre d'opérations donnant lieu à des refacturations entre les communes et la communauté d'agglomération.

Plusieurs types de situations peuvent induire la nécessité d'opérer, en parallèle des attributions de compensation, ce genre de refacturations de charges :

- mises à disposition de locaux,
- partage de frais (cas des équipements à affectations multiples),
- mises à disposition de personnels.

Ainsi pour les communes de :

- Bergerac :

Les opérations croisées indiquées dans le rapport de la C.L.E.C.T. de 2013, s'élèvent pour 2019 à **356 448.00 €** à facturer par la Ville à l'agglomération et à **72 663.00 €** de la C.A.B. sur la Ville.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 2005, la Communauté de Communes de Bergerac Pourpre avait pris la compétence « collecte des déchets ménagers », avec un transfert effectif depuis le 1^{er} juillet 2007 du service de collecte des déchets ménagers de la Ville de Bergerac. Sur la base d'une convention passée avec la Ville de Bergerac, la Communauté de Communes

remboursait à la Ville, le coût d'un certain nombre de prestations (location du centre technique municipal, achat des carburants, prestations de l'atelier mécanique, ...).
Le coût réel constaté en fin d'année est de **14 934.00 €** pour l'exercice 2019.

De plus, dans le cadre du transfert de la compétence « Petite Enfance », un certain nombre de missions toujours effectuées par les services de la Ville de Bergerac (transports urbains, éducateurs sportifs, accès à la piscine municipale, ...) avaient été actés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées. Le décompte de ces interventions au titre de 2018, représente un coût de **6 312.00 €** à régler à la Ville de Bergerac.

Enfin, dans le cadre de l'utilisation de l'immeuble accueillant la crèche Bellegarde et la médiathèque, la C.A.B. doit rembourser à la Ville de Bergerac, les charges de copropriété, ainsi que la partie du nettoyage des parties communes lui revenant, soit. **3 432.00 €** en 2019. De même, les charges d'exploitation et de maintenance de l'ascenseur du site s'élèvent pour la C.A.B. à **1 181.00 €**.

Concernant l'intervention de la géomaticienne de la Ville de Bergerac, qui travaille à temps partagé pour le compte de la C.A.B. sur le système d'information géographique (S.I.G.), la Ville facture **17 800 €** à la C.A.B.

En 2019, la Ville de Bergerac a également réalisé des prestations d'entretien de la Vélo Route Voie Verte valorisées à hauteur de **5 279.00 €**.

Par délibération n°2020-032 en date du 17 février 2020, la C.A.B. avait conventionné avec la Ville de Bergerac sur la réalisation de divers travaux au Centre Technique Municipal de la Ville qui accueille des services communautaires. Les travaux concernant le renouvellement des pompes à essence étant achevés, il convient de rembourser la Ville de Bergerac à hauteur de **11 497.00 €** (59.33% du montant H.T. des travaux). S'agissant de travaux d'investissement, le règlement sera fait sur le compte 2158.

- Cours de Pile :

Un montant de **1 386.00 €** est à rembourser à la commune pour l'entretien de la bibliothèque.

- Ginestet :

Compétence Bibliothèque : **2 928.00 €** (fluides, interventions techniques, entretien des locaux) à rembourser à la commune.

- La Force :

Compétence Petite Enfance : bâtiment de la micro-crèche (fluides, maintenance, ...) : **1 815.92 €**

Compétence Accueil de Loisirs Sans Hébergement : bâtiment du centre de loisirs, de la maison des jeunes et de la bibliothèque (mise à disposition de personnel, maintenance, ...) : **34 746.00 €**

Un montant de **5 203.35 €** est également à rembourser à la commune au titre des fluides pour 2019 et dans le même temps **7 411.00 €** à facturer par l'agglomération pour le partage des frais liés au bâti.

- Lamonzie Saint Martin :

Compétence Bibliothèque : **8 138.00 €** (fluides, interventions techniques, entretien des locaux) à rembourser à la commune.

- Mouleydier :

La C.A.B. doit rembourser à la commune 1 350.00 € pour les fluides et l'entretien des locaux.

- Prigonrieux :

Compétence Accueil de Loisirs Sans Hébergement et micro-crèche : utilisation des locaux du centre de loisirs et du groupe scolaire (fluides, maintenance, ...), préparation et service des repas.

Soit un montant de **61 593.00 € pour l'exercice 2019 à rembourser à la commune**, et dans le même temps **20 088.60 € à facturer** au titre des mises à dispositions de personnel pour le temps périscolaire.

- Saint-Germain-et-Mons :

La C.A.B. doit rembourser à la commune **2 670.00 €** pour les fluides et l'entretien des locaux de la bibliothèque.

- Saint Laurent des Vignes :

Soit un montant de **6 126.00 € à facturer** au titre des mises à dispositions de personnel et **623.00 € à rembourser** à la commune pour les fluides.

- Saint Sauveur de Bergerac :

Compétence Accueil de Loisirs Sans Hébergement : utilisation des locaux du centre de loisirs et du groupe scolaire (fluides, maintenance, ...), préparation et service des repas.

Soit un montant de **12 278.96 € à rembourser** à la commune au titre de 2019.

- Sigoulès-et-Flaugeac :

Compétence Petite Enfance : interventions techniques pour **786.88 €**.

Compétence A.L.S.H. : **43 104.67 €** à régler à la commune répartis entre les mises à disposition de personnel (**17 487.83 €**), les fournitures de produits d'entretien (**870.97 €**), des interventions techniques pour **1 413.43 €**, et **23 332.44 €** pour les repas.

Compétence Bibliothèque : **5 743.48 €** (fluides, interventions techniques, entretien des locaux).

Soit un montant de **49 635.03 € à rembourser** à la commune.

Un montant de **3 287.26 €** est à facturer par la C.A.B. au titre de la mises à dispositions du bâtiment pour le temps périscolaire (fluides, maintenance, ...) et **8 145.27 €** pour le personnel : soit **11 432.53 €** au total.

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des mouvements entre les collectivités concernées.

	Montant à facturer par les cnes (CLECT)	Montant à facturer par la CAB (CLECT)	Montant à facturer par les cnes (Hors CLECT)	Montant à facturer par la CAB (Hors CLECT)
BERGERAC	356 448.00 €	72 663.00 €	60 435.00 €	
COURS DE PILE	1 386.00 €			
GINESTET	2 928.00 €			
LA FORCE	36 561.92 €	7 411.00 €	5 205.35 €	

LAMONZIE ST MARTIN	8 138.00 €			
MOULEYDIER	1 350.00 €			
PRIGONRIEUX	61 593.00 €	20 088.60 €		
ST GERMAIN ET MONS	2 670.00 €			
ST LAURENT DES VIGNES	623.00 €	6 126.00 €		
ST SAUVEUR DE BGC			12 278.96 €	
SIGOULES ET FLAUGEAC	26 302.59 €	3 287.26 €	23 332.44 €	8 145.27 €
TOTAL	498 000.51 €	109 575.86 €	101 251.75 €	8 145.27 €

PROPOSITION :

Il est donc proposé aux membres du conseil communautaire :

- de retenir les montants présentés ci-dessus, et récapitulés en annexe au titre des opérations croisées pour l'exercice budgétaire 2018.
- d'autoriser M. le Président à émettre les mandats et titres correspondants.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-177 : ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS – ENVELOPPE EXCEPTIONNELLE « PLAN DE RELANCE » 2020

Afin de soutenir l'activité économique sur le territoire communautaire à la suite de la crise sanitaire, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a souhaité mettre en place un ensemble de mesure au sein d'un plan de relance « local ».

Ces dispositifs, dont le coût avoisine les 1 100 000 € pour la collectivité, intégraient également la création d'un fonds de concours de 500 000 € réparti entre les communes afin de les aider à réaliser divers projets d'investissement ayant vocation à être confiés aux entreprises du territoire.

Par délibération n° 2020-142 en date du 21 septembre dernier, le conseil communautaire s'est prononcé sur les premières attributions de ces fonds compte tenu des avancées de certains projets plus rapides que d'autres.

D'autres opérations ont été proposées depuis, par certaines communes :

- BOSSET : Réfection de la toiture de l'école (10 040 € H.T.) => attribution de 5 020 €.
- COLOMBIER : Aménagement de la Mairie (76 558 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- COURS-DE-PILE : Parking pour le cimetière + plateforme enrobés (31 066 € H.T.) => attribution de 13 157 €.

- CREYSSE : Rénovation d'une classe et travaux pour des économies d'énergie (28 916 € H.T.) => attribution de 10 339 € compte tenu de la DETR attendue.
- CUNEGES : Rénovation de bâtiments communaux et travaux de voirie (33 885 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- GARDONNE : Divers travaux sur des bâtiments municipaux (50 000 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- LAMONZIE MONTASTRUC : Rénovation d'un logement communal et acquisition de matériel technique (32 654 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- LAMONZIE-SAINT-MARTIN : Aménagement de la Maison des Associations (35 979 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- LEMBRAS : Réhabilitation du centre de loisirs (77 505 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- POMPORT : Revêtement voirie communal (30 657 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- PRIGONRIEUX : Aménagement du cimetière de Blanzac (30 000 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- QUEYSSAC : Rénovation de bâtiments communaux (28 381.80 €) => attribution de 13 157 €.
- RAZAC-DE-SAUSSIGNAC : Rénovation de la maison de l'école (35 766.50 €) => attribution de 13 157 €.
- SAINT-GERMAIN-ET-MONS : Extension du cimetière (40 924 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- SAINT-LAURENT-DES-VIGNES : Création d'un préau au restaurant scolaire (30 220 € H.T.) => attribution de 7 321 €, compte tenu de la DETR attendue.
- SIGOULES-ET-FLAUGEAC : Rénovation toitures des tribunes du stade et réhabilitation d'un atelier (29 772 € H.T.) => attribution de 13 157 €.

Afin de permettre aux communes concernées d'engager les opérations envisagées et de solliciter les subventions correspondantes, il est donc proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur ces dossiers pour l'exercice budgétaire 2020.

PROPOSITION :

Au regard de ces éléments, Monsieur le Président propose à l'assemblée :

- d'attribuer les fonds de concours 2020 au titre de l'enveloppe dédiée au plan de relance

et d'inscrire les crédits correspondants au budget principal 2020 pour les montants listés ci-dessus ;

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-178 : ENTREPRISE « SKINLYS » (SOLLICE BIOTECH) – ANNULATION DE LOYERS

Devant l'activité de la société Skinlys (Sollice Biotech), les services de la Communauté d'Agglomération avaient été sollicités afin de rechercher des solutions pour permettre le stockage de produits finis.

Ainsi, un bail dérogatoire a été conclu avec l'entreprise Skinlys afin de lui permettre de stocker des packs et différents contenants pour produits cosmétiques sur le site de l'ESCAT à Bergerac.

Le bail prévoit un loyer mensuel de 2 500 € H.T. pour la mise à disposition d'un bâtiment de 5 000 m² environ à compter du 1^{er} juillet 2020, et jusqu'au 30 juin 2023.

Toutefois, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 juillet, un incendie s'est déclaré vers 3h dans l'usine Sollice Biotech, située route du Guel à Prignonrieux. Malgré l'intervention des pompiers, l'entreprise, fabricant de cosmétiques et de gel hydroalcoolique, a été totalement détruite par les flammes.

Si un accompagnement à la recherche de solutions pour permettre le redémarrage de l'activité dans les meilleures conditions est actuellement en cours par la C.A.B. et d'autres partenaires, compte tenu de la situation de l'entreprise Skinlys, il est proposé d'étendre exceptionnellement la mesure de gratuité des loyers « économiques » pour 3 mois pour faire face à la crise sanitaire (délibération n°2020-107), à cette entreprise et d'annuler les loyers dus au titre des mois de juillet, août et septembre.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à autoriser la Communauté d'Agglomération Bergeracoise à annuler les loyers dus par la société Skinlys (Sollice Biotech) pour la période de juillet à septembre 2020.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-179 : DROIT A LA FORMATION DES ELUS

L'article L.2123-12 du C.G.C.T. dispose que « les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ».

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil communautaire délibère sur l'exercice du droit à formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre. Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la

commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Le montant prévisionnel des dépenses de formation est compris entre 2 % et 20 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la communauté d'agglomération.

Le droit à la formation des élus s'élève à 18 jours par élu pour toute la durée de leur mandat.

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la communauté d'agglomération, à condition que l'organisme dispensateur de la formation soit agréé par le ministère de l'Intérieur (agrément dispensé après avis du Conseil national de la Formation des Elus locaux).

Les frais de formation comprennent :

- les frais de déplacement avec, outre les frais de transport, les frais de séjour (c'est-à-dire les frais d'hébergement et de restauration) ;
- les frais d'enseignement ;
- la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l'élu et plafonnée à l'équivalent de 18 jours par élu et pour la durée du mandat. Elle est de même nature que l'indemnité de fonction et est donc soumise à C.S.G. et à C.R.D.S.

Les dépenses liées aux frais de déplacement, d'hébergement et de séjour pourront être acquittées directement par la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, ou remboursées « au réel » aux élus sur présentation des justificatifs correspondants. Ces dispositions s'appliquent aussi bien pour la formation que pour les missions effectuées dans le cadre d'un mandat spécial.

Les thèmes privilégiés de formation seront :

- les fondamentaux de l'action publique locale ;
- les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions.

Il est proposé qu'une enveloppe budgétaire d'un montant égal à 14 000 € soit consacrée chaque année à la formation des élus.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- approuver les thèmes privilégiés de formation et l'enveloppe budgétaire annuelle consacrée à la formation des élus ;
- inscrire au budget les crédits correspondants.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-180 : DESIGNATION DE REPRESENTANTS DANS DES ORGANISMES – SMACL

La Communauté d'Agglomération est assurée pour le dommage aux biens, la flotte automobile, la protection juridique et la responsabilité Civile auprès de la SMACL (Société Mutuelle d'Assurance des Collectivités Locales) qui fonctionne selon le modèle mutualiste.

Depuis 2014, la Communauté d'Agglomération est mandataire de la SMACL. Les mandataires sont élus par les sociétaires (les assurés) au scrutin de liste par section de vote régionale selon le principe mutualiste « un sociétaire, une voix » dans chacun des 3 collèges.

- personnes morales de droit public : 50 % des sièges
- personnes morales de droit privé : 25 % des sièges
- personnes physiques : 25 % des sièges

Les mandataires mutualistes élus composent l'assemblée générale délibérante de SMACL assurances et détiennent un droit de vote.

Ils élisent les membres du Conseil d'Administration. Ils témoignent de l'évolution des attentes et des besoins de protection des sociétaires.

Ils se prononcent sur les comptes annuels, les orientations stratégiques et la gestion de la société lors de l'assemblée générale.

Suite aux élections municipales, la communauté d'agglomération doit désigner son représentant au comité des mandataires.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à approuver que François DUHANT, Directeur Général Adjoint, continue à représenter la communauté d'Agglomération Bergeracoise au comité des mandataires de la SMACL.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-181 : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil communautaire doit adopter un règlement dans les 6 mois suivant son installation.

Il est donc proposé un règlement fixant les règles de fonctionnement :

- du Conseil Communautaire
- du Bureau Communautaire
- du Conseil d'orientation
- des commissions de travail
- de la conférence des Maires
- de la commission locale d'évaluation des charges transférées.

Les principales modifications portent sur :

- l'article 2 : transmission des convocations par voie dématérialisée ou, à la demande des conseillers communautaires par écrit.
- l'article 25 : création d'un conseil d'orientation
- l'article 36 : modulation du montant des indemnités de fonction

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à adopter ce nouveau règlement intérieur.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-182 : COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES

Par délibération n° 2020-147 du 21 septembre 2020, le Conseil Communautaire a approuvé la création des 14 commissions communautaires suivantes :

Finances

Ressources Humaines

Economie / Emploi / Commerce

Santé

Travaux

Culture et communication

Tourisme

Urbanisme

Mobilité

Politique de la ville / Habitat / Ruralité

Enfance / Jeunesse / Sport

Environnement / Transition énergétique / Numérique

Eau et Assainissement / Gemapi

Déchets

L'article L2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que la composition des commissions doit permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'Assemblée communautaire.

Ces commissions sont composées de conseillers communautaires ou municipaux qui se sont portés volontaires à la suite d'un appel à candidatures.

Elles sont de droit présidées par le Président.

Il est proposé que les Vice-présidents et les délégués du Bureau soient membres des commissions relevant de leurs délégations.

Ces désignations sont soumises au vote lors de ce conseil communautaire.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la composition des 14 commissions communautaires.

DECISION :

Le Conseil Communautaire décide à l'unanimité de voter à main levée.

Adopté par 71 voix pour.

2020-183 : CREATION D'UNE SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE GESTION DU QUAI CYRANO

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise a réalisé les travaux d'aménagement du Quai Cyrano au sein d'un bâtiment existant dans le cadre d'un bail emphytéotique d'une durée de vingt-cinq ans conclu avec le propriétaire : l'IVBD (Interprofession des Vins de Bergerac et Duras).

Le bâtiment accueille les locaux de l'IVBD et de l'OT (Office de Tourisme) avec pour objectif fort de mutualiser les moyens humains des deux structures.

L'activité du Quai Cyrano comporte à la fois des activités de service public et des activités commerciales :

- ✓ L'accueil, l'information touristique et œnotouristique,
- ✓ La promotion du territoire et de ses produits,
 - Vente de vin,
 - Vente accessoires boutique,
 - Vente de produits du terroir,
 - Vente de prestations touristiques / billetterie,
 - Débit de boisson et de produits du terroir à consommer sur place.
- ✓ L'animation d'espaces culturels.

Cette activité sera complétée en 2022 par l'ouverture d'un espace scénographique consacré à Cyrano de Bergerac.

Afin de pouvoir débiter l'activité dès le mois de juillet 2019, une association Quai Cyrano a été créée entre l'IVBD et l'OT mais la CAB ne peut en faire partie pour des raisons juridiques.

Il a donc été décidé de créer une société d'économie mixte locale (SEML) qui permet d'associer tous les partenaires du Quai Cyrano dans une gestion répondant aux obligations juridiques.

Un projet de statuts élaboré par tous les partenaires de ce projet est joint en annexe.

Le capital social est fixé à la somme de deux-cent-quarante mille euros, soit cent-quarante-quatre mille euros pour les acteurs publics et quatre-vingt-seize mille euros pour les actionnaires de droit privé.

- La Communauté d'Agglomération Bergeracoise : cent mille euros,
- Le Département de la Dordogne : onze mille euros,
- La Communauté de Communes Bastides Dordogne Périgord : onze mille euros,
- La Communauté de Communes Portes Sud Périgord : onze mille euros,
- La communauté de Communes Montaigne, Montravel et Gurson : onze mille euros,
- L'Interprofession des Vins de Bergerac et Duras : quatre-vingt-cinq mille euros,
- L'Association Tourisme : onze mille euros,

Le conseil d'administration sera composé de seize membres, soit dix pour le secteur public et six pour le secteur privé. La présidence sera assurée alternativement tous les trois ans par un représentant du secteur privé et du secteur public.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- approuver le projet de statuts de la SEM Quai Cyrano ;
- décider que la participation de la CAB au capital social soit fixée à 100 000 € ;

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à désigner un représentant à l'assemblée générale et six représentants au Conseil d'administration.

Il est fait appel à candidature.

Le Conseil Communautaire décide à l'unanimité de voter à main levée.

Candidatures proposées :

Un représentant assemblée générale : Frédéric DELMARES

Six représentants Conseil d'administration : Frédéric DELMARES
Roland FRAY
Jean-Jacques CHAPELLET
Laurence ROUAN
Pascal PREVOT
Daniel RABAT

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-184 : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU FONDS DEPARTEMENTAL INITIATIVE PERIGORD RETRAIT DE LA DELIBERATION

Par délibération n°2020-053 du 8 juin 2020, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a décidé d'allouer une subvention calculée sur la base de 2 € par habitant à l'association Initiative Périgord en vue d'alimenter le fonds départemental au profit des TPE et des chefs d'entreprise en situation de fragilité sociale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid 19 et d'approuver la convention conclue entre le Conseil départemental, les EPCI, les chambres consulaires et l'association Initiative Périgord.

Monsieur le Préfet de la Dordogne a fait savoir à la CAB que cette délibération et cette convention étaient entachées d'illégalité car la loi a donné la compétence en matière de développement économique à la région et non au département.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à retirer la délibération n°2020-053 du 8 juin 2020 et la convention conclue suite à cette délibération.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-185 : GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA REALISATION D'UN INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES DANS LE CADRE DE L'ELABORATION ET DE LA REVISION DES DOCUMENTS D'URBANISME

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise (CAB) et la Communauté de communes Bastides Dordogne Périgord (CCBDP) ont chacune des besoins similaires pour la réalisation d'un inventaire des zones humides.

Il est apparu plus rationnel de se regrouper pour réaliser cette étude et obtenir ainsi des tarifs plus compétitifs.

La mutualisation de leurs besoins dans le cadre des procédures d'achats et de passation des marchés publics vise à réaliser des économies.

La convention constitutive de groupement de commandes prévoit que la CAB soit le coordonnateur, qu'une commission ad hoc présidée par le coordonnateur attribue le marché et que les frais de mise en œuvre du groupement soient supportés par chacun des membres à part égale.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- approuver la création d'un groupement de commandes, pour la réalisation d'un inventaire des zones humides dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme ;
- autoriser le président à signer la convention constitutive de ce groupement de commandes.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-186 : SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC L'ETAT PORTANT SUR L'AIDE AU FONCTIONNEMENT DE L'AIRE D'ACCUEIL « LES GILETS » A BERGERAC

L'Etat attribue aux collectivités gestionnaires d'aires d'accueil des gens du voyage une aide au fonctionnement. Le versement de ces aides est conditionné à la signature d'une convention (document joint en annexe).

Cette aide de l'Etat est de 3 662,99 € par mois. Cela représente pour la Communauté d'Agglomération Bergeracoise 43 955,85 € par an. Ce montant se décompose en deux parties : une aide de 24 408,00 € représentant un montant annuel de la part fixe et une 2^{ème} aide de 19 547,85 € représentant un montant annuel provisionnel initial de la part variable.

Pour bénéficier de cette aide, la CAB doit fournir chaque année un bilan intermédiaire du montant des aides versées, des droits d'usages recouverts et des dépenses de fonctionnement.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à adopter la convention et à autoriser le Président à signer ladite convention.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-187 : INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR LES ZONES URBAINES DE BERGERAC

L'objet de la présente délibération est d'instituer « un droit de préemption renforcé » sur la ville de Bergerac

EXPOSE des MOTIFS

Par délibération du 13 janvier 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a instauré un droit de préemption urbain simple sur les zones U et AU sur les 38 communes de la CAB.

L'article L211-4 du Code de l'urbanisme précise que le droit de préemption simple n'est pas applicable :

- A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués par un seul local (à usage d'habitation, à usage professionnel et d'habitation), soit par un tel local et ses locaux annexes, soit par un ou plusieurs locaux annexes d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété. Cette copropriété doit être issue d'un partage total ou partiel d'une société d'attribution ou, en l'absence d'un tel partage, son règlement de copropriété doit avoir été publié au service de publicité foncière depuis au moins 10 ans, afin d'échapper au droit de préemption
- Aux actions ou parts de société coopératives de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte
- A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de 4 ans à compter de son achèvement

Aujourd'hui, le droit de préemption simple n'est plus suffisant pour poursuivre en vertu des dispositions du code de l'urbanisme les actions ou opérations d'aménagement dans la ville de Bergerac, n'est pas suffisant non plus pour préempter les lots de copropriété et les immeubles construits depuis moins de 4 ans, ainsi que pour intervenir sur les cessions de parts ou d'actions de société.

L'instauration d'un droit de préemption urbain renforcé sur la ville de Bergerac s'avère nécessaire et permettrait donc la constitution de réserves foncières pour :

Mettre en œuvre la stratégie « action cœur de ville » sur les thématiques suivantes dans un but de redynamisation de la ville de Bergerac :

- **HABITAT** : La mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat en compatibilité avec le SCOT, en conformité avec le PLUI HD : favoriser la lutte contre l'insalubrité pour résorber les logements vacants (12% sur la ville de Bergerac), pouvoir réaliser les opérations du centre-ville (opérations de résorption d'habitat insalubre), pouvoir

répondre aux taux de 25% à atteindre pour les logements sociaux en partenariat avec les bailleurs sociaux, notamment, la SEM URBALYS, titulaire d'une convention d'Utilité Sociale (CUS) du 30 juin 2011 renouvelée, mettre en œuvre la convention d'action foncière signée le 9 janvier 2018 entre la CAB-ville de Bergerac- établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine pour le portage de foncier, participer à la rénovation d'un parc de logements privé dégradé....

- **AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS** : pouvoir intervenir pour faciliter et favoriser la réalisation d'équipements et d'aménagements collectifs publics et d'intérêt général (création hôtel entreprises, espace co-working, aménagement de bâtiments pour maintien d'un service santé, création de centres de formation professionnelle, ...).
- **RESTRUCTURATION URBAINE** : (rénovation d'ilots, de quartiers ...) dans un souci d'apporter des nouveaux habitants sur des quartiers plus attractifs plus agréables à vivre.
- **STRATEGIE COMMERCIALE** : participer à L'organisation, au maintien ou l'extension des activités économiques dans leur diversité et notamment en centre-ville si l'intérêt se présente de préempter les murs des commerces constituant les lots de copropriétés pouvant échapper au droit de préemption simple, reconquête des bâtiments en friche sur des endroits stratégiques, des commerces vacants (16%), participer au rééquilibrage des commerces de centre-ville et périphérie...générateur d'emplois.
- **TOURISME ET LOISIRS** : Favoriser le développement de la culture, des loisirs et du tourisme (médiathèque, centre évènementiel, équipements touristique et sportifs...).
- **PRESERVATION PATRIMOINE ET ESPACE VERT** : La sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine et des espaces naturels.

En agissant directement sur le cadre de vie des habitants de Bergerac, la CAB disposera d'un pouvoir d'intervention direct sur l'offre de logements, de commerces, d'équipements publics sur les zones urbanisées, et notamment en centre- ville, dans le quartier de la gare en mutation....

Ce droit de préemption urbain (DPU) renforcé permettra de revitaliser le centre-ville de Bergerac et de le rendre plus attractif,

Le périmètre de ce DPU renforcé applicable sur le territoire de Bergerac serait celui du périmètre du DPU urbain simple à savoir les zones U et AU du PLUi approuvé le 13 janvier 2020.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-25 15,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 211-1, L 211-4, L214-1, R211-2 et R211-3

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 février 2019 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération

Bergeracoise du 13 janvier 2020 approuvant le PLUi-HD,
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise du 13 janvier 2020 instituant un droit de préemption simple sur les zones U et AU des 38 communes du territoire de la CAB,
Vu l'exposé des motifs susvisé.

CONSIDERANT la volonté de la CAB de renforcer ses moyens d'intervention fonciers et immobiliers par la mise en place d'un droit de préemption urbain « renforcé » permettant notamment la préemption des logements et/ou des locaux commerciaux compris dans des copropriétés de plus de 10 ans et dans les immeubles de moins de 4 ans, aux fins de pouvoir agir pour la mise en œuvre de sa stratégie « action cœur de ville » ,

CONSIDERANT que l'instauration du droit de préemption renforcé tel que défini à l'article L 211-4 du code de l'urbanisme permettra à la commune et à la CAB de mener à bien un projet urbain, une politique de l'habitat , économique, touristique dans l'intérêt général de la population,

CONSIDERANT que ce droit de préemption urbain renforcé s'appliquera sur les secteurs du territoire de la commune de Bergerac inscrits en zone urbaine (zones U) ou d'urbanisation futures (zones AU) délimitées par le plan local d'urbanisme intercommunal

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- décider d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la commune de Bergerac sur l'ensemble des zones urbaines aux aliénations définies et prévues à l'article L211-4 du Code de l'urbanisme sur l'ensemble des zones (U) tous indices confondus, ou d'urbanisation futures (AU) délimitées par le plan local d'urbanisme intercommunal et conformément au plan annexé à la présente délibération ;
- déléguer au Président de la CAB le droit d'exercer au nom de la communauté d'agglomération le droit de préemption renforcé défini par le code de l'urbanisme, que la communauté en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ce droit renforcé à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions des articles L211-2 et L 213-3 du Code de l'urbanisme.

La Communauté d'Agglomération sera chargée :

- d'effectuer les mesures de publicité réglementaire et notamment l'affichage de ladite délibération au siège de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et dans la commune de Bergerac pendant un mois ;
- d'assurer mention de cet affichage en caractère apparent dans deux journaux diffusés dans le département ;
- de transmettre la délibération :
 - A Monsieur le Préfet de la Dordogne
 - A Monsieur le Directeur départemental des finances publiques
 - Au conseil supérieur du notariat
 - A la chambre interdépartementale des notaires
 - Au barreau du tribunal de grande instance de Bergerac
 - Au greffe du même tribunal

Un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable au siège de la communauté d'agglomération aux jours et heures habituels d'ouverture.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-188 : APPROBATION DES CONVENTIONS PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS POUR LES ASSOCIATIONS OVERLOOK ET MELKIOR THEATRE

Dans le cadre de sa politique de soutien aux associations culturelles bergeracoises, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise souhaite s'engager aux côtés de l'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Dordogne et la Ville de Bergerac pour accompagner le développement de deux associations culturelles emblématiques de son territoire : le Melkior Théâtre et Overlook.

Le Melkior Théâtre est une ressource artistique, culturelle et sociale importante et porte un projet significatif pour le territoire.

Par le biais d'une convention pluriannuelle d'objectifs, il s'agit donc pour l'ensemble des partenaires du Melkior de permettre la consolidation de la structure et plus largement de favoriser le développement culturel du territoire bergeracois. La Communauté d'Agglomération Bergeracoise s'engage à aider l'association par le biais d'une subvention de soutien à la création artistique, d'une participation dans le cadre du festival [Trafik] et d'une contribution via le dispositif de la politique de la ville. Le versement des subvention/participation feront l'objet d'une convention financière annuelle et pourront connaître des modifications selon les contraintes budgétaires.

A cette relation financière, s'ajoute une coopération en termes d'échanges de ressources (personnel, équipements et supports de communication mis à disposition) qui devra être valorisée dans le bilan de l'association.

Overlook gère pour le compte de la CAB la salle du Rocksane, lieu de programmation musicale, d'apprentissage de la musique, d'éducation artistique et culturelle et plus largement favorise le développement du spectacle vivant et de la culture sur le territoire bergeracois voire au-delà.

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise s'engage à aider l'association par le biais d'une subvention de soutien à son fonctionnement qui fera l'objet d'une convention financière annuelle et qui pourra connaître des modifications selon les contraintes budgétaires. Enfin, la CAB mettra à disposition de l'association Overlook les locaux du Rocksane ainsi que des agents de la CAB si besoin qu'il conviendra de valoriser dans les bilans de l'association.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver les conventions pluriannuelles d'objectifs avec le Melkior Théâtre et Overlook

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-189 : AUTORISATIONS EXCEPTIONNELLES D'OUVERTURE DOMINICALE DE MAGASINS POUR L'ANNEE 2021 - COMMUNES DE BERGERAC ET DE CREYSSE - AVIS CONFORME DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'article L 3132-26 du code du travail modifié par la loi du 6 août 2015 prévoit que pour les autorisations exceptionnelles d'ouverture dominicale de magasins, lorsque le nombre de dimanche excède 5, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de 2 mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Les mairies de Bergerac et Creysse sollicitent l'avis conforme du conseil communautaire pour les autorisations exceptionnelles d'ouverture dominicale de magasins pour l'année 2021.

Les dates retenues pour les deux communes sont les suivantes :

- Pour la branche « commerce de détail » :
 - 10 dimanches :
 - 10 janvier 2021
 - 14 février 2021
 - 27 juin 2021
 - 18 juillet 2021
 - 29 août 2021
 - 28 novembre 2021
 - 5, 12, 19 et 26 décembre 2021
- Pour la branche « concessionnaires automobiles et commerce de voitures, de véhicules légers et de motocycles » :
 - 5 dimanches : 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre 2021.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont appelés à donner un avis conforme sur cette demande.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-190 : ACQUISITION D'UN TERRAIN APPARTENANT A LA SOCIETE BIO INOX Z.A.E. PAUL LOUBRADOU – COMMUNE DE BERGERAC

Par délibération du 23 septembre 2019, le Conseil Communautaire avait décidé l'acquisition par la CAB d'un terrain appartenant à la société Bio-Inox sur la zone Paul Loubradou puis la rétrocession de manière concomitante de cette parcelle cadastrée section BE 142 à la Holding VSB INDUSTRIE dans le cadre de son développement.

La rétrocession à VSB INDUSTRIE doit s'effectuer sous la forme d'un crédit-bail immobilier et nécessite des délais importants de mise en œuvre de par les exigences du crédit-bailleur.

Aussi cette rétrocession ne pourra intervenir qu'au courant de l'année 2021.

Il est donc proposé que la CAB, dès à présent, se porte acquéreur du terrain cadastré S° BE n° 142 d'une superficie 17.117 m² au prix de 7,5 € HT /m² soit pour un montant total de 128.377,5 € HT conformément à l'avis du service des Domaines.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte d'acquisition correspondant aux conditions énoncées ci-dessus ;
- désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-191 : VENTE DE TERRAIN A LA SCI LDB- Z.A.E. LANXADE - COMMUNE DE PRIGONRIEUX

M. DEBIASI, responsable de la société de maîtrise d'œuvre CONC7PT, souhaite développer son activité sur la ZAE de Lanxade à Prigonrieux.

Pour cela, la SCI LDB (ou tout ayant droit qui se substituerait) souhaite se porter acquéreur d'une parcelle cadastrée S° D n° 508p et 403p (lot 8 - plan ci-annexé) d'une surface de 2.212 m² environ au prix de 15 € H.T. le m², soit pour un montant total de 33.180 € H.T. conformément à l'estimation des Domaines.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial, 13 rue de la Libération à La Force, pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus ;
- désigner l'Office Notarial, 13 rue de la Libération à La Force, pour rédiger l'acte de vente à intervenir et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-192 : AIDE A L'INVESTISSEMENT - ENTREPRISE AZELAN – COMMUNE DE BERGERAC

L'entreprise AZELAN (Ex-Atelier LATTISSE) est une entreprise installée sur la commune de Bergerac depuis 19 ans. Elle s'est spécialisée dans la conception et l'agencement d'espaces de vente en bois massif pour l'intérieur et l'extérieur

Le projet porte sur la restructuration et la modernisation du site afin d'optimiser les flux et rationaliser les conditions de production.

La société souhaite ainsi réaliser d'importants investissements d'un montant total de 784 816 €HT avec :

- D'une part la construction d'un nouveau bâtiment après démolition de l'ancien pour un montant de 382 816 €HT
- D'autre part l'achat de matériels dont une machine de taille de charpente 5 axes pour un montant de 352 000 €HT.

La société emploie à ce jour 26 personnes et envisage de créer dans le cadre de ce développement 3 emplois supplémentaires.

La Région a été sollicitée et devrait intervenir sur les investissements matériels.

La CAB pourrait quant à elle intervenir à hauteur de 20 000 € sur les investissements immobiliers.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements immobiliers	382 816,00 €
Total	382 816,00 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	20 000,00 €	348 110,00 €	5,75
Société AZELAN (autofinancement et emprunt bancaire)	362 816,00 €		
Total	382 816,00 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 20 000 € au titre des investissements immobiliers Cette aide s'inscrit dans l'orientation 3 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à la performance industrielle. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 39252 Aides à Finalité Régionale, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux cumulé d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé sur une zone AFR pour une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 20 000 € au titre de l'aide aux investissements immobiliers à l'entreprise AZELAN ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-193 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – ASSOCIATION BASE – COMMUNE DE BERGERAC

L'association BASE (Bergerac Actions Solidarité Emploi) est agréée depuis 2009 atelier et Chantier d'Insertion, elle emploie aujourd'hui 31 salariés.

Depuis 2018, l'association expérimente un nouveau pôle support d'insertion autour des métiers de la vigne afin de former les personnes éloignées de l'emploi et de répondre aux besoins en main d'œuvre du secteur viticole.

Les conclusions du Dispositif Local d'Accompagnement mis en œuvre ont ainsi confirmé la pertinence de la création d'une Entreprise d'Insertion dans ce secteur d'activités sur le Bergeracois. Cette opération permettra également d'accompagner les viticulteurs participant au projet à la transition écologique viticole vers le « bio ».

Dans cette perspective, l'association BASE sollicite l'accompagnement financier de la CAB.

Le montant des investissements lié à ce projet (tracteur, véhicules, broyeur, matériel, informatique...) s'élève à environ 90 000 € T.T.C.

Ce projet donnera lieu à la création de 10 emplois salariés dans les deux ans.

La Région et l'Etat à travers le Fond Départemental d'Insertion (FDI) ont été également sollicités pour intervenir sur les investissements.

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 12.000 €, sur une assiette éligible de 90 000 € T.T.C. Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant T.T.C.
Investissements : (tracteur, véhicules, broyeur, matériel, informatique...)	90 000,00 €
Total	90 000,00 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible T.T.C.	%
Subvention CAB	12 000,00 €	90 000,00 €	13,34
Conseil Régional	45 000,00 €	90 000,00 €	50
FDI	15 000,00 €	90 000,00 €	16,67
Association BASE (autofinancement et emprunt bancaire)	18 000,00 €		
Total	90 000,00 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 12 000 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 6 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'économie sociale et solidaire et aux structures de l'insertion par l'activité économique. Elle est attribuée

sur la base du régime exempté hors aides d'Etat, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser le CAB à accorder une subvention de 12 000 € au titre de l'aide aux investissements à l'association BASE ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-194 : AIDE A L'INVESTISSEMENT - PIZZERIA CHEZ TONY – COMMUNE DE BERGERAC

M. Anthony GREFFIER a créé un restaurant pizzeria 15 rue Mounet Sully à Bergerac.

Le montant des investissements s'élève à 9.550 €HT (travaux d'aménagement et acquisition de matériel).

La société emploie deux personnes et envisage de créer 1 emploi supplémentaire.

Le conseil Régional, pour une aide à la création et Initiative Périgord, pour un prêt d'honneur, ont été sollicités.

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 1.000 € sur les investissements réalisés.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements (matériel et aménagements)	9 550 €
Total	9 550 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	1 000 €	9 550 €	10,5
CHEZ TONY (autofinancement et emprunt bancaire)	8 550 €		
Total	9 550 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 1 000 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 40453 PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 1.000 € au titre de l'aide aux investissements à la société CHEZ TONY ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-195 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – SASU REANA – COMMUNE DE BERGERAC

Mme ARIAS responsable de la SASU REANA, a créé un centre de rééquilibrage alimentaire DIETPLUS pour lutter contre le surpoids et l'obésité (produits et plats cuisinés diététiques), 26 rue Ste Catherine à Bergerac.

Le montant des investissements matériels et immobiliers financé par la SASU REANA s'élève à 13 354,38 € HT.

La Région a été sollicitée pour une aide à la création.

La CAB, également sollicitée, pourrait intervenir à hauteur de 2 000 € sur les investissements Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Aménagements et investissements matériels	13 354,88 €
Total	13 354,88 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	2 000,00 €	13 354,88 €	15
SASU REANA (autofinancement et emprunt bancaire)	11 354,88 €		
Total	13 354,88 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 2 000 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 40453 PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 2 000 € au titre de l'aide aux investissements à la SASU REANA

- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-196 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – SARL CARABIN – COMMUNE DE CREYSSE

Monsieur Vincent CARABIN est actuellement gérant d'une boulangerie, pâtisserie sur la commune de Trémolat depuis 6 ans. Il a ouvert une boulangerie, pâtisserie et sandwicherie sur la commune de Creysse et a créé une nouvelle société, la SARL CARABIN.

Pour cela il a réalisé des investissements matériels et des aménagements pour un montant d'environ 70 955,00 € HT (aménagement du local, matériel et enseigne) et envisage de créer 3 emplois.

La Région a été sollicitée pour une aide à l'amorçage et le Département pour une aide aux investissements matériels.

La CAB, sollicitée également, pourrait intervenir sur les investissements immobiliers à hauteur de 4.000 €.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements immobiliers	20 000,00 €
Investissements matériels	50 955,00 €
Total	70 955,00 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	4 000,00 €	20 000,00 €	20
Conseil Départemental	10 191,00 €		20
		50 955,00 €	
SARL CARABIN (autofinancement et emprunt bancaire)	56 764,00 €		
Total	70 955,00 €		

La CAB, sollicitée, propose le versement à la société d'une subvention de 4.000 € au titre des investissements immobiliers.

Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et au maintien du commerce en milieu rural. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 40453 PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 4 000 € au titre de l'aide aux investissements immobiliers à la SARL CARABIN ;

- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-197 : ACQUISITION DE TERRAIN A SIGOULES-ET-FLAUGEAC POUR LA REALISATION D'UNE STATION D'EPURATION

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise souhaite se porter acquéreur d'une partie de la parcelle située au lieu-dit "Mautain" sur la commune de Sigoulès-et-Flaugeac et appartenant à Mme Karine VERGNAC.

Cette acquisition s'inscrit dans un projet d'intérêt communautaire destiné à la réalisation d'une station d'épuration dans le cadre de la compétence assainissement eaux usées.

Il s'agit d'un terrain d'une surface arpentée d'environ 13 500 m² cadastré section A n°131 conformément au plan joint en annexe.

Le prix de vente de ce terrain est de 2 €/m² soit 27 000 €.

Cette emprise située à proximité de la parcelle communale où est implantée la station d'épuration actuelle permettra de réaliser les travaux de renouvellement de cette installation ainsi que la création de filtres plantés de roseaux.

Il est proposé, à la charge de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, de désigner l'Office Notarial – 34 bd Victor Hugo à Bergerac, pour rédiger l'acte d'acquisition à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-198 : CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE, LA COMMUNE DE BERGERAC ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE – AMENAGEMENT RUE MOUNET SULLY A BERGERAC

Par délibération n° 13.CP.II.45 du 18 mars 2013, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne a approuvé la convention n°2013/077 relative aux conditions de réalisation des travaux du contournement Ouest de Bergerac entre le Département de la Dordogne et les Communes de Bergerac, de Prigonrieux et de Saint-Laurent-des-Vignes.

Cette convention prévoyait notamment les conditions de transfert des routes départementales n°13, 32 et 34 au domaine public routier communal des communes de Bergerac et Prigonrieux.

Ainsi, la section de la route départementale n°32 visée à l'annexe 4 de la convention 2013/077 a fait l'objet d'une réfection de revêtement en 2019 et 2020, à l'exception de la section constituée par le giratoire Bellegarde et la rue Mounet-Sully.

En effet, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise devrait entreprendre des travaux d'aménagement (travaux d'édilité) sur la rue Mounet-Sully et le giratoire Bellegarde, dans un délai non connu à ce jour.

Ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise dans le cadre de la délibération 2017-209 du Conseil communautaire du 13 novembre 2017 portant définition de l'intérêt communautaire.

Aussi, afin d'optimiser la coordination des travaux, il a été décidé d'un commun accord entre les parties que la Communauté d'Agglomération Bergeracoise réaliserait l'ensemble des travaux (réfection de la chaussée et travaux d'édilité).

Les conditions de réalisation des travaux sur la route départementale n°32 ainsi que les conditions de transfert de domanialité prévues à la convention 2013/077 sont donc modifiées.

Les travaux de réfection du revêtement de chaussée et de la signalisation horizontale de la section de la route départementale n°32 (rue Mounet-Sully et giratoire Bellegarde) sont estimés par le Département à 23 750 € HT soit 28 500 € TTC.

Le Département versera donc une participation financière, forfaitaire et définitive à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement au droit de la rue Mounet-Sully et du giratoire de Bellegarde, à hauteur de 23 750 € HT, correspondant aux travaux de chaussée et de signalisation horizontale que le Département aurait dû réaliser sur cette section.

Afin de fixer les modalités administratives, techniques et financières de cette opération, il est nécessaire d'établir une convention entre le Conseil Départemental de la Dordogne, la commune de Bergerac et la Communauté d'Agglomération Bergeracoise. Le projet de convention est annexé.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- approuver les dispositions inscrites dans le projet de convention ;
- autoriser le Président, à signer ladite convention.

DECISION :

Adopté par 71 voix pour.

2020-199 : DEROULEMENT DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE A HUIS CLOS COVID-19

L'article L 2121-18 du Code Général des Collectivités Locales prévoit que, sur demande du Président du Conseil Communautaire, l'assemblée délibérante peut se réunir à huis clos.

En raison de la crise sanitaire liée à la COVID 19, il est proposé que la réunion du Conseil se déroule sans que le public ne soit autorisé à y assister.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil communautaire sont invités à se prononcer sur le déroulement à huis clos de ce conseil communautaire.

DECISION :

Adopté par 70 voix pour.

2020-200 : APPROBATION DE LA CONVOCATION D'URGENCE :

La crise sanitaire actuelle a entraîné la fermeture d'un grand nombre de commerces du territoire.

Pour faciliter leur prochaine reprise d'activité, la CAB propose la mise en œuvre de mesures de soutien en faveur du commerce local.

Ce dispositif nécessite d'être validé en urgence par le Conseil Communautaire pour être déployé dès la réouverture des commerces.

PROPOSITION :

Le Conseil Communautaire est donc appelé, selon la procédure prévue à l'article L2121-12 du CGCT, à se prononcer sur le caractère d'urgence et à accepter de délibérer sur le dossier prévu à l'ordre du jour.

DECISION :

Adopté par 70 voix pour.

2020-201 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF "CAB'ACHAT"

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise souhaite mettre en place un dispositif de coupons de réduction destiné à relancer et soutenir les commerces du territoire de la CAB actuellement fermés administrativement.

Il est ainsi envisagé que la CAB offre des tickets "CAB'ACHAT" aux clients qui achèteront du vin à Quai Cyrano ou auprès des cavistes du territoire.

Pour l'achat de 6 bouteilles de vin quelque-soit le prix, ils se verront remettre par l'Office de Tourisme un ticket CAB'ACHAT d'une valeur de 20 €.

L'objectif de ce dispositif est de soutenir et de relancer à la fois la fréquentation des commerces de l'agglomération pendant le période des fêtes de fin d'année mais aussi de continuer à soutenir le secteur de la viticulture.

L'enveloppe financière consacrée à cette opération est fixée à 50.000 € correspondant à l'équivalent de 2 500 coupons offerts.

Le début de l'opération est prévu le 1er décembre 2020 et prendra fin le 15 janvier 2021.

Dans le cadre de cette action, il est donc prévu le versement à l'Office de Tourisme d'une subvention de 50.000 € afin de financer les "CAB'ACHAT".

Cette opération prend le relais du dispositif "Resto'CAB" qui s'achèvera le 30 novembre

prochain et élargit le soutien de la CAB aux commerces fermés administrativement dont font partie également les restaurants. Les crédits de l'opération "Resto'CAB" non dépensés seront reportés sur le nouveau dispositif.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à verser à l'Office de Tourisme une subvention de 50.000 € dans le cadre de la mise en place du dispositif Ticket "CAB'ACHAT" ;
- autoriser le Président à signer tout document se rapportant à cette opération.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour, 2 abstentions.

2020-202 : BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N°4

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget principal :

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
011	60628	Autres fournitures non stockées	-213.00 €	
011	6228	Divers	8 600.00 €	
65	65888	Charges diverses de la gestion courante - Autres	104 713.00 €	
70	70845	Mise à disposition de personnel facturé aux cnes		104 713.00 €
74	74718	Autres participations		8 387.00 €
<i>Opérations d'ordre</i>				
TOTAL Fonctionnement			113 100.00 €	113 100.00 €
INVESTISSEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
020	020	Dépenses imprévues investissement	30 080.00 €	
024	024	Produit des cessions		30 080.00 €
204	2041412	Bâtiments et installations	11 500.00 €	
21	2158	Autres installations, matériel et outillages techniques	-11 500.00 €	
21	21731	Constructions – Bâtiments publics	-11 880.00 €	
23	2313	Constructions	11 880.00 €	
TOTAL Investissement			30 080.00 €	30 080.00 €
TOTAL			143 180.00 €	143 180.00 €

En recettes de fonctionnement, ces écritures budgétaires ont pour objet d'intégrer des recettes de la DRAC pour financer des actions en direction des jeunes, dont une partie des dépenses sont ouvertes au compte 6228, et d'ajuster les comptes utilisés pour les écritures croisées avec les communes.

En section d'investissement, 30 080.00 € supplémentaires sont prévus dans le cadre de la vente des immeubles situés sur le site de l'ESCAT. En dépenses d'investissement, la même somme est inscrite en dépenses imprévues d'investissement (compte 020) dans l'attente de la réalisation effective de la vente. 11 500 € sont virés du compte 2158 au compte 2041412 pour régler les travaux sur les pompes à essence au Centre technique Municipal de Bergerac conformément à la convention adoptée en février dernier. 11 880 € font aussi l'objet d'un changement d'affectation afin de pouvoir régler des travaux liés à la construction de l'accueil de loisirs de Cours-de-Pile

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°4 concernant le budget principal telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-203 : BUDGET ANNEXE ZAE DES SARDINES – DECISION MODIFICATIVE N°1

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe de la « Z.A.E. des Sardines »

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
		FONCTIONNEMENT		
		<i>Opérations réelles</i>		
011	605	Achat de matériel, équipements, travaux	8 000.00 €	
		<i>Opérations d'ordre</i>		
042	71355	Variat° des stocks de terrains aménagés		8 000.00 €
		TOTAL Fonctionnement	8 000.00 €	8 000.00 €
		INVESTISSEMENT		
		<i>Opérations réelles</i>		
23	2315	Immobilisations en cours	-8 000.00 €	
		<i>Opérations d'ordre</i>		
040	3555	Terrains aménagés	8 000.00 €	
		TOTAL Investissement	0.00 €	0.00 €
		TOTAL	8 0000.00 €	8 000.00 €

Ces écritures ont pour objet d'augmenter les crédits ouverts pour les travaux de plantation de végétaux sur la zone.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°1 concernant le budget annexe « Z.A.E. des Sardines » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

**2020-204 : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT – REGIE – T.V.A. » –
DECISION MODIFICATIVE N°4**

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications budgétaires présentées ci-après concernant le budget annexe « Assainissement – Régie – T.V.A. ».

Chap.	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
011	61528	Entretien et réparation - Autres	-20 000.00 €	
66	66111	Intérêts réglés à échéance	20 000.00 €	
<i>Opérations d'ordre</i>				
TOTAL Fonctionnement			0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
<i>Opérations réelles</i>				
13	13111	Subventions investisst – Agence de l'Eau		321 000.00 €
13	1313	Subventions investisst – Département		450 000.00 €
23	2315	Installations, matériel et outillage technique	771 000.00 €	
<i>Opérations d'ordre</i>				
TOTAL Investissement			771 000.00 €	771 000.00 €
TOTAL			771 000.00 €	771 000.00 €

Ces écritures ont pour objet d'augmenter les crédits nécessaires au règlement des intérêts des emprunts en section de fonctionnement. Le compte 61528 est diminué d'autant pour équilibrer la section.

En investissement, Les crédits sont ouverts au chapitre 13 afin de pouvoir inscrire en reste à réaliser les subventions non versées à ce jour et qui correspondent à des travaux pour lesquels les crédits ont déjà été ouverts. L'équilibre est atteint en augmentant la ligne consacrée aux travaux.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver la décision modificative n°4 concernant le budget annexe « Assainissement – Régie – T.V.A. » telle que présentée ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-205 : ADMISSIONS EN NON-VALEUR – BUDGET PRINCIPAL

Par lettre en date du 8 octobre 2020, M. le Receveur Municipal demande à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise d'admettre en non-valeur des recettes du budget principal pour 150.72 € après poursuites infructueuses.

Ces sommes correspondent à des impayés en crèche pour 122.93 € et des frais divers pour 27.79 €.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont donc invités à se prononcer sur ces admissions en non-valeur.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-206 : ADMISSIONS EN NON-VALEUR – BUDGET ANNEXE SPANC

Par lettre en date du 8 octobre 2020, M. le Receveur Municipal demande à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise d'admettre en non-valeur des recettes du budget annexe « SPANC » pour 265.00 € après poursuites infructueuses.

Ces sommes correspondent à des impayés sur la prestation de contrôle des installations.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont donc invités à se prononcer sur ces admissions en non-valeur.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-207 : ADMISSIONS EN NON-VALEUR – BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS BERGERACOIS

Par lettre en date du 8 octobre 2020, M. le Receveur Municipal demande à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise d'admettre en non-valeur des recettes du budget annexe « Transports Urbains » pour 22.50 € après poursuites infructueuses.

Cette somme correspond à un chèque rejeté.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont donc invités à se prononcer sur ces admissions en non-valeur.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-208 : ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION – MONTANT DEFINITIF 2020

Par délibération n°2019-205 en date du 16 décembre 2019, le Conseil Communautaire, sur la base du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.), avait arrêté les montants définitifs des attributions de compensation 2019, et le montant prévisionnel pour 2020.

Compte tenu de la crise sanitaire, du décalage dans les travaux d'évaluation et de désignation des membres de la C.L.E.C.T. à la suite du renouvellement des organes délibérants, aucune réunion de la commission n'a pu se dérouler au cours de l'année.

Néanmoins, les services de la Trésorerie nous demandent d'arrêter par délibération les montants définitifs pour l'année 2020, afin de pouvoir émettre les titres et mandats correspondants.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont donc invités à arrêter le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2020 à 598 359 € pour l'ensemble des communes de l'agglomération conformément au détail donné en annexe.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-209 : COMPETENCE ASSAINISSEMENT - APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DE MISE A DISPOSITION DE BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS ENTRE LES COMMUNES DE BERGERAC, CUNEGES, QUEYSSAC, SAUSSIGNAC ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE

Par délibération n° 2020-144 en date du 21 septembre dernier, dans le cadre du transfert de la compétence « Assainissement », le Conseil Communautaire avait approuvé les procès-verbaux de mise à disposition des biens entre la C.A.B. et certaines communes membres.

Le procès-verbal concernant la Ville de Bergerac, avait quant à lui, été adopté en février.

Après intégration de ces procès-verbaux par les services de la Trésorerie, il s'avère nécessaire de modifier ou compléter certains d'entre-eux.

De plus, dans le cas de la commune de Queyssac qui exerçait la compétence sur son budget principal, le procès-verbal n'avait pas pu être établi en septembre compte tenu du travail nécessaire pour identifier les différents éléments.

- **BERGERAC**

Par délibération n° 2020-030 du 17 février 2020, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a approuvé le procès-verbal de transfert de tous les éléments d'actifs, des emprunts et du déficit de la Ville de Bergerac. Pour sa part, la Ville de Bergerac l'a approuvé par délibération D202000005 en date du 19 février 2020,

Après le passage des différentes écritures par la Recette Municipale, celle-ci nous demande de corriger des éléments du PV ; ces corrections portent sur le montant des opérations d'ordre non budgétaires à passer par le Comptable et sur certaines imputations de transposition des comptes entre la collectivité qui transfère et la collectivité destinataire.

Il est donc demandé au Conseil Communautaire d'approuver le nouveau procès-verbal corrigé des remarques faites par la Recette Municipale qui figurent en grisé dans le document joint.

- **CUNEGES**

Lors de la rédaction du procès-verbal, il manquait un emprunt souscrit auprès du Crédit-

Agricole pour 100 000 € (capital restant dû au 1^{er} janvier 2020 de 94 751.51 €) contracté par la commune, et il ne figurait donc pas dans l'annexe de reprise de la dette.

L'échéance de cet emprunt annuelle intervenant en janvier, la commune a réglé cette échéance qu'il convient de lui rembourser pour 5 490.13 € (5 248.49 € de capital et 241.64 € d'intérêts).

Il est donc demandé au Conseil Communautaire d'approuver le nouveau procès-verbal corrigé joint en annexe.

- **QUEYSSAC**

Considérant que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) confie obligatoirement aux communautés d'agglomération les compétences d'eau potable et d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2020,

Considérant que le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité ou de l'établissement public bénéficiaire des biens meubles ou immeubles utilisés à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence,

Considérant le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées adoptés dans le cadre de ces nouveaux transferts de compétences qui sera adopté avant la fin de l'année 2021,

En application de l'article L. 5211-17 renvoyant aux articles L. 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements dans le cadre de l'intercommunalité. L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, à la collectivité ou au groupement antérieurement compétent.

L'article L.1321-2 du C.G.C.T. dispose ainsi que « lorsque la collectivité antérieurement compétente était propriétaire des biens mis à disposition, la remise de ces biens a lieu à titre gratuit.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice en lieu et place du propriétaire. La collectivité bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation .

L'article L.1321-2 du C.G.C.T. précise ainsi que la remise des biens a lieu à titre gratuit lorsque la collectivité était propriétaire des biens mis à disposition.

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés (article L.1321-3 du CGCT).

Enfin, la mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les parties. En application de l'article L. 1321-1 du CGCT, ce procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci le cas échéant.

Le projet de procès-verbal de mise à disposition de ces biens a été établi par les services de la communauté d'agglomération et soumis à l'approbation des communes.

Il reprend les biens immobiliers et l'inventaire des biens mobiliers qui seront mis à disposition de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, ainsi que la liste des emprunts et les résultats comptables repris par la CAB dans le cadre de ce transfert.

Le procès-verbal concernant la commune de Queyssac, soumis à l'approbation du Conseil Communautaire, est joint en annexe de la présente délibération.

- **SAUSSIGNAC**

La commune de Saussignac avait contracté en 2013 un emprunt auprès de la Banque Populaire pour un montant de 650 000 €. Sur ce montant, une partie concernait le budget principal de la commune (350 000 €) et une autre le budget annexe Assainissement de la commune (300 000 €).

La commune, avec l'accord de la Banque Populaire, avait donc délibéré pour préciser l'affectation et le remboursement de cet emprunt pour chaque budget.

La reprise de cet emprunt pour la partie « Assainissement » a donc été constatée et approuvée dans le procès-verbal de mise à disposition adopté en septembre.

La Banque Populaire étant dans l'incapacité technique de rédiger un avenant actant la reprise partielle de cet emprunt par la C.A.B., il va donc être nécessaire d'établir un nouveau contrat (aux conditions initiales accordées à la commune de Saussignac) sur la base du capital restant dû au 1^{er} janvier 2021.

L'échéance annuelle intervenant au 1^{er} décembre, la commune va devoir régler l'échéance 2020, qui lui sera donc remboursée par l'agglomération à hauteur de 29 137.43 € (16 8672.86 € de capital et 10 464.57 € d'intérêts).

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont invités à :

- approuver les procès-verbaux de mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers par l'ensemble des communes concernées au titre des compétences « Eau » et « Assainissement » transférées à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ;
- autoriser le Président à signer ces procès-verbaux et passer les écritures comptables correspondantes ;
- autoriser le Président à procéder au remboursement des échéances 2020 réglées par les communes de Cunèges et Saussignac et signer le contrat de prêt transféré de Saussignac.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-210 : REFACTURATIONS INTERVENANT DANS LE CADRE DE COMPETENCES TRANSFEREES ARRETE DES COMPTES AVEC LA COMMUNE DE RAZAC-DE-SAUSSIGNAC

Depuis août 2019, la Communauté d'Agglomération a ouvert une micro-crèche dans les locaux de l'ancienne école mis à disposition par la commune de Razac-de-Saussignac.

La partie occupée par la micro-crèche ne représentant pas l'intégralité du bâtiment, le compteur électrique était encore au nom de la commune à l'ouverture de la structure.

Depuis, un compteur distinct a été sollicité et mis en place, mais il appartient à l'agglomération de rembourser à la commune les fluides consommés sur cette période.

Pour la période du 1^{er} août 2019 au 12 août 2020, la somme due à ce titre à la commune de Razac-de-Saussignac s'élève à 2 153.70 €

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- retenir le montant présenté ci-dessus au titre des opérations croisées avec la commune de Razac-de-Saussignac ;
- autoriser le Président à émettre le mandat correspondant.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-211 : ATTRIBUTION FONDS DE CONCOURS PLAN DE RELANCE

Afin de soutenir l'activité économique sur le territoire communautaire à la suite de la crise sanitaire, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a souhaité mettre en place un ensemble de mesure au sein d'un plan de relance « local ».

Ces dispositifs, dont le coût avoisine les 1 100 000 € pour la collectivité, intégraient également la création d'un fonds de concours de 500 000 € réparti entre les communes afin de les aider à réaliser divers projets d'investissement ayant vocation à être confiés aux entreprises du territoire.

Par délibération n° 2020-142 en date du 21 septembre et 2020-177 du 2 novembre dernier, le conseil communautaire s'est prononcé sur les premières attributions de ces fonds compte tenu des avancées de certains projets plus rapides que d'autres.

Compte tenu du calendrier de mise en œuvre de fonds, les dernières opérations éligibles ont été proposées depuis, par certaines communes :

- BOUNIAGUES : rénovation du clocher de l'église (6 626 € H.T.) => attribution de 3 313 €.

- GAGEAC ROUILLAC : Acquisition panneaux adressage (6 816 € H.T.) => attribution de 1 363 € compte tenu de la DETR attendue.
- LE FLEIX : travaux complémentaires salle municipale (5 298 € H.T.) => attribution de 2 371 € compte tenu des montants déjà attribués.
- LUNAS : travaux de réfection de l'assainissement de la salle et du logement de la mairie (24 800 € H.T.) => attribution de 8 368 € compte tenu des montants déjà attribués.
- MESCOULES : Eclairage public et valorisation du patrimoine communal (27 699 € H.T.) => attribution de 4 643 € compte tenu des montants déjà attribués.
- MONESTIER : Rénovation de bâtiments communaux (33 885 € H.T.) => attribution de 13 157 €.
- RIBAGNAC : Armoires de déshumidification de l'Eglise (18 702 € H.T.) => attribution de 7 175 € compte tenu des montants déjà attribués.
- SAINT GERY : Rénovation maison Vernière et remplacement gouttières salle multigénérationnelle (8 900 € H.T.) => attribution de 4 450 €.
- SAINT NEXANS : Aménagement de la place de la Halle et du foyer municipal (128 705 € H.T.) => attribution de 13 157 €.

Afin de permettre aux communes concernées d'engager les opérations envisagées et de solliciter les subventions correspondantes, il est donc proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur ces dossiers pour l'exercice budgétaire 2020.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à attribuer les fonds de concours 2020 au titre de l'enveloppe dédiée au plan de relance et à inscrire les crédits correspondants au budget principal 2020 pour les montants listés ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 68 voix pour.

2020-212 : OFFICE DE TOURISME – SUBVENTION COMPLEMENTAIRE

Par délibérations n° 2020-002 en date du 13 janvier 2020 et n° 2020-027 du 17 février, il a été attribué à l'Office de Tourisme de Bergerac Sud Dordogne, une subvention de fonctionnement de 232 000 € au titre de l'exercice 2020.

Au moment de ces votes, il était prévu que la Société d'Economie Mixte en charge de l'exploitation de Quai Cyrano et de la reprise des missions de l'office soit créée au 1^{er} septembre.

Compte tenu de la crise sanitaire, le montage juridique de la S.E.M. a pris du retard, et elle ne devrait être créée qu'au 1^{er} trimestre 2021.

De ce fait, il convient d'attribuer une subvention complémentaire de 40 000 € à l'association afin de pouvoir clôturer l'année 2020.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont donc invités à :

- attribuer une subvention complémentaire de 40 000 € au titre de l'exercice 2020 à l'Office de Tourisme Bergerac Sud Dordogne ;
- autoriser le Président à signer tout document se rapportant à ce versement.

DECISION :

Adopté par 61 voix pour, 8 non-participations.

Ne prennent pas part au vote :

Roland FRAY (Vice-président)

Laurence ROUAN, Frédéric DELMARES, Jean-Jacques CHAPPELLET, Jonathan PRIOLEAUD, Jean-Michel DREUIL, Daniel RABAT, Pascal PREVOT (membres).

2020-213 : BUDGET ANNEXE PARC AQUALUDIQUE – VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EQUILIBRE

Depuis le lundi 27 juillet 2020, l'Aqualud a ouvert ses portes au public.

Si l'exploitation de l'ancienne piscine de Picquecailloux était supportée par le budget principal, la réalisation et l'exploitation de ce nouvel équipement ont fait l'objet d'un budget annexe assujetti à la T.V.A.

Compte tenu du déficit prévisionnel d'exploitation de l'équipement, et à partir des éléments connus à ce jour, il convient donc de verser une subvention d'équilibre du budget principal, vers le budget annexe « Parc Aqualudique » :

Charges générales :	178 071.47 €
Frais de personnel :	315 297.80 €
Intérêts de la dette :	65 150.92 €
Recettes :	<u>-8 273.00 €</u>
	550 247.19 €

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont donc invités à autoriser le versement d'une subvention d'équilibre de 550 247.19 € du budget principal vers le budget annexe « Parc Aqualudique ».

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-214 : BUDGET PRINCIPAL – OUVERTURE DE CREDITS ANTICIPES SUR L'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible d'engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des délais des procédures d'appel d'offres et afin de commencer certaines études, des travaux de voirie et d'aménagement dès le début d'année, il est nécessaire de pouvoir lancer au plus vite les dépenses d'investissement décrites ci-après :

Fonction	Objet	Coût prévisionnel
	<u>2051 – Concessions, droits et similaires</u>	20 000 €
020	Acquisition, renouvellement de licences	20 000 €
	<u>2183 – Matériel de bureau et informatique</u>	20 000 €
020	Matériel informatique	20 000 €
	<u>2152 – Installations de voirie</u>	25 000 €
822	Panneaux, mobiliers	15 000 €
824	Panneaux fléchaes P.D.I.P.R.	10 000 €
	<u>2158 – Installations, matériel et outillages</u>	5 000 €
822	Petit matériel – Service Voirie	5 000 €
	<u>21731 – Bâtiments publics</u>	55 000 €
020	Travaux bâtiments communautaires	20 000 €
815	Travaux site ESCAT – Service Transports Urbains	35 000 €
	<u>2313 - Constructions</u>	30 000 €
95	Quai Cyrano – Scénographie	30 000 €
	<u>2314 – Constructions sur sol d'autrui</u>	50 000 €
824	Travaux Vélo Route Voie Verte	50 000 €
	<u>2315 – Installations, matériel et outillages techniques</u>	160 000 €
812	Travaux site ESCAT service O.M.	5 000 €
822	Travaux de voirie	150 000 €
90	Travaux site ESCAT – Autres bâtiments	5 000 €
	Total	365 000 €

PROPOSITION :

Les crédits proposés respectant la règle des 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter cette ouverture de crédits anticipés.
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces nécessaires aux marchés avec les fournisseurs retenus par la commission d'achat public

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-215 : BUDGET ANNEXE PARC AQUALUDIQUE OUVERTURE DE CREDITS ANTICIPES SUR L'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible d'engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des délais des procédures et afin de pouvoir régler les certificats de paiements dès le début d'année, il est nécessaire de pouvoir inscrire les dépenses d'investissement décrites ci-après :

Fonction	Objet	Coût prévisionnel
	2313 - Constructions	50 000 €
413	Parc aqualudique – Décompte définitif + révisions de prix	50 000 €
	Total	50 000 €

PROPOSITION :

Les crédits proposés respectant la règle des 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter cette ouverture de crédits anticipés.
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces nécessaires

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-216 : BUDGET ANNEXE EAU – D.S.P. – T.V.A.OUVERTURE DE CREDITS ANTICIPES SUR L'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible d'engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des délais des procédures d'appel d'offres et afin de commencer certains travaux dès le début d'année, il est nécessaire de pouvoir lancer au plus vite les dépenses d'investissement décrites ci-après :

Fonction	Objet	Coût prévisionnel
	2315 – Installations, matériel et outillages techniques	10 000 €
811	Travaux divers (branchements)	10 000 €
	Total	10 000 €

PROPOSITION :

Les crédits proposés respectant la règle des 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter cette ouverture de crédits anticipés.
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces nécessaires aux marchés avec les fournisseurs retenus par la commission d'achat public

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-217 : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – D.S.P.OUVERTURE DE CREDITS ANTICIPES SUR L'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible d'engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des délais des procédures d'appel d'offres et afin de commencer certains travaux dès le début d'année, il est nécessaire de pouvoir lancer au plus vite les dépenses d'investissement décrites ci-après :

Fonction	Objet	Coût prévisionnel
	2315 – Installations, matériel et outillages techniques	30 000 €
811	Branchements eaux usées	30 000 €
	Total	30 000 €

PROPOSITION :

Les crédits proposés respectant la règle des 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter cette ouverture de crédits anticipés.
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces nécessaires aux marchés avec les fournisseurs retenus par la commission d'achat public

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-218 : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – D.S.P. – T.V.A.OUVERTURE DE CREDITS ANTICIPES SUR L'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible d'engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des délais des procédures d'appel d'offres et afin de commencer certains travaux dès le début d'année, il est nécessaire de pouvoir lancer au plus vite les dépenses d'investissement décrites ci-après :

Fonction	Objet	Coût prévisionnel
	<u>2315 – Installations, matériel et outillages techniques</u>	30 000 €
811	Branchements eaux usées	30 000 €
	Total	30 000 €

PROPOSITION :

Les crédits proposés respectant la règle des 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter cette ouverture de crédits anticipés.
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces nécessaires aux marchés avec les fournisseurs retenus par la commission d'achat public

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-219 : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – REGIE OUVERTURE DE CREDITS ANTICIPES SUR L'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible d'engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des délais des procédures d'appel d'offres et afin de commencer certains travaux dès le début d'année, il est nécessaire de pouvoir lancer au plus vite les dépenses d'investissement décrites ci-après :

Fonction	Objet	Coût prévisionnel
	<u>2315 – Installations, matériel et outillages techniques</u>	30 000 €
811	Branchements eaux usées	30 000 €
	Total	30 000 €

PROPOSITION :

Les crédits proposés respectant la règle des 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter cette ouverture de crédits anticipés.
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces nécessaires aux marchés avec les fournisseurs retenus par la commission d'achat public

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-220 : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – REGIE – T.V.A.OUVERTURE DE CREDITS ANTICIPES SUR L'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible d'engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des délais des procédures d'appel d'offres et afin de commencer certains travaux dès le début d'année, il est nécessaire de pouvoir lancer au plus vite les dépenses d'investissement décrites ci-après :

Fonction	Objet	Coût prévisionnel
	<u>2315 – Installations, matériel et outillages techniques</u>	30 000 €
811	Branchements eaux usées	30 000 €
	Total	30 000 €

PROPOSITION :

Les crédits proposés respectant la règle des 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter cette ouverture de crédits anticipés.
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces nécessaires aux marchés avec les fournisseurs retenus par la commission d'achat public

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-221 : MARCHÉ ACCÈS INTERNET – SORTIE DU GROUPEMENT DE COMMANDE AVEC LA VILLE DE BERGERAC

Par décision n° L2020-041 en date du 18 mai 2020, la constitution d'un groupement de commande entre la Ville de Bergerac et la Communauté d'Agglomération Bergeracoise avait été actée pour la fourniture d'accès à internet.

Compte tenu des contraintes de calendrier sur les marchés en vigueur actuellement à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, il n'est pas possible de s'engager sur un nouveau marché au 1^{er} janvier 2021.

Aussi, il est donc nécessaire que la C.A.B. se retire du groupement de commande afin de ne pas retarder la mise en place du nouveau marché pour la Ville de Bergerac.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil sont donc invités à se prononcer sur le retrait de la C.A.B. du groupement de commande pour la fourniture d'accès à internet initialement créé avec la Ville de Bergerac.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-222 : TABLEAU DES EFFECTIFS – MODIFICATION

Le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise doit être modifié à compter du 1^{er} janvier 2021 pour tenir compte des mouvements de personnel, des avancements de grade et de promotions internes et des nominations suite à concours ou examens professionnels.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Transformation au service enfance – jeunesse de cinq emplois contractuels non permanents en quatre postes d'adjoint technique à temps complet et un poste d'adjoint technique à temps non complet pour stagiairisation ;
- Transformation au service économie d'un emploi contractuel non permanent en un poste d'adjoint administratif à temps complet et au service voirie d'un emploi contractuel non permanent en un poste d'adjoint technique à temps complet pour stagiairisation ;
- Réintégration après un congé parental d'un adjoint technique principal à temps non complet au service Patrimoine ;
- Création de 2 postes de PEC « parcours Emploi Compétence » à temps non complet au service Enfance-Jeunesse et pour la Maison France Services et suppression de 2 postes de PEC au service Enfance – Jeunesse ;
- Suppression à la suite de départs en retraite d'un poste de directeur territorial, d'un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, d'un poste d'agent de maîtrise et d'un poste d'auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe ;
- Départ en mutation d'un adjoint d'animation principal de 2^e classe à temps non complet au service enfance – jeunesse ;
- Départ en disponibilité pour convenance personnelle d'une directrice territoriale à la santé et d'un adjoint technique principal de 2^e classe en crèches ;
- Création des postes faisant suite aux avancements de grades, promotions internes et nominations suite à concours et examens professionnels.

Les suppressions de poste interviendront en même temps que la nomination des agents.

TABLEAU DES EFFECTIFS
AU 1er JANVIER 2021

STAGIAIRES ET TITULAIRES

GRADES *	CAT.	Postes Ouverts	Postes Pourvus	Effectifs présents dans la collectivité	
ADMINISTRATIF					
Directeur Général des Services	A	1	0	0	Emploi fonctionnel
Directeur Général Adjoint des Services	A	1	1	1	Emploi fonctionnel
Administrateur Hors Classe	A	1	0	0	
Directeur	A	5	4	4	1 poste ouvert pour dispo
Attaché Hors Classe	A	1	1	0	Dont 1 emploi fonctionnel
Attaché Principal	A	4	3	3	
Attaché territorial	A	3	3	3	
Rédacteur Principal 1ère classe	B	6	6	6	
Rédacteur Principal 2ème classe	B	3	2	2	1 poste ouvert pour dispo
Adjoint Administratif Principal 1ère classe	C	24	23	23	1 poste ouvert pour dispo
Adjoint Administratif Principal 2ème classe	C	6	5	5	1 poste ouvert pour dispo
Adjoint Administratif Principal 2ème classe 32h hebdo	C	1	1	1	0.91
Adjoint administratif	C	12	11	11	
		68	60	59	
TECHNIQUE					
Ingénieur en Chef	A	2	2	2	
Ingénieur Principal	A	3	3	3	
Ingénieur	A	3	2	2	
Technicien Territorial Principal 1ère classe	B	3	2	2	
Technicien Territorial Principal 2ème classe	B	4	4	4	
Technicien Territorial	B	6	5	5	
Agent de Maîtrise Principal	C	8	8	8	
Agent de Maîtrise	C	24	15	15	
Adjoint Technique Principal 1ère classe	C	48	48	48	
Adjoint Technique Principal 1ère classe 22h30 hebdo	C	1	1	1	0.64 ETP
Adjoint Technique Principal 2ème classe	C	40	37	37	3 postes ouverts pour dispo
Adjoint Technique Principal 2ème classe 28h15	C	1	0	0	1 poste ouvert dispo
Adjoint Technique	C	35	34	34	
Adjoint Technique 32h hebdo	C	3	3	3	2,74 ETP
Adjoint Technique 28h hebdo	C	3	3	3	2,4 ETP
Adjoint Technique 17h30 hebdo	C	1	1	1	0,5 ETP
Adjoint Technique 7h hebdo	C	1	1	1	0,2 ETP
Adjoint Technique 5h hebdo	C	1	1	1	0,14 ETP
		187	170	170	
SOCIAL					
Educateur de Jeunes Enfants Classe Exceptionnelle	A	6	0	0	
Educateur Principal de Jeunes Enfants de 1ère classe	A	8	8	8	
Educateur Principal de Jeunes Enfants de 2ème classe	A	4	0	0	
Assistant Socio Educatif Principal	A	1	1	1	
Agent Social Principal 2ème cl	C	5	5	5	
Agent Spécialisé Princ. des Ecoles Mat. 1ère cl	C	1	1	1	
		25	15	15	

GRADES *	CAT.	Postes Ouverts	Postes Pourvus	Effectifs présents dans la collectivité	Observations
MEDICO-SOCIALE					
Puéricultrice Hors Classe	A	2	2	2	
Puéricultrice Classe Normale	A	1	1	1	
Infirmier soins généraux hors classe	A	1	1	1	
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	1	0	0	1 poste ouvert pour dispo
Auxiliaire de Puériculture Principale 1ère classe	C	20	19	19	1 poste ouvert pour dispo
Auxiliaire de Puériculture Principale 2ème classe	C	5	3	3	1 poste ouvert pour dispo
		30	26	26	
ANIMATION					
Animateur Principal 1ère classe	B	5	5	5	
Animateur Principal 2ème classe	B	3	2	2	
Animateur	B	3	3	3	
Adjoint d'Animation Principal 1ère classe	C	3	3	3	
Adjoint d'Animation Principal 2ème classe	C	15	13	13	
Adjoint d'Animation Principal 2ème classe 31h30	C	1	1	1	0,9 ETP
Adjoint d'Animation	C	16	13	13	1 ouvert pr dispo et 1 c. parental
Adjoint d'Animation 28h hebdo	C	4	3	3	2,4 ETP et 1 ouvert pour dispo
		50	43	43	
SPORTIVE					
Conseillers des APS	A	2	2	2	
Educateur des APS Principal 1ère classe	B	2	2	2	
Educateur des APS Principal 2ème classe	B	1	0	0	
Educateur des APS	B	3	2	2	
Opérateur Principal des APS	C	2	1	1	
Opérateur Qualifié des APS	C	1	1	1	
		11	8	8	
CULTURELLE					
Conservateur en Chef des Bibliothèques	A	1	1	1	
Assistant Conservation Principal 1ère classe	B	2	2	2	
Assistant Conservation Principal 2ème classe	B	1	0	0	
Assistant Conservation	B	4	4	4	
Assistant Enseignement Artistique Principal 1ère cl	B	4	4	4	
Assistant Enseignement Artistique Principal 1ère cl 10h/20h	B	1	1	1	0,5 ETP
Assistant Enseignement Artistique Principal 1ère cl 10h30/20h	B	1	1	1	0,53 ETP
Adjoint du Patrimoine Principal 1ère classe	C	7	6	6	1 poste ouvert pour dispo
Adjoint du Patrimoine Principal 2ème classe	C	5	4	4	
Adjoint du Patrimoine	C	2	1	1	
		28	24	24	
TOTAL TITULAIRES ET STAGIAIRES		399	346	345	

* Les emplois budgétaires sont créés pour le grade mentionné ou pour un des grades du cadre d'emplois correspondant

CONTRACTUELS PERMANENTS

GRADES / EMPLOIS	CAT.	Postes Ouverts	Postes Pourvus	Effectifs présents dans la collectivité	Observations
Chef de Projet du Patrimoine Bâti	A	1	1	1	
Ingénieur Principal	A	1	1	1	
Ingénieur	A	1	0	0	
Technicien Principal de 2ème classe	B	1	1	1	
Technicien	B	2	1	1	
Gestionnaire Fonds Européens	B	1	1	1	
Technicien numérique	B	1	1	1	
Rédacteur Principal de 1ère classe	B	2	2	2	
Educateur de Jeunes Enfants	B	1	0	0	
Régisseur Général	B	1	1	1	
Assistant Enseignement Artistique Principal 2ème cl 10h/20h	B	1	1	1	0,5 ETP
Animateur Métiers d'Arts 24h	C	1	0	0	
Assistant Administratif	C	1	1	1	
Adjoint Animation	C	1	0	0	
Adjoint Technique	C	1	0	0	
Auxiliaire de Puériculture Principal 2ème classe	C	1	0	0	
TOTAL CONTRACTUELS PERMANENTS		18	11	11	

CONTRACTUELS "CONTRATS SPECIFIQUES"

GRADES / EMPLOIS	CAT.	Postes Ouverts	Postes Pourvus	Effectifs présents dans la collectivité	Observations
CAE - PEC		3	3	3	Droit privé 2.29 ETP
Apprentis		2	2	2	Droit privé
TOTAL CONTRATS SPECIFIQUES		5	5	5	

TOTAL CONTRACTUELS		23	16	16	
---------------------------	--	-----------	-----------	-----------	--

TOTAL GENERAL		422	362	361	
----------------------	--	------------	------------	------------	--

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à approuver le tableau des effectifs tel que présenté ci-dessus à compter du 1^{er} janvier 2021.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-223 : REMBOURSEMENT AU REEL DES FRAIS DE REPAS DANS LE CADRE D'UN DEPLACEMENT POUR LES BESOINS DU SERVICE

Les agents qui se déplacent pour les besoins du service (mission, action de formation statutaire ou de formation continue) en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale peuvent, le cas échéant, prétendre au remboursement des frais de repas réglés dans ce cadre.

Le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 autorise les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à déroger au remboursement forfaitaire des frais de repas et à instaurer, par délibération, un remboursement au réel, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire (17,50 € par repas).

Le remboursement est conditionné par la production des justificatifs de paiement (factures, tickets).

La CAB souhaite ainsi instaurer un remboursement au réel des frais de repas réglés à l'occasion des déplacements professionnels en dehors de la résidence administrative et de la résidence familiale, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire.

Le Comité Technique a émis un avis favorable à cette proposition lors de sa réunion du 24 septembre dernier.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à approuver le principe du remboursement au réel des frais de repas dans le cadre d'un déplacement pour les besoins du service à compter du 1^{er} janvier 2021.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-224 : COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES – MODIFICATION

Par délibération en date du 2 novembre 2020, le conseil communautaire a approuvé la composition des commissions communautaires.

Il convient de modifier cette composition compte tenu de candidatures de la commune de Monbazillac parvenues tardivement :

Commission déchets:	Alain PREVOST
Commission eau/ assainis/gémapi :	Thierry ORAZIO
Commission enfance/jeunesse/sports :	Alexandre ALVES
Commission environnement/transition énergétique/numérique:	Gilles DUPRE
Commission finances:	Martine DUPERRET
Commission santé:	Béatrice FRETILLERE
Commission tourisme:	Stéphane GERAUD
Commission travaux:	Alain PREVOST

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à approuver la nouvelle composition des commissions communautaires.

DECISION :

Le Conseil Communautaire décide à l'unanimité de voter à main levée.

Adopté par 69 voix pour.

2020-225 : APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2019 DU SYNDICAT DE COHERENCE TERRITORIALE DU BERGERACOIS

L'article L5211-39 du Code Général des collectivités territoriales prévoit qu'un rapport d'activité annuel soit adressé par le SYCOTEB à l'ensemble de ses membres.

Ce rapport retrace l'activité de la structure et reprend le compte administratif arrêté par le Comité syndical.

Il doit faire l'objet d'une communication aux élus en séance publique du conseil communautaire. Le rapport d'activité 2019 du SYCOTEB est transmis en annexe.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à prendre acte de la communication du rapport d'activité 2019 du SYCOTEB.

DECISION :

Les membres du Conseil Communautaire prennent acte de la présentation du rapport d'activité 2019 du SYCOTEB.

2020-226 : BAIL EMPHYTEOTIQUE ENTRE LA VILLE ET LA CAB POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL SUR LE SITE DE L'EX ESCAT EN VUE DE LA CONSTRUCTION D'UNE CUISINE CENTRALE

Depuis la reprise en régie de la restauration collective en 2015, la Ville de Bergerac a, au regard de l'état de vétusté et d'obsolescence de la cuisine centrale, exprimé le souhait de construire un nouvel équipement.

Après réflexions et plusieurs démarches, une concession de travaux a été signée avec la société d'économie mixte URBALYS suite à la délibération du Conseil Municipal de Bergerac

en date du 18 décembre 2019.

La ville a retenu la proposition de la CAB, de mise à disposition d'une partie du hangar 39 sur l'ex site de l'ESCAT, avenue Aristide Briand à Bergerac.

Cette solution présente l'avantage, outre la réduction des coûts de construction, de situer cet équipement à immédiate proximité de la future légumerie, dans une logique de cohérence et de synergie. Cependant pour construire, la ville doit disposer de droits réels sur le site où l'édification de la cuisine centrale est prévue.

Une simple mise à disposition du site par la CAB, même de longue durée, ne confère pas ces droits. Il convient donc de gérer cette mise à disposition de longue durée avec la possibilité de réaliser ou faire réaliser ladite construction par l'établissement et la signature d'un bail emphytéotique.

Ce bail devant être établi entre deux personnes morales de droit public, il prendra la forme d'un Bail Emphytéotique Administratif (BEA).

Ce bail portera sur une surface de 1 200 m² environ, pour une durée de 50 ans et un loyer annuel de 200 €.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- approuver l'établissement d'un Bail Emphytéotique Administratif entre la ville et la CAB pour la mise à disposition d'une partie de bâtiment pour y faire construire la future cuisine centrale ;
- désigner l'étude notariale 34 bd Victor Hugo à Bergerac, pour rédiger l'acte ;
- autoriser le Président à signer le dit acte une fois celui-ci établi.

DECISION :

Adopté par 65 voix pour, 3 voix contre et 1 abstention.

2020-227 : AVENANT A LA CONVENTION CADRE « ACTION CŒUR DE VILLE » CONVENTION « OPÉRATION DE REVITALISATION DE TERRITOIRE »

La loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), promulguée le 23 novembre 2018, crée les Opérations de Revitalisation de Territoire (ORT). Ces opérations constituent un outil nouveau à disposition des collectivités locales pour porter et mettre en œuvre un projet de territoire dans les domaines urbain, économique et social, qui vise prioritairement à lutter contre la dévitalisation des centres-villes.

Le périmètre de l'ORT est défini par les collectivités et validé par arrêté préfectoral. Il doit faire l'objet d'une convention-cadre entre les partenaires parties prenantes et préciser le projet de revitalisation du territoire que la commune et son EPCI souhaitent porter. Pour les communes qui comme Bergerac ont déjà signé leur convention- cadre « Action Cœur de Ville » au moment de la promulgation de la loi ELAN, la convention-cadre « Action Cœur de Ville » peut être transformée en convention ORT par voie d'avenant, homologué par arrêté préfectoral.

Lors du comité de pilotage du 15 octobre 2019, les partenaires signataires de la convention « Action cœur de ville » ont validé la proposition du Maire de Bergerac, du Maire de Creysse et

du Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise de procéder à la création de l'ORT, comme le précise la loi.

Le comité de projet réuni le 2 novembre 2020 a par la suite validé les nouveaux périmètres d'intervention de l'ORT et approuvé les nouveaux termes de la convention.

La convention ORT définit ainsi le projet de revitalisation du centre-ville de Bergerac et de Creysse et fait état de 32 actions matures de Bergerac et de 7 actions matures de Creysse à développer sur les quatre secteurs d'intervention prioritaires, à savoir :

- le centre-ville de Bergerac, auquel ont été ajoutés le jardin Perdoux et l'espace Jacques Lagabrielle (ancien lycée de l'Alba) ;
- le secteur de Picquecailloux ;
- le secteur de l'ancien site de l'ESCAT ;
- le centre-ville de Creysse.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- approuver l'avenant à la convention-cadre Action Cœur de Ville dit avenant de projet « Opération de Revitalisation de Territoire » ;
- approuver le nouveau périmètre de l'« Opération de Revitalisation de Territoire » (ORT) ;
- autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer les conventions correspondantes.

DECISION :

Adopté par 64 voix pour, 5 abstentions.

2020-228 : CONVENTION ACTION LOGEMENT – VILLE DE BERGERAC/CAB – ACTION CŒUR DE VILLE – VOLET IMMOBILIER

Le programme Action Cœur de Ville, initié par l'État et associant Action Logement, la Caisse des Dépôts et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) en leur qualité de financeurs, a inscrit comme priorité nationale, la lutte contre la fracture territoriale et la redynamisation des villes moyennes.

La ville de Bergerac et la Communauté d'Agglomération Bergeracoise (CAB) ont signé la convention cadre

pluriannuelle « Action Cœur de Ville » le 28 septembre 2018, avec l'État d'une part, et ses partenaires d'autre part. Cette convention définit les conditions permettant la mise en œuvre du projet de redynamisation de territoire.

Action Logement s'est engagée, à l'initiative des partenaires sociaux, à financer la rénovation immobilière des centres de villes moyennes, pour appuyer les collectivités locales qui portent un projet de redynamisation de leur centre et de rééquilibrage de leurs tissus urbain et péri-urbain, dans le cadre d'un projet global économique et d'aménagement.

L'enjeu pour Action Logement est de contribuer, en priorité, au renouvellement de l'offre de logements locatifs afin de :

- répondre aux demandes des salariés, notamment des jeunes actifs mobiles et aux besoins des entreprises, sur ces territoires, pour accompagner la dynamique de

- l'emploi ;
- contribuer aux objectifs de mixité sociale et à la politique de rénovation énergétique du parc ancien.

Dans ce cadre, la Ville de Bergerac, la CAB et Action Logement conviennent de définir les conditions d'une intervention commune, visant à favoriser la restructuration d'immeubles stratégiques du centre-ville, inclus dans le périmètre de l'Opération de Revitalisation du Territoire. Ceci afin d'y développer une offre locative d'habitat et de commerce rénovée, pour accroître l'attractivité du centre dans le cadre du projet global de transformation porté par la collectivité.

Ces engagements sont partie intégrante du Programme Action Cœur de Ville initié par l'État et les partenaires du Programme Action Logement, Caisse des Dépôts et l'ANAH.

À ce stade, il est proposé d'établir une convention opérationnelle afin d'identifier les îlots dégradés et les emprises foncières sur lesquels la Commune a engagé des actions visant leur réhabilitation : Bourbarraud, Cordeliers, Berggren et l'immeuble Sud-Ouest.

Le projet de convention est joint à la présente délibération ainsi que les annexes inhérentes.

Cette convention est conclue jusqu'au 31/12/2022 et ne pourra se poursuivre par tacite reconduction.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à autoriser le Président à signer la Convention Immobilière Action Logement.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-229 : CONVENTION D'UTILITE SOCIALE DE LA SEM URBALYS HABITAT

La SEM Urbalys Habitat souhaite signer une convention d'utilité sociale avec l'Etat sur la période 2020-2026.

Cette convention a pour objectif de définir :

- L'état d'occupation sociale des immeubles
- L'état du service rendu aux locataires
- L'énoncé de la politique patrimoniale et d'investissement
- La politique de gestion sociale
- La politique de qualité du service rendu aux locataires
- Le cas échéant la politique d'accession et la politique d'hébergement

La CAB étant dotée d'un plan local de l'habitat et contenant sur son territoire au moins un quartier prioritaire de la ville (QPV) peut être signataire de cette convention.

Périmètre patrimonial et investissement

La CUS porte sur 506 logements conventionnés implantés exclusivement sur le territoire de la CAB et plus précisément sur la Ville de Bergerac.

472 logements sont collectifs et 72% situés en QPV.

Ainsi Urbalys s'engage à agréer en moyenne deux logements par an hors QPV en financement PLUS.

Urbalys fait de l'amélioration énergétique un enjeu majeur.

Tous les logements de plus de 25 ans ont été réhabilités.

Il n'y a pas de vente de logements prévue.

Le taux de mutation avoisine les 7% en 2019. Urbalys prévoit 5 mutations internes par an.

En matière de gestion sociale

66% des ménages sont bénéficiaires de l'APL.

79% des ménages ont des ressources inférieures ou égales au plafond PLAI.

Pour les attributions de logements Urbalys s'engage à attribuer 25% de logements au premier quartile hors QPV.

Urbalys gère une très faible proportion de DALO voire aucun certaines années.

En matière de qualité de service

Sur l'ensemble du parc, seuls les 4 logements aux Gilets (habitat adapté pour les gens du voyage) ont un faible état de service rendu, tous les autres logements ont un excellent état de service rendu.

Politique d'investissement

La maison d'accueil temporaire a été rénovée en 2019 et mis à disposition du CCAS en octobre 2019.

Urbalys a prévu de livrer les logements suivants :

- St Michel : 18 logements collectifs
- Berggren : 15 logements.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à :

- approuver la convention d'utilité sociale de la SEM Urbalys Habitat
- autoriser le Président à signer les documents s'y rapportant.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-230 : FINANCEMENT DE L'ETUDE URBAINE SUR LE QUARTIER DE LA GARE DE BERGERAC

Dans le cadre de l'Opération de Revitalisation de Territoire, la Ville de Bergerac et la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ont souhaité lancer une étude urbaine sur le quartier de la gare. Cette étude sera menée par le cabinet KWBG pour un montant de 90 420 € TTC.

L'étude est portée par la Ville de Bergerac mais son financement est multi-partenarial.

Le plan de financement est le suivant :

Caisse des Dépôts – Banque des Territoires	45 210 €
Région Nouvelle Aquitaine	25 000 €
Communauté d'Agglomération Bergeracoise	10 105 €
Ville de Bergerac	10 105 €
Total	90 420 €

La CAB s'engage à verser la somme de 10 105 € TTC à la Ville de Bergerac pour financer l'étude.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- approuver le plan de financement de l'étude urbaine sur le quartier de la gare ;
- décider le versement de la somme de 10 105 € par la CAB à la ville de Bergerac.

DECISION :

Adopté par 64 voix pour, 5 abstentions.

2020-231 : FONDS DE CONCOURS POUR LA REALISATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX SUR LE TERRITOIRE DE LA CAB – PROPOSITION D'ATTRIBUTIONS 2020

Par délibération du conseil communautaire du 25 juillet 2016, modifiée par délibération du 4 novembre 2019, le fonds de concours habitat a pour ambition d'inciter le développement du parc locatif social, à l'échelle du territoire intercommunal, afin de répondre aux objectifs de mixité sociale et de diversification des zones d'habitat,

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention dudit fonds et au vu des demandes de communes et bailleurs sociaux effectuées auprès de la CAB, 9 dossiers de candidatures ont été déposés et ont pu être examinés pour l'année 2020.

Ces dossiers concernent la construction ou la réhabilitation d'un potentiel de 130 Logements Locatifs Sociaux, pour un coût total de 15 979 282 €, avec une aide demandée à la CAB à hauteur de 390 000€.

La priorité a été donnée aux projets :

- dont le degré d'avancement des travaux était suffisamment engagé ou proche,
- de constructions/réhabilitation dans les communes manquant de logements sociaux, au titre de l'article 55 de la loi SRU,
- à la complétude des dossiers déposés,
- à la répartition de la création de Logements Locatifs Sociaux (LLS) sur différentes communes.

Ainsi, il est proposé de soutenir les dossiers suivants portés par le bailleur Périgord Habitat :

- **Rue Guillaume Apollinaire, résidence le vill@ge à Bergerac :**

Type de financement	Typologie	Surface Habitable
12 PLUS + 10PLAI + 4 PLS	3 T1	Entre 30.35 et 32.10 m ²
	9 T2	Entre 49.72 et 51.39 m ²
	14 T3	Entre 66.02 et 68.53 m ²

Le coût total du projet s'élève à 3 534 230 € TTC. Périgord Habitat finance une partie de l'opération avec ses fonds propres (89 000 €) et fait appel à un prêt bancaire, aux aides de la commune, de la CAB, du Conseil Départemental et de l'État.

Le montant demandé par Périgord Habitat est de 78 000 €, soit 3 000 € par logement social qui répondent à l'objectif de mixité sociale inscrite dans la Loi Élan et concourent à l'objectif fixé par l'État pour cette commune carencée au titre de l'art. 55 de la Loi SRU.

- **14 à 24 grand rue à Creysse :**

Type de financement	Typologie	Surface Habitable
3 PLUS + 2PLAI	1 T1	26 m ²
	2 T2	49 et 56.98 m ²
	2 T3	66.47 et 82 m ²

Le coût total du projet s'élève à 424 744 € TTC. Périgord Habitat finance une partie de l'opération avec ses fonds propres (10 000 €) et fait appel à un prêt bancaire, aux aides de la commune, de la CAB, du Conseil Départemental et de l'État.

Le montant demandé par Périgord Habitat est de 15 000 €, soit 3 000 € par logement social pour la réhabilitation d'un ancien local médical en 5 logements.

- **Rue Sévigné à Bergerac :**

Type de financement	Typologie	Surface Habitable
3 PLUS + 3PLAI	6 maisons T4	86 m ²

Le coût total du projet s'élève à 986 488 € TTC. Périgord Habitat va acquérir ces logements en VEFA (Vente en l'État Futur d'Achèvement) au promoteur Nexity.

Le montant demandé par Périgord Habitat est de 18 000 €, soit 3 000 € par maison (produit insuffisamment représenté sur le parc social de notre territoire).

Le reliquat de l'enveloppe du fonds de concours habitat 2020 permet de financer 7 000 € sur les 18 000€ demandés.

Le reste à financer sur cette opération, de même que pour les 6 autres projets réceptionnés et complets, pourra faire l'objet d'une attribution en 2021, dès lors que la réalisation de l'opération sera confirmée et en fonction des crédits inscrits au budget.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver l'attribution de 100 000 € par le biais du fonds de concours habitat de l'année 2020, à Périgord Habitat :

- 78 000 € pour la construction de 26 logements à Bergerac,
- 15 000 € pour la réhabilitation de 5 logements à Creysse,
- 7 000 € pour la construction de 6 maisons à Bergerac.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-232 : REGLEMENT INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS – MODIFICATION

Au vu de l'augmentation des demandes d'accueil enregistrées sur les communes situées en périphérie de Razac de Saussignac, la PMI a délivré son accord pour étendre la capacité d'accueil de la micro-crèche de RAZAC DE SAUSSIGNAC pour un multi-accueil de 14 places. Cette mesure prendra effet au 1^{er} janvier 2021 permettant une augmentation de 4 places. Ces modifications seront portées en page 2 du nouveau règlement.

Par ailleurs, suite à un contrôle CAF sur un EAJE, il est demandé au gestionnaire de préciser dans le règlement les modalités de facturation à savoir, dix minutes de carence accordées et non facturées à la famille. En effet, la présence de l'enfant ne sera pas comptabilisée 10 minutes avant ou après l'heure prévue initialement au contrat. Seule, la présence de l'enfant sera prise en compte et facturée à partir de la 11^{ème} minute de dépassement.

Ainsi l'article 1-2 du TITRE V du règlement « participations financières » se voit modifié, faisant référence à une tolérance de 10 minutes de présence en plus ou en moins non facturée.

Par ailleurs, la décision tarifaire annuelle sera jointe au règlement de fonctionnement afin de ne pas le modifier chaque année.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à examiner ces modifications en vue de l'adoption du nouveau règlement.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-233 : REGLEMENT INTERIEUR DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT MODIFICATION

Le règlement intérieur des ALSH est amené à être modifié de par différentes évolutions liées à de nouvelles modalités de fonctionnement, à savoir :

- Le transfert de l'ALSH de Saint-Sauveur vers Cours de Pile est prévu courant janvier 2021. Les coordonnées du nouvel ALSH sont mentionnées en page 1 du règlement.
- Les conditions d'admission des enfants de moins de 3 ans. Dans le titre II "CONDITIONS d'ADMISSION DES ENFANTS" une indication est rappelée pour permettre l'admission des enfants qui auront 3 ans dans le dernier quadrimestre de l'année en cours, seulement à la rentrée de septembre.

- Le système des réservations et des facturations est revu pour répondre au mieux aux attentes des familles mais aussi pour résoudre les dysfonctionnements de logiciel BL'ENFANCE concernant le paiement à la réservation.

Ainsi, une harmonisation des conditions d'accès aux points de vente permet la prise de RDV pour tous les ALSH du lundi au vendredi, sauf les mercredis. Ces éléments sont mentionnés dans l'article 1 du TITRE IV « RESERVATION ET FACTURATION ». Le fonctionnement de l'ALSH de TOUTIFAUT reste inchangé et spécifique.

Puis, l'article 2 du TITRE IV « RESERVATION ET FACTURATION » se voit modifié, précisant les nouvelles modalités de réservation, de facturation et de paiement. Le système de paiement à la réservation est supprimé et remplacé par un paiement à terme échu par les moyens mentionnés dans l'acte constitutif de régie de recettes de chaque ALSH.

- La modification de la prise en charge des enfants des écoles publiques de Bergerac les mercredis périscolaires qui sont conduits directement à la sortie des classes en fin de matinée vers l'ALSH de Toutifaut.
Ainsi le TITRE X du règlement « TRANSPORTS » précise l'acheminement direct vers cet ALSH pour une restauration sur site au lieu d'une restauration dans+ une cantine scolaire relais gérée par la Ville de Bergerac.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à examiner ces modifications en vue de l'adoption du nouveau règlement.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-234 : REMBOURSEMENT ABONNEMENT AQUAGYM

La communauté d'Agglomération Bergeracoise souhaite rembourser l'abonnement d'Aquagym de personnes qui ont déménagé hors CAB pour des raisons professionnelles.

Il est ainsi proposé que la CAB procède au remboursement de Mesdames Duffrien Muriel et Cordier Nicole qui ont déménagé pour des raisons professionnelles vers une autre région.

Les sommes à déduire du titre sur le bordereau n° 232 sont de 60 € pour l'une et 45 € pour l'autre.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à approuver le remboursement de ces abonnements.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-235 : ADHESION DU RESEAU DES BIBLIOTHEQUES DE LA CAB AU CATALOGUE MULTI-SITES DE LA DORDOGNE

Dans le cadre de la ré-informatisation de ses bibliothèques, le réseau de lecture publique de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise est amené à rejoindre le catalogue multi-sites du département de la Dordogne.

Depuis 1996, le Conseil départemental de la Dordogne a créé un espace documentaire départemental où les bibliothèques publiques travaillent de concert avec pour objectif principal, de permettre au lecteur, un

accès aux ressources de l'ensemble des bibliothèques. Ce regroupement de bibliothèques constitue le réseau départemental de lecture publique. A ce jour, 55 bibliothèques sont informatisées et ont adhéré à ce réseau informatique documentaire et de coopération par le biais d'une convention.

L'informatisation doit être entendue comme la mise en place d'une gestion informatisée de la bibliothèque par le biais du Système Informatisé de Gestion de Bibliothèques (SIGB) multi-sites de la Société C3RB.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à autoriser l'adhésion gratuite du réseau des bibliothèques de la CAB au catalogue multi sites de la Dordogne.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-236 : PROJET DE PERIMETRE D'UN NOUVEAU SYNDICAT ISSU DE LA FUSION DES SYNDICATS D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DORDOGNE POURPRE ET COTEAUX SUD BERGERACOIS

Par courrier notifié en date du 05 novembre 2020, Monsieur le Préfet de la Dordogne a adressé à la communauté d'agglomération un arrêté fixant le projet de périmètre d'un nouveau syndicat résultant de la fusion des syndicats d'alimentation en eau potable Dordogne Pourpre et Coteaux Sud Bergeracois. Cet arrêté est accompagné du projet de statuts du nouveau syndicat issu de la fusion.

Il indique que ce projet de fusion et ses statuts sont à l'initiative de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise par délibération n° 2020-161 en date du 21 septembre 2020.

Cette procédure de fusion est mise en œuvre selon les dispositions de l'article L.5212-27 du CGCT qui autorise un membre d'un syndicat, soit la CAB, à initier une fusion de syndicats.

Il rappelle que le conseil communautaire de la CAB et les conseils municipaux des communes membres des syndicats inclus dans le projet de fusion sont amenés à délibérer dans un délai de 3 mois sur le projet de périmètre et les statuts du nouveau syndicat, à réception de la notification de l'arrêté de projet de périmètre. A défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le projet doit recueillir l'accord de 2/3 au moins des organes délibérants des membres des syndicats dont la fusion est proposée représentant plus de 50% de la population totale de

ceux-ci, ou l'accord de 50% au moins des organes délibérants des membres des syndicats dont la fusion est proposée représentant les 2/3 de la population de ceux-ci.

Une fois créé, le syndicat mixte d'Adduction d'Eau Potable Coteaux Pourpres a pour objectif à terme de rassembler 28 communes de la CAB et 33 communes pour l'exercice de la compétence alimentation en eau potable.

Le projet de statuts propose notamment :

- Pour dénomination, le SMAEP Coteaux Pourpre
- Pour siège social et administratif, la Mairie de Cours de Pile
- Les compétences exercées par le syndicat :
 - Le syndicat exerce en lieu et place de ses membres la compétence alimentation en eau potable et est ainsi responsable du service public d'eau potable incluant la production par captage ou pompage, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine, conformément à l'article L 2224-7 du code général des collectivités territoriales.
 - Le syndicat exerce en lieu et place de ses membres la compétence protection de la ressource et des points de prélèvement. Il est chargé de l'établissement des périmètres de protection, des études, des travaux et actions de protection.
- Pour représentation :
 - 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant représentant chaque commune composant le territoire du Syndicat,
 - 1 délégué titulaire supplémentaire et 1 délégué suppléant supplémentaire par membre pour la tranche de 1500 à 5000 habitants,
 - 1 délégué titulaire supplémentaire et 1 délégué suppléant supplémentaire par membre pour chaque tranche supplémentaire de 5000 habitants.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- approuver le projet de périmètre du nouveau syndicat ;
- approuver le projet de statuts du syndicat ainsi constitué.

DECISION :

Adopté par 66 voix pour, 3 abstentions.

2020-237 : INSTITUTION DE LA PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC) ET DE LA PARTICIPATION AU TRAITEMENT DES REJETS ASSIMILES DOMESTIQUES (PTRAD)

1 – Contexte

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la CAB est compétente en Assainissement Collectif.

Il a été constaté une grande disparité dans les procédures de raccordement au réseau ainsi que dans les participations financières des usagers pour ces raccordements.

Il est proposé d'uniformiser la procédure de raccordement sur un réseau existant de la manière suivante :

- Travaux de raccordement à la charge du demandeur : réalisation du branchement par une entreprise compétente dans ce domaine selon cahier des charges techniques et financement du branchement après validation de la demande de raccordement
- Institution d'une PFAC.
- Contrôle des travaux de raccordement par la CAB.

Pour rappel, la loi de finances rectificative n° 2012-354 du 14 mars 2012, a remplacé au 1er juillet 2012 la PRE (Participation au raccordement à l'égout) par la PFAC (Participation financière à l'assainissement collectif).

Conformément à l'article L1331-7 du Code de la santé publique (CSP), la PFAC est exigible à compter de la date du branchement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble.

2 - Le redevable de la PFAC

Conformément aux articles L1331-1, L1331-7 du Code de la santé publique, le redevable de la PFAC demeure le propriétaire soumis à l'obligation de raccordement:

- Les propriétaires d'immeuble neuf ou existant lors d'un raccordement sur réseau existant.
- Les propriétaires d'immeuble desservis par le réseau d'assainissement collectif lors d'une opération d'extension.

3 – Modalités de calcul de la PFAC et tarifs des PFAC

Un forfait d'un montant de 2000 € sera appliqué par logement.

Les usagers seront tenus informés du montant de la PFAC.

Ce nouveau mode de calcul permettra de facturer systématiquement la PFAC, sans recherche de la surface-plancher ou demande d'information complémentaire auprès des usagers, dès la fin des travaux de branchement sur le réseau.

Cas particulier

- Les lotissements :

Dès le constat d'achèvement des travaux de branchement au réseau public d'assainissement par la CAB, il est proposé de percevoir la PFAC auprès du lotisseur sur la base du forfait de 2000 € par lot créé.

- Les eaux usées assimilables à un usage domestique :

Ce type d'effluents est généré par des locaux professionnels, ou des locaux accueillant du public. L'article L1331-7-1 du Code de la santé publique prévoit que «le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique en application de l'article L. 213-10-2 du Code de l'environnement [...] peut être astreint à verser à la collectivité organisatrice du service ou au groupement auquel elle appartient, dans les conditions fixées par délibération de l'organe délibérant, une participation dont le montant tient compte de l'économie qu'il réalise en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire.»

Il est proposé afin de la distinguer de la PFAC qui ne résulte pas du même article du Code de la santé publique de dénommer cette participation «Participation au traitement des rejets assimilés domestiques»(PTRAD). Il est proposé de fixer la PTRAD au même montant que la PFAC soit 2000 € par immeuble raccordé.

- Les eaux usées non domestiques

Les rejets non domestiques feront l'objet d'une convention de rejets précisant les modalités spécifiques financières et techniques.

4 – Le plafonnement de la PFAC

L'article L1331-7 du Code de la santé publique précise que la PFAC s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation d'assainissement non collectif, diminué, le cas échéant, du coût du branchement réglé par l'usager. Ceci signifie que lorsqu'un usager se raccorde, le montant de la PFAC cumulé au coût du branchement ne peut être supérieur à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation d'assainissement non collectif.

Pour information, le coût d'un ANC (Assainissement non collectif) a été évalué par la CAB à 9200 € HT.

A titre d'exemple, le tarif moyen d'un branchement à l'assainissement collectif en 2020 est de 3000 € HT pour un branchement isolé d'assainissement sur réseau existant, c'est-à-dire posé sur demande du pétitionnaire.

Ainsi, le calcul suivant s'applique: $(9200 \text{ €} \times 80\%) - 3\,000 \text{ €} = 4360 \text{ €}$.

Le plafond de la PFAC serait donc de 4360 €.

Le tarif proposé de 2000 € par logement se situe donc bien en deçà des plafonds théoriques.

5 – Révisions des tarifs

Le tarif pourra être révisé au 1er janvier de chaque année.

6 - Non assujettissement à la TVA

La PFAC n'est pas une contrepartie d'un produit vendu ou d'une prestation de service proposée à l'usager du service concerné. À cet effet, elle ne peut pas être soumise à la TVA.

7 – Impact de la présente délibération

L'objectif de la présente délibération est de garantir à l'ensemble des usagers du territoire une équité de traitement et de percevoir une recette participant au financement de l'entretien, de la maintenance et du développement du réseau et des équipements de traitement de collecte des eaux usées par le budget annexe assainissement.

La simplification attendue aura pour effet de réduire le temps requis pour instruire les dossiers relatifs à l'habitat individuel et collectif et de réallouer ce temps à l'instruction des dossiers les plus complexes.

Enfin, les demandes de raccordement au réseau d'assainissement liées à un permis de construire déposé et délivré antérieurement au 1er janvier 2021 ne feront pas l'objet de cette PFAC mais de l'application de la taxe en vigueur en 2020 sur la commune concernée par le permis.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont appelés à :

- d'instituer la PFAC et la PFRAD dans les conditions ci-dessus énoncées à compter du 1^{er} janvier 2021
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-238 : ASSAINISSEMENT COLLECTIF CONVENTIONS DE PRESTATIONS DE SERVICE AVEC CERTAINES COMMUNES

Dans le cadre de l'exercice de la compétence assainissement collectif et afin de garantir un maintien du niveau de service et de proximité auprès des usagers du service, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise doit conventionner avec certaines communes dotées d'un système d'assainissement collectif pour la gestion quotidienne des installations techniques.

Ces conventions sont basées sur le diagnostic réalisé lors du transfert de compétence faisant état du temps passé par les agents techniques communaux pour le suivi des installations : exploitation station d'épuration, postes de refoulement et réseaux.

La liste des communes faisant l'objet d'une convention ainsi que leur évaluation financière sont présentées ci-dessous :

	ETP	Nbre d'heures	Coût horaire ETP (brut)	Coefficient de gestion	Valorisation pour la commune
BOUNIAGUES	0,13	208,91	21,00	1,1	4 825,82
COURS DE PILE	0,68	1 092,76	21,00	1,1	25 242,75
CREYSSE	1	1 607	21,00	1,1	37 121,70
LE FLEIX	0,32	514,24	21,00	1,1	11 878,94
LAMONZIE MONTASTRUC	0,1	160,7	21,00	1,1	3 712,17
LAMONZIE ST MARTIN	0,06	96,42	21,00	1,1	2 227,30
LEMBRAS	0,02	32,14	21,00	1,1	742,43
MONESTIER	0,13	208,91	21,00	1,1	4 825,82
MONFAUCON	0,11	176,77	21,00	1,1	4 083,39
MOULEYDIER	0,25	401,75	21,00	1,1	9 280,43
POMPORT	0,04	64,28	21,00	1,1	1 484,87
QUEYSSAC	0,12	192,84	21,00	1,1	4 454,60
ST GERMAIN ET MONS	0,1	160,7	21,00	1,1	3 712,17
ST PIERRE D'EYRAUD	0,19	305,33	21,00	1,1	7 053,12
ST SAUVEUR DE B	0,03	48,21	21,00	1,1	1 113,65
SAUSSIGNAC	0,12	192,84	21,00	1,1	4 454,60
SIGOULES	0,13	208,91	21,00	1,1	4 825,82

Les conventions par commune seront rédigées sur la base de ces données.
Une convention type est présentée en annexe.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- A autoriser Monsieur le Président, à signer les conventions entre la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et les différentes communes concernées,
- Arrêter les montants dus au titre de ces prestations,
- Inscrire les budgets correspondants.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-239 : VENTE DE TERRAIN A LA S.A.R.L. IDC PRO – Z.A.E. LE LIBRAIRE – COMMUNE DE BERGERAC

La S.A.R.L. IDC PRO, spécialisée dans la formation aux métiers du BTP, est installée sur la Z.A.E. Le Libraire, sur la commune de Bergerac. Dans le cadre du développement de ses activités, la société souhaite acheter un terrain jouxtant sa propriété et appartenant à la CAB.

Pour cela, la S.A.R.L. IDC PRO (ou tout ayant droit qui se substituerait) se porterait acquéreur d'une parcelle cadastrée S° AZ n° 273 (plan ci-annexé) d'une surface de 7 555 m² environ (dans l'attente de l'établissement du document d'arpentage) au prix de 5 € H.T le m², soit pour un montant total de 37 775 € H.T.

Ce prix est inférieur au prix de 12 € estimé par le service des domaines car il tient compte des fortes contraintes archéologiques du terrain et de l'intérêt du projet pour le territoire.

Ce prix s'entend TVA sur la marge non comprise.

Il est proposé de désigner l'Office Notarial situé au 34 Boulevard Victor Hugo à Bergerac pour rédiger l'acte de vente à intervenir.

PROPOSITION :

Les membres du Conseil Communautaire sont invités à autoriser le Président à signer l'acte correspondant aux conditions énoncées ci-dessus.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-240 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – SARL LOCOBIO COMMUNE DE BERGERAC

La SARL LOCOBIO a repris le restaurant "Une cuillère pour Maman" situé place du Feu à Bergerac et souhaite y développer une restauration de type traditionnelle.

Le montant des investissements s'élève à environ 4 372,63 €HT (travaux d'aménagement et acquisition de matériel).

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 874 € sur ces investissements.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements (matériel et aménagements)	4 372,63 €
Total	4 372,63 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	874,00 €	4 372,63 €	20
SARL LOCOBIO (autofinancement et emprunt bancaire)	3 498,63 €		
Total	4 372,63 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 874 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 59106 (qui remplace le SA 40453) PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 874 € au titre de l'aide aux investissements à la SARL LOCOBIO ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-241 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – APPELEZ-MOI MADAME COMMUNE DE BERGERAC

Déborah CHAUVET- MASBOU a créé un magasin de robe de mariée et de soirée "Appelez-moi Madame" avec prestations de services (showroom, vidéo, ...) dans le centre de Bergerac, rue Fonbalquine.

Le montant des investissements liés à son installation s'élève à environ 4 255 € (travaux d'aménagement, enseigne publicitaire, site web).

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 851 €.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements (matériel et aménagements)	4 255 €
Total	4 255 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	851 €	4 255 €	20
APPELEZ-MOI MADAME (autofinancement et emprunt bancaire)	3 404 €		
Total	4 255 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 851 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 59106 (qui remplace le SA 40453) PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 851 € au titre de l'aide aux investissements à la société Appelez-moi Madame ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-242 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – SAS FREMAT COMMUNE DE BERGERAC

Mme ASSELIN et M. BOUSQUET ont créé la SAS FREMAT afin d'exploiter un restaurant à l'enseigne "AUX TABLIERS NOIRS". L'établissement situé place du Foirail à Bergerac s'est ouvert en octobre 2020.

Le montant des investissements s'élève à environ 47 880 € (travaux d'aménagement et acquisition de matériel).

La Région, pour une aide à la création et Initiative Périgord, pour un prêt d'honneur, ont été sollicités.

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 5 000 € sur les investissements.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements (matériel et aménagements)	47 880 €
Total	47 880 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	5 000 €	47 880 €	10,44
SAS FREMAT (autofinancement et emprunt bancaire)	42 880 €		
Total	47 880 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur 5 000 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 59106 (qui remplace le SA 40453 PME), conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 5 000 € au titre de l'aide aux investissements à la SAS FREMAT;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-243 : AIDE A L'INVESTISSEMENT - SAS ERIKA COMMUNE DE BERGERAC

La SAS ERIKA créée en septembre 2018 et qui souhaite développer la fabrication et la vente de spiritueux, Gin et vodka, à base de miel, s'est installée dans un local d'environ 350 m² situé dans le bâtiment 5 sur le site de l'ESCAT.

Ce projet a donné lieu à la création de 3 emplois.

Le montant des investissements (aménagement des locaux, matériel, ...) s'élève à 31.466,27 € HT.

La Région a été sollicitée. Le Département doit intervenir sur les investissements matériels à hauteur de 5 492,50 €.

La CAB, sollicitée, pourrait intervenir à hauteur de 3 947 €, sur la totalité des investissements.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements matériels et immobiliers	31.466,27 €
Total	31.466,27 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	3 947,00 €	31.466,27 €	12,54
Conseil Départemental	5 492,50 €	21 970,00 €	25,00
SAS ERIKA (autofinancement et emprunt bancaire)	22 026,77 €		
Total	31.466,27 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 3 947 € au titre des investissements matériels et immobiliers. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 3 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à la performance industrielle. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 58979 (qui remplace le 39252) des Aides à Finalité Régionale, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017. Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 3 947 € au titre de l'aide aux investissements à la SAS ERIKA ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-244 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – IMPRIMERIE CHARRON COMMUNE DE BERGERAC

L'entreprise CHARRON souhaite moderniser une nouvelle fois son outil de production en investissant dans une presse offset 4 couleurs.

Le montant de l'investissement s'élève à environ 65 000 € HT.

La Région a été sollicitée.

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 5 000 €.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissement matériel	65 000 €
Total	65 000 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	5 000 €	65 000 €	7,7
IMPRIMERIE CHARRON (autofinancement et emprunt bancaire)	60 000 €		
Total	65 000 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 5 000 € au titre des investissements matériels. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 3 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à la performance industrielle. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 58979 (qui remplace le 39252) des Aides à Finalité Régionale, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 5 000 € au titre de l'aide aux investissements à l'IMPRIMERIE CHARRON ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-245 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – SARL LE BAMBINO COMMUNE DE BERGERAC

Suite à la fermeture du Music-Hall sur Bergerac, la SARL Le Bambino souhaite reprendre l'activité de l'établissement et créer une salle de spectacle dans le centre-ville de Bergerac (diners spectacles, revues, théâtre, ...) en y associant les associations culturelles locales. L'établissement envisage une ouverture au 2 avril 2021.

Le montant des investissements liés à l'aménagement du local et à l'acquisition du matériel financé par la société est estimé à 35.100 €HT.

La Région a été sollicitée pour une aide à la création.

L'association Initiative Périgord devrait intervenir sur le projet sous forme de prêt d'honneur. La CAB, sollicitée également, pourrait intervenir à hauteur de 4 000 € sur les investissements.

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements immobiliers/matériels	35 100 €
Total	35 100 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	4 000 €	35 100 €	11,4
SARL LE BAMBINO (autofinancement et emprunt bancaire)	31 100 €		
Total	35 100 €		

La CAB, sollicitée, propose le versement à la société d'une subvention de 4.000 € au titre de l'aide aux investissements.

Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 59106 (qui remplace le SA 40453) PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 4 000 € au titre de l'aide aux investissements immobiliers et matériels à la SARL LE BAMBINO.
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-246 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – SARL LE MONDE DE ZOFIA COMMUNE DE BERGERAC

Dans le cadre de la réhabilitation de l'immeuble de l'ancienne-poissonnerie Busquets situé rue du Mourier, dans le cœur de ville de Bergerac, Mme CANTIRAN souhaite créer un concept-store d'une surface de 260 m² regroupant trois boutiques existantes dans ce secteur : Poluche.môm, Zofia et le boudoir de Zofia. Elle va donc créer la Sarl Le Monde de Zofia (anciennement dénommé Poluche.môm).

Le montant total des investissements s'élève à 498 910 € dont 360 000 d'investissements immobiliers portés par une SCI et 125 910 € portés par la SARL LE MONDE DE ZOFIA, dont 13 000 € de matériels.

La CAB, sollicitée, pourrait intervenir à hauteur de 2 600 € sur les investissements matériels financés par la SARL.

Le plan de financement des investissements matériels est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
SARL LE MONDE DE ZOFIA / Investissements matériels	13 000 €
Total	13 000 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	2 600 €	13 000 €	20
SARL LE MONDE DE ZOFIA (autofinancement et emprunt bancaire)	10 400 €		
Total	13 000 €		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 2 600 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 59106 (qui remplace le SA 40453) PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 2 600 € au titre de l'aide aux investissements à la SARL LE MONDE DE ZOFIA ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-247 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – ANYSIA GREGORIS COMMUNE DE GAGEAC ET ROUILLAC

Anysia GREGORIS a créé une épicerie ambulante "LA PLOUQUETTE" qui propose la vente de produits locaux, en vrac et biologiques, sur plusieurs communes du sud bergeracois.

Le montant des investissements matériels réalisés (aménagement d'un véhicule en épicerie) s'élève à 18.873 € HT.

L'association Initiative Périgord a été sollicitée pour un prêt d'honneur.

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 3 000 €.

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissement matériel et mobilier	18 873 €
Total	18 873 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	3 000 €	18 873 €	15,9
Anysia GREGORIS (autofinancement et emprunt bancaire)	15 873 €		
Total	18 873€		

La CAB, sollicitée, propose d'intervenir à hauteur de 3 000 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 de son règlement d'intervention – Aide à l'installation et au maintien du commerce en milieu rural. Elle est attribuée sur la base du régime exempté SA 59106 (qui remplace le SA 450453) des aides aux PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 3 000 € au titre de l'aide à l'investissement à Anysia GREGORIS ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

2020-248 : AIDE A L'INVESTISSEMENT – MARIE-HELENE BAYROU – SECRETS DE PATISSERIE COMMUNE DE BERGERAC

Marie-Hélène BAYROU a créé un atelier de cours de pâtisserie 20 rue du Colonel de Chadois à Bergerac et souhaite développer également un service de production artisanale de pâtisseries personnalisables.

Le montant des investissements s'élève à environ 20.970,21 € HT (travaux d'aménagement et acquisition de matériel).

L'association Initiative Périgord devrait intervenir par un prêt d'honneur de 5 000 €.

La CAB pourrait intervenir à hauteur de 3 000 € sur ces investissements.

Le plan de financement des investissements est le suivant :

Dépenses / Assiettes éligibles	Montant HT
Investissements (matériel et aménagements)	20.970,21 €
Total	20.970,21 €

RECETTES	Montant	Assiette éligible HT	%
Subvention CAB	3 000,00 €	20.970,21€	14,31
Marie-Hélène BAYROU (autofinancement et emprunt bancaire)	17.970,21€		
Total	20.970,21€		

La CAB propose d'intervenir à hauteur de 3 000 € au titre des investissements. Cette aide s'inscrit dans l'orientation 5 du Règlement d'Intervention communautaire – Aide à l'installation et à la modernisation du commerce de centre-ville. Elle est attribuée sur la base du régime

exempté SA 59106 (qui remplace le SA 40453) PME, conformément à la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée avec la Région le 18 octobre 2017.

Le taux d'aide publique n'excède pas le taux maximum autorisé par le régime s'agissant d'une petite entreprise.

PROPOSITION :

Les membres du conseil communautaire sont invités à :

- autoriser la CAB à accorder une subvention de 3 000 € au titre de l'aide aux investissements à Marie-Hélène BAYROU ;
- autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions de versement de l'aide.

DECISION :

Adopté par 69 voix pour.

DECISIONS



Envoyé en préfecture le 05/07/2020
Reçu en préfecture le 06/07/2020
Affiché le 06/07/2020
ID : 024-200070547-20200702-L2020_012-AR

DECISION n° L2020-012

CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, LE SYNDICAT MIXTE PERIGORD NUMERIQUE ET LA COMMUNE PORTANT SUR LES CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE DU BOURG DE LUNAS

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la délibération n°2017.002 du 6 février 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé

DECIDE

Article 1 :

Dans le cadre du projet d'aménagement de son bourg, la commune de Lunas va réaliser des travaux sur la RD15 et ses dépendances.

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise ayant compétence sur l'entretien et le maintien en l'état de ses dites dépendances (trottoirs, mobilier urbain) en agglomération, il est nécessaire de signer une convention définissant les obligations respectives de chaque partie (Communauté d'Agglomération Bergeracoise, commune, Conseil Départemental et le Syndicat Mixte Périgord Numérique) engagée sur ce projet.

Article 2 : la présente décision sera transmise à Madame la Préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Préfecture, le et de l'affichage ou de la notification à compter du

Fait à Bergerac, le 02 JULI 2020

Le Président

Frédéric DELMARES

CONVENTION N°2020-004

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 15,
COMMUNE DE LUNAS
CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT
DE LA TRAVERSE DU BOURG

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.I. 35 du 23 mars 2020,

Ci-après dénommé « Le Département »
D'une part,

ET

La Commune de LUNAS sise Le Bourg - 24130 LUNAS, représentée par le Maire, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° 004 du 30.01.20,

Ci-après dénommée « La Commune »
D'autre part,

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise (CAB) sise Domaine de la Tour - La Tour Est - CS 40012 - 24112 BERGERAC, représentée par le Président du Conseil, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n° L2020.012 du 02/07/20, décision

Ci-après dénommée « La CAB »
D'autre part,

Le Syndicat Mixte Périgord Numérique (SMPN) sis 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représenté par le Vice-président, M. Jacques AUZOU, dûment habilité à signer en vertu de l'arrêté n° 2018-02 du 19 février 2018,

Ci-après dénommé « Le SMPN »
D'autre part.

L.P.

F.D.

JA

PREAMBULE

La Commune souhaite réaliser l'aménagement de la traverse du bourg de LUNAS qui constitue une section de la Route départementale n° 15 appartenant au Domaine public routier départemental.

Dans ce contexte, la Collectivité a sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

La présente convention concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de LUNAS, à savoir l'aménagement de la RD 15 entre l'entrée du bourg côté nord et le pont sur l'Eyraud au Sud.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la CAB, de la Commune, du SMPN et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de LUNAS en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés étant entendu que le Département est gestionnaire de la Route départementale n° 15,
- les engagements de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de LUNAS.

Enfin, la présente convention permet à la Commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

L.P. F.D.

J.A.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

ARTICLE 2.1 : Le Département

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité de la Route départementale et de ses dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

ARTICLE 2.2 : La Commune

La Commune assurera la réalisation de l'aménagement de la traverse du bourg, la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- la mise en place de fourreaux et de chambres pour le THD,
- le recalibrage de la chaussée,
- la création d'un muret en soutènement des terres face à l'église,
- la création de trottoirs pour la circulation piétonne ,
- la mise en place de bordures et caniveaux,
- la création d'un mini giratoire afin de réduire la vitesse des véhicules dans la traverse du bourg.

A l'issue des travaux, la Commune devra fournir :

- au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux),
- au SMPN les Plans de récolement des ouvrages exécutés (fourreaux THD), conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par la Commune, Maître d'ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projet Communaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du Budget primitif 2017, la Commune s'engage à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le Plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions,
- répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux »,

L.P

F.S

J.A

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNE

ARTICLE 3.1 : Identification du foncier

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent en partie sur le Domaine public routier départemental et en partie sur le domaine privé de la Commune parcelle n° 180 impactée par le mini-giratoire.

ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux

La maîtrise d'ouvrage des travaux est assurée par la Commune et la maîtrise d'œuvre est assurée par la Communauté d'Agglomération Bergeracoise:

Avant le démarrage des travaux, la Commune soumettra au Département, les dispositions qu'elle compte adopter pour l'exécution des travaux et s'assurera auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l'opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d'Aménagement de Bergerac). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Commune. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Commune sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Commune.

La Commune sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du Domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l'assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l'accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

Le SMPN sera associé au projet de détail relatif au projet de réalisation des fourreaux THD, notamment en ce qui concerne la nature des fourreaux, le génie civil associé et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier, toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l'objet d'une approbation formelle.

L.P.

FD

JA

La Commune réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D'OUVRAGES

A la fin des travaux prévus à l'article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

ARTICLE 4.1 : Foncier

La Commune de LUNAS s'engage par la présente à céder gratuitement au Département la partie de l'emprise du mini giratoire réalisé sur sa propriété.

A l'issue des travaux et après transmission du document d'arpentage par la Commune de LUNAS, le Département établira l'acte translatif de propriété en la forme administrative, le tout à sa diligence et à sa charge.

ARTICLE 4.2 : Remise d'ouvrage

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Commune. Les représentants de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique. Un procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par la Commune sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

ARTICLE 4.3 : La garantie de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Commune prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par la Commune est soumise au respect des dispositions suivantes :

L.P.

FB

JA

ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses

La responsabilité, l'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Commune pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Commune est tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du domaine public départemental.

ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences

Dans le cadre de la présente convention, le Département, le SMPN, la Commune et la CAB acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

■ Concernant le Département :

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la Commune de LUNAS au sens du Code de la Route (entre panneaux EB10 et EB20), sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

■ Concernant la Commune et la CAB :

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Commune ou de la CAB selon leurs compétences respectives, et notamment :

- les éléments constitutifs du réseau d'eaux pluviales,
- les trottoirs et caniveaux,
- mini-giratoire, îlots séparateurs ...
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,
- le système d'assainissement d'eaux usées et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- l'éclairage public (matériel et énergie),
- l'aménagement paysager, y compris les talus,
- le mobilier urbain (barrière de protection, bornes...),
- la signalisation verticale de police,

L.P

F.B

J.A

- les marquages linéaires en peinture de l'axe et des rives de la route, réalisés en-dehors des travaux programmés (ceux-ci seront pris en charge par le Département lors de la réalisation de travaux d'entretien du corps de chaussée ou de la couche de roulement sur l'ensemble de la traverse),
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...),

■ **Concernant le SMPN :**

La propriété et la gestion des fourreaux THD sont transférées de la Commune au SMPN à compter de la date de transmission, par la commune des plans de récolement désignés à l'article 2.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge de la Commune

Le coût de l'aménagement de la traverse de LUNAS est à la charge exclusive de la Commune.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale

Le coût de l'aménagement de la traverse de LUNAS à la charge de la Commune ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil départemental à l'exception de la structure du mini-giratoire réalisé par la Commune préalablement aux travaux départementaux.

ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Commune sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

L.P

FB JA

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération communale, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département à la Commune, à la CAB et au SMPN d'un exemplaire signé des parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les parties.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES

La Commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elle s'engage à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département et du SMPN ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Commune fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect de la Commune des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département ou le SMPN aux frais et risques de la Commune, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

L.P. T.B.
JA "

ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le - 3 DEC. 2020

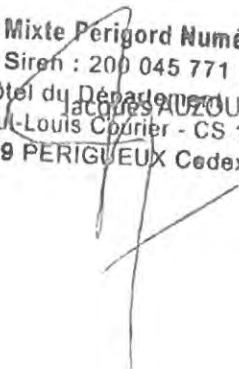
Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,


Germain PEIRO

Pour la Commune de LUNAS,
le Maire,


M. LIABASTE Pascal
Maire,

Pour le Syndicat Mixte Périgord Numérique,
le Vice-président,


Syndicat Mixte Périgord Numérique
N° Siren : 200 045 771
Hôtel du Département
Jacques AUZO
2, rue Paul-Louis Courier - CS 11200
24019 PERIGUEUX Cedex

Pour la Communauté d'Agglomération
Bergeracoise,
le Président,



Département de la Dordogne

MAIRIE DE LUNAS
24130



Téléphone 05 53 63 67 72
Télécopte 05 53 22 89 81
mairie.lunas@wanadoo.fr

République française

COMMUNE DE LUNAS
Département de la Dordogne

Séance du jeudi 30 janvier 2020

Date de la convocation: mardi 21 janvier 2020

Membres en exercice :
10

L'en deux mille vingt et le trente janvier l'assemblée légalement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Alain BORDIER.

Présents : 9

Présents : Alain BORDIER, Dominique PIGEON, Yves BLANQUI, Helene COLAS, Elisa GOULFIER, Denis BLANC, Christian COUSTY, Patrick GIMENEZ, Pascal LIABASTE

Votants: 9

Représentés:

Excusés: Jean-Marie BAUSSENOT

Absents:

Secrétaire de séance: Yves BLANQUI

Objet: CONVENTION POUR LA TRAVERSÉE DU BOURG PAR LA RD. 15 - 2020_01

Le Conseil Municipal s'étant réuni le 30 janvier 2020 à 19h30 autorise Monsieur Alain BORDIER Maire de LUNAS à signer la convention pour les travaux d'aménagement de la traversée du bourg par la RD 15 entre le Département de la Dordogne, la Communauté d'agglomération Bergeracoise et le Syndicat Mixte Périgord Numérique

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Service GEMAPI

DÉCISION N°L2020-048

Diagnostic pluvial Quartier du Tounet

Le Président,

VU les articles L 5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L 2122-22 du code susvisé,

Vu la délibération n°2018-007 du 29 janvier 2018 par laquelle le Conseil Communautaire a approuvé l'exercice direct des compétences de l'article L 211-7 du code de l'environnement.

Décide :

Article 1 : Dans le cadre de l'exercice de la compétence de prévention des inondations, et suite aux violentes précipitations ayant entraîné de nombreux dégâts dans le sud de la commune de Bergerac, il s'avère nécessaire de réaliser un diagnostic et des propositions d'aménagement en vue d'améliorer l'assainissement pluvial des lotissements situés entre la Gabanelle et la Dordogne.

Article 2 : Cette prestation sera réalisée sur un linéaire de 10 km de réseau et sera confiée au Bureau d'étude *Design Hydraulique et Énergie*, dont le siège social est situé à Libourne, pour la somme de 18 570,00 € TTC.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 16.06.2020 et de l'affichage ou de la notification à compter du 16.06.2020.

Fait à Bergerac, le **16 JUN 2020**

Le Président,


Frédéric DELMARES





Pôle Vie Locale
Service Aqualud centre aquatique bergeracois

DECISION N° L2020-050

MODIFICATION DE LA FREQUENTATION MAXIMALE INSTANTANEE (FMI)

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

VU l'Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Considérant que l'Agence Régionale de Santé préconise des consignes et recommandations sanitaires relatives à la réouverture et à l'exploitation des piscines à usage collectif,

Considérant qu'il est nécessaire pour fonctionner, de modifier la fréquentation maximale instantanée,

DECIDE :

Article 1 : La fréquentation maximale instantanée est modifiée tant que l'état sanitaire le nécessitera.

Article 2 : L'avenant n°1 du règlement intérieur précise la nouvelle fréquentation maximale instantanée.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le *22/06/2020* et de l'affichage à compter du *22/06/2020*

Fait à Bergerac, le 22 JUIN 2020

Le Président,

Frédéric DELMARES



**AQUALUD
CENTRE AQUATIQUE BERGERACOIS
REGLEMENT INTERIEUR**

AVENANT N°1

L'Aqualud Centre Aquatique Bergeracois est un équipement sportif, ouvert au public classé type X, de 3^{ème} catégorie au titre de la réglementation des établissements recevant du public.

Suite aux consignes et recommandations sanitaires relatives à la réouverture et à l'exploitation des piscines à usage collectif préconisé par l'Agence Régionale de Santé, la fréquentation maximale instantanée de l'Aqualud Centre Aquatique Bergeracois est ramenée à 143 personnes au lieu de 600 personnes tant que l'état sanitaire le nécessitera.

Fait à Bergerac, le **22 JUIN 2020**

Le Président,

Frédéric DELMARES

DECISION N° L2020-052

Tarifs

pour la saison culturelle 2020 - 2021

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

- VU les articles L5211-10 et L2122-22 du code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°2017-002 du 06 février 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L 2122-22 du code susvisé ;

Considérant la nécessité de fixer les tarifs de la saison culturelle ;

DECIDE

Article 1 :

Les tarifs sont indiqués de la façon suivante :

Les impros							
Vérino	29	19			24	21	
Sovann	15	11	13	1	13	12	
Sovann scolaire							5
Sellig (copro 3 C)	29						
Chiffonnade	15	11	13	1	13	12	
Chiffonnade scolaire							5
La grande Sophie	28	20			24	21	
Médée	18	13	13	1	15	14	
Médée scolaire							5
Mémoires en friches (rocksane)		12					
Pollen et Plancton	13	6					
Asile	13	6					
Work	13	6					
La beauté du geste	13	6					
La Saga de grimr (rocksane)	13	8	13	1	11	10	
La Saga de grimr scolaire							5
Zut fête Noël	13		13	1			
Zut fête Noël Alsh - centre soc							5
Les rencontres du réel	13	6					

Concert Amandine Robilliard	15	11	13	1	13	12	
Concert Amandine Robilliard scolaire							5
Orange blossom	35	22			30	27	
Concert du nouvel an	10	6					
Les nez crochus	15	11	13	1	13	12	
Les nez crochus scolaire							5
Jeanne Cherhal	28	20			24	21	
Madame Monsieur Bonsoir	16	11			13	12	5
Un Sac de billes	22	14			19	17	5
JETLAG	25	15	13	1	20	17	
Récit Bolmann	15	11	13	1	13	12	
Louis Chedid	35	25			31	28	
Cartes blanches	22	14			19	17	5
Pierre Emmanuel Barré	25	15			20	17	
TROC les fourberies de scapin	13	8	13	1	11	10	
TROC les fourberies de scapin scol							5
Père et Fils	35	25			31	28	
Yellel	20	8	13	1	16	14	
DB Clifford	13	8			11	10	
Le tour du théâtre	15	11	13	1	13	12	
Le tour du théâtre scolaire							5
Morel j'ai des doutes	35	25			31	27	
La petite porte	15	11	13	1	13	12	
La petite porte ALSH							5
Yazz Ahmed (rocksane)		14					
Nico Wayne Toussaint	25	16			21	19	
Robyn Benett	32	19			28	25	
Conférence archi	5						

Tarif Réduit (sur présentation de justificatif) :

- Jeune de - 26 ans,
- minima sociaux,
- demandeurs d'emplois,
- personnes handicapées (réservation conseillée 1 mois avant le spectacle),
- professionnels du spectacle

Tarif Abonnement :

- **Tarif Ado 3+** : 3 spectacles minimum par personne.
- **Tarif Abo 5+** : 5 spectacles minimum par personne

Tarif CE : Entreprises situées sur le territoire de la CAB, sur présentation de la carte de membre du Comité d'entreprise

Tarif Groupe : Lors d'une même vente, achat de 10 billets minimum pour un spectacle.

Tarif 2ème série : Après remplissage de la première série, pour les spectacles suivants : Vérino, la Grande Sophie, Orange Blossom, Jeanne Cherhal, Madame Monsieur Bonsoir, Sac de billes, Jet Lag, Louis Chedid, Cartes blanches, Les fourberies de Scapin, Père et fils, Morel j'ai des doutes

Tarif Famille : 13€ par adulte, 1€ par enfant

Tarif scolaire, ALSH* (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) élèves HTS* (Hors Temps Scolaire) : 5 € pour les enfants des écoles et accueils de loisirs sans hébergement situés sur le territoire de la CAB

Pass :

- **Pass Jazz** : 55 € pour les 3 spectacles suivants : DB Clifford, Nico Wayne
 Toussaint, Robyn Bennett,

LOCATION DES SALLES

a) **Auditorium - Espace François Mitterrand**

Location Auditorium - Espace François Mitterrand (SSIAP inclus*)	1 jour	2 jours	3 à 5 jours
Associations ou organismes de la CAB avec projet culturel ou artistique à but caritatif	0		
Associations ou organismes de la CAB avec projet culturel ou artistique sans but caritatif	200€	300€	400€
Associations ou organismes hors CAB avec projet culturel ou artistique sans but caritatif	300€	500€	700€
Associations ou organismes de la CAB sans projet culturel ou artistique et sans but caritatif	400€	600€	800€
Associations ou organismes hors CAB sans projet culturel ou artistique et sans but caritatif	600€	800€	1 000€

Caution : 500€

* Agent de sécurité du service de Sécurité d'incendie et d'Assistance à la personne

Le recours à des techniciens (son/lumière) fera l'objet d'un devis préalable à toute instruction de location. Ce devis émanera de prestataires agréés par la Communauté d'Agglomération Bergeracoise. Cette prestation sera à la charge de l'Utilisateur.

b) Centre Culturel Michel Manet

Location Centre culturel Michel Manet (SSIAP* et personnel technique inclus)	1 jour
Associations ou organismes de la CAB avec projet artistique à but caritatif	0
Associations ou organismes de la CAB avec projet culturel ou artistique sans but caritatif	1 000€
Associations ou organismes hors CAB avec projet culturel ou artistique sans but caritatif	1 200€
Associations ou organismes de la CAB sans projet culturel ou artistique et sans but caritatif	1 400€
Associations ou organismes hors CAB sans projet culturel ou artistique et sans but caritatif	1 600€

Selon les possibilités d'accueil et le planning d'occupation, le Centre culturel Michel Manet et l'Auditorium François Mitterrand peuvent être mis à disposition gracieusement aux communes, écoles et compagnies professionnelles de théâtre situées sur le territoire de la CAB

c) Hall du Centre Culturel

Location Hall du Centre culturel Michel Manet	1 jour	2 semaines
Expositions artistiques	gratuit	gratuit
Evénements	75€	

Article 2 :

Ces tarifs entreront en vigueur à compter de la date de signature de la présente.

Article 3 :

La présente décision sera transmise à Madame La Sous-préfète de Bergerac, affichée et portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 26/06/2020....., de l'affichage à compter du 02/07/2020.....

Fait à Bergerac, le **26 JUIN 2020**

Le Président,



Frédéric DELMARES



Nom du Pôle Vie locale
Service Enfance et jeunesse

DECISION N° L2020-053
PORTANT MODIFICATION PROVISOIRE DU LIEU D'INSTALLATION DE LA SOUS-REGIE DE RECETTES
DE LA REGIE DE RECETTES DU BUREAU INFORMATION JEUNESSE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ;
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
Vu la décision n° L2017-022 en date du 2 janvier 2017 portant création de la sous-régie de recettes de la régie de recettes du Bureau Information Jeunesse de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ;
Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 25 juin 2020 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 l'opération Vacances Pour Tous les Jeunes ne pourra s'organiser à la salle de l'Orangerie - rue Lakanal - 24100 Bergerac ;

DECIDE


Article 1 : l'article 2 est modifié comme suit :

- pour la période du 6 juillet au 31 août 2020 la sous-régie de recettes de la régie de recettes du Bureau Information Jeunesse de la Communauté d'Agglomération Bergeracoises est installée salle Louis Delluc - Plaine des jeux de Picquecailloux - 24100 Bergerac.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Article 3 : Une copie de la présente décision sera transmise à la Sous-préfecture de Bergerac, affichée, remise au comptable public assignataire de Bergerac et portée à la connaissance de Mesdames et Messieurs les Conseillers communautaires.

Fait à Bergerac, le - 3 IIIII 2020


Le Président,
Frédéric DELMARES



Nom du Pôle Vie Locale
Service Aqualud Centre Aquatique du Bergeracois

DECISION N° L 2020-054

GRILLE TARIFAIRE AQUALUD CENTRE AQUATIQUE BERGERACOIS

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé.

Considérant qu'il est nécessaire pour fonctionner, d'adopter les tarifs qui seront appliqués par les pôles de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise à compter de la date de signature de la présente,

DECIDE :

Article 1

- Le tarif « territoire CAB » s'adresse aux personnes et aux structures résident sur l'une des 38 communes de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, qu'elles justifieront par une attestation de résidence (factures, quittance de loyer, ...)
- Le tarif « territoire hors CAB » s'adresse à toute personne ne pouvant produire une attestation de résidence sur l'une des 38 communes de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.
- Le tarif « réduit » : personnes handicapées, demandeurs d'emplois, étudiants, mineurs, RSA, ASPA (Allocation de solidarité aux personnes âgées) personnes bénéficiant des minima sociaux sur présentation d'un justificatif.

Article 2 La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 24/06/2020 et de l'affichage à compter du 24/06/2020

Fait à Bergerac, le 24 JUN 2020

Le Président,


Frédéric DELMARES

Envoyé en préfecture le 24/06/2020

Reçu en préfecture le 24/06/2020

Affiché le 24/06/2020

ID 024-200070647-20200624-L2020_054-AR

GRILLE TARIFAIRE AQUA-LUD CENTRE AQUATIQUE BERGERACCOIS

FAMILLE	ARTICLES	TITULE	TARIF UNIQUE		
<i>Options pour les articles qui comportent des options</i>					
UNITAIRE	PUBLIC	Tarif unique adulte	3,50 €		
		Tarif unique enfant de 5 à 17 ans révisés/étudiant/carte adulte handicapé/titulaire de l'allocation de solidarité pour personnes âgées-RSA/demandeur d'emploi-pass-jeune	2,50 €		
	PASS-ENFANT	1 adulte accompagnant + 1 enfant (3 enfants maximum par adulte, moins de 10 ans ou scolarisés dans le primaire) Mercredi, samedi et dimanche pendant le temps scolaire et tous les jours pendant les vacances scolaires et d'été	5,00 € + 1,50 € par enfant supplémentaire et 3,50 € par adulte supplémentaire		
	DECOUVERTE BIEN-ETRE	Une séance adulte + 18 ans en complément d'une entrée piscine unitaire ou 2bonne	10,00 € (6,50€+ prix d'une entrée)		
	DECOUVERTE ANIMATION	Un cours à partir de 16 ans en complément d'une entrée piscine unitaire ou abonne	10,00 € (6,50€+ prix d'une entrée)		
			CAD		NCAD
AQUASÉJOUR	HORAIRE	10 heures (1,80 € de l'heure)*	18,00 €		25,00 €
		* valable 1 an à partir de la première utilisation Premier achat de la carte et renouvellement (en cas de perte ou de vol) (Abonnement - Animations - Associations)	2,00 €		
ANIMATIONS	BEBE NAGEUR ET JARDIN D'EAU (enfant de 6 ans)	Toutes nos animations enfant de 8 séances par période de 10 semaines (Bebes nageurs et jardin d'eau)	60,00 €		70,00 €
	DECOUVERTE BB NAGEUR JARDIN D'EAU	un cours enfant moins de 6 ans	10,00 € (6,50€+ prix d'une entrée)		
	ENFANT + de 6 ans	Aquakids (A l'année)	80,00 €		90,00 €
		Aquakids (A l'année) Quotient Familial < 900	40,00 €		90,00 €
		ADULTE	Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') + de 16 ans	60,00 €	
	SENIORS	Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') Étudiant, demandeur d'emploi, RSA	30,00 €		70,00 €
		Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') A partir de 62 ans	45,00 €		70,00 €
	Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') A partir de 67 ans titulaire de l'Allocation de Solidarité pour les Personnes Agées (ASPA)	30,00 €		70,00 €	
BIEN-ETRE	ADULTE + 18 ans	10 heures (Entrée piscine comprise)	65,00 €		75,00 €
		Premier achat de bracelet d'accès et renouvellement (en cas de perte ou de vol)	3,00 €		
SCOLAIRES ET INSTITUTS	PRIMAIRES		Convention		0,70 €
	COLLEGES		Convention		3,00 €
	LYCEES		Convention		3,00 €
LOCATIONS	ETAPS	Par créneau pour les scolaires et à l'heure pour toutes les autres demandes	25,00 €		30,00 €
	COULOIR	Un couloir GB / H / Sans surveillance	Convention		30,00 €
		Un couloir GB / H / Avec surveillance	Convention + Tarif ETAPS		30,00 € + Tarif ETAPS
	BASSIN	Petit bassin / H / Sans surveillance	Convention		45,00 €
		Petit bassin / H / Avec surveillance	Convention + Tarif ETAPS		45,00 € + Tarif ETAPS
	ETAPS	1 Trimestre par ETAPS titulaire (Non autorisé aux extérieurs)	150,00 €		150,00 €
	FOSSE	1 H / Sans surveillance / 20 personnes maximum	forfait 150,00€/trimestre + convention 10 séances		forfait 180,00 €/trimestre + convention 10 séances
		1 H / Avec surveillance / 20 personnes maximum	forfait 150,00€/trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure		forfait 180,00 €/trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure
	ASSOCIATIONS	Association avec compétition	Convention		Tarif location
		Association sans compétition 1 action découverte au grand public	Convention		Tarif location
	AQUABIKE	Location aquabike dès 16 ans (30') (Supplément d'une entrée piscine unitaire ou abonnement)	3,00 € la 1/2h		3,60 €
	SALLE POLYVALENTE	Sur réservation pour manifestation, anniversaire matériel pour jeux d'eau / 15 places / 2H00	Petit	40,00€ - entrée unitaire par enfant	60,00 €



Envoyé en préfecture le 10/07/2020
Reçu en préfecture le 10/07/2020
Affiché le 10/07/2020
ID : 024-200070547-20200710-L2020_065-AR

Nom du Pôle Vie Locale
Service Aqualud Centre Aquatique du Bergeracois

DECISION N° L 2020-065

GRILLE TARIFAIRE AQUALUD CENTRE AQUATIQUE BERGERACOIS Annule et remplace la décision L2020-054

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

Considérant qu'il est nécessaire pour fonctionner, d'adopter les tarifs qui seront appliqués par les pôles de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise à compter de la date de signature de la présente,

DECIDE :

Article 1 :

- Le tarif « territoire CAB » s'adresse aux personnes et aux structures résident sur l'une des 38 communes de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, qu'elles justifieront par une attestation de résidence (factures, quittance de loyer...)
- Le tarif « territoire hors CAB » s'adresse à toute personne ne pouvant produire une attestation de résidence sur l'une des 38 communes de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.
- Le tarif « réduit » : personnes handicapées, demandeurs d'emplois, étudiants, mineurs, RSA, ASPA (Allocation de solidarité aux personnes âgées) personnes bénéficiant des minima sociaux sur présentation d'un justificatif.

Article 2 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire, et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 10/07/2020 et de l'affichage à compter du 10/07/2020

Fait à Bergerac, le 10 JUIL. 2020

Le Président,

Frédéric DELMARES.

Envoyé en préfecture le 10/07/2020

Reçu en préfecture le 10/07/2020

Affiché le 10/07/2020

ID : 024-200070647-20200710-L2020_065-AR

GRILLE TARIFAIRE AQUA OUD'ENTRE AQUATIQUE ET BGT/ACOIS

FAMILLE	ARTICLES	TITRE	TARIF UNIQUE		
		Gratuit pour les enfants de moins de 5 ans			
UNITAIRE	JOB 0	Tarif unique adulte	3,50 €		
		Tarif unique enfant de 5 à 12 ans, titulaire d'une carte adulte handicapé, titulaire de l'Allocation de Solidarité pour Personne Agée, RSA, demandeur d'emploi pass-jeune	2,50 €		
	PROSÉLANT	1 adulte accompagnant + 1 Enfant (3 enfants maximum par adulte, moins de 10 ans ou scolarisés dans le primaire) Mercredi, samedi et dimanche pendant le temps scolaire et tous les jours pendant les vacances scolaires et d'été	5,00 € + 1,50 € par enfant supplémentaire et 3,50 € par adulte supplémentaire		
	DECOUVERTE BIEN ETRE	Une séance adulte + 18 ans en complément d'une entrée piscine unitaire ou abonnée	10,00 € (€ 5,00 € prix d'une entrée)		
	DECOUVERTE ANIMATION	Un cours à partir de 16 ans en complément d'une entrée piscine unitaire ou abonnée	10,00 € (€ 5,00 € prix d'une entrée)		
			CAR		HCAR
ABONNEMENT	HORAIRE	10 heures (1,00 € de l'heure)*	18,00 €		25,00 €
		* valable 3 ans à partir de la première utilisation			
		Premier achat de la carte et renouvellement (en cas de perte ou de vol) (Abonnement Animations - Associations)	2,00 €		
ANIMATIONS	BLEB NAGEUR ET JARDIN D'EAU (enfant de 6 ans)	Toutes nos animations enfant de 6 séances par période de 30 semaines (Bébé nageurs et jardin d'eau)	60,00 €		70,00 €
	DECOUVERTE BB NAGEUR JARDIN D'EAU	un cours enfant moins de 6 ans	10,00 € (€ 5,00 € prix d'une entrée)		
	ENFANT + de 6 ans	Aquakids (A l'année)	80,00 €		90,00 €
		Aquakids (A l'année) Quotient Familial < 900	40,00 €		50,00 €
	ADULTE	Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') + de 16 ans	60,00 €		70,00 €
		Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') Etudiant, demandeur d'emploi, RSA	30,00 €		40,00 €
	SENIORS	Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') A partir de 62 ans	45,00 €		55,00 €
		Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45') A partir de 62 ans Titulaire de l'Allocation de Solidarité pour les Personnes Agées (ASPA)	30,00 €		40,00 €
BIEN ETRE	ADULTE + 18 ans	10 heures (Entrée piscine comprise)	65,00 €		75,00 €
		Premier achat du bracelet d'accès et renouvellement (en cas de perte ou de vol)	3,00 €		
SCOLAIRES ET INSTITUTS	PRIMAIRES		Convention		0,70 €
	COLLEGES		Convention		3,00 €
	LYCEES		Convention		3,00 €
	ETAPS	Par créneau pour les scolaires et à l'heure pour toutes les autres demandes	25,00 €		30,00 €
LOCATIONS	COULOIR	Un couloir GB / H / Sans surveillance	Convention		30,00 €
		Un couloir GB / H / Avec surveillance	Convention + Tarif ETAPS		30,00 € + Tarif ETAPS
	BASSIN	Petit bassin / H / Sans surveillance	Convention		45,00 €
		Petit bassin / H / Avec surveillance	Convention + Tarif ETAPS		45,00 € + Tarif ETAPS
	ETAPS	1 Trimestre par ETAPS titulaire (Non autorisé aux extérieurs)	350,00 €		350,00 €
	FOSSÉ	1 H / Sans surveillance / 20 personnes maximum	forfait 150,00€/trimestre + convention 10 séances		forfait 180,00 €/trimestre + convention 10 séances
		1 H / Avec surveillance / 20 personnes maximum	forfait 150,00€/trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure		forfait 180,00 €/trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure
	ASSOCIATIONS	Association avec compétition	Convention		Tarifs location
		Association sans compétition	Convention		Tarifs location
	AQUARIUM	Location aquarière des 16 ans (30') (Supplément d'une entrée piscine unitaire ou abonnée)	5,00 € la 1/2h		3,00 € la 1/2h
SALLE POLYVALENTE	Sur réservation pour manifestation anniversaire matériel pour jeux d'eau / 15 places / 2h00	Forfait 40,00 € + entrée unitaire par enfant		60,00 €	



Nom du Pôle Vie Locale
Service Aqualud Centre Aquatique du Bergeracois

DECISION N° L 2020-065-b

GRILLE TARIFAIRE AQUALUD CENTRE AQUATIQUE BERGERACOIS Annule et remplace la décision L2020-065

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

Considérant qu'il est nécessaire pour fonctionner, d'adopter les tarifs qui seront appliqués par les pôles de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise à compter de la date de signature de la présente,

DECIDE :

Article 1 :

- Le tarif « *territoire CAB* » s'adresse aux personnes et aux structures résident sur l'une des 38 communes de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, qu'elles justifieront par une attestation de résidence (factures, quittance de loyer...)
- Le tarif « *territoire hors CAB* » s'adresse à toute personne ne pouvant produire une attestation de résidence sur l'une des 38 communes de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.
- Le tarif « *réduit* » : personnes handicapées, demandeurs d'emplois, étudiants, mineurs, RSA, ASPA (Allocation de solidarité aux personnes âgées) personnes bénéficiant des minima sociaux sur présentation d'un justificatif.

Article 2 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 24/07/2020 et de l'affichage à compter du 24/07/2020.

Fait à Bergerac, le 10 juillet 2020

Le Président,

Frédéric DELMARES.

Envoyé en préfecture le 24/07/2020

Reçu en préfecture le 24/07/2020

Affiché le 24/07/2020



GRILLE TARIFAIRE AQUALUD CENTRE AQUATIQUE BERGERACOIS

ID : 024-200070647-20200710-L2020_065_B-AI

FAMILLE	ARTICLES	INTITULE	TARIF UNIQUE		
UNITAIRE	FAMILIE	Gratuit pour les enfants de moins de 5 ans			
		Tarif unique adulte	HT 2,92 €	TTC 3,5 €	
	Tarif unique enfant de 5 à 17 ans révolus / étudiant / carte adulte handicapé / titulaire de l'allocation de solidarité pour personnes âgées / RSA / demandeur d'emploi / pass jeune	HT 2,05 €	TTC 2,5 €		
	PASS ENFANT	1 adulte accompagnant + 1 enfant (3 enfants maximum par adulte - moins de 10 ans ou scolarisés dans le primaire) Mercredi, samedi et dimanche pendant le temps scolaire et tous les jours pendant les vacances scolaires et d'été	HT 4,17 € + 1,25 € par enfant supplémentaire + 2,92 € par adulte supplémentaire	TTC 5,00 € + 1,50 € par enfant supplémentaire + 3,50 € par adulte supplémentaire	
	DECOUVERTE BIEN-ETRE	Une séance adulte + 18 ans en complément d'une entrée piscine unitaire ou abonnée	HT 8,33 € (5,42€ + prix d'une entrée)	TTC 10,00 € (6,50€ + prix d'une entrée)	
DECOUVERTE ANIMATION	Un cours à partir de 16 ans en complément d'une entrée piscine unitaire ou abonnée	HT 8,33 € (5,42€ + prix d'une entrée)	TTC 10,00 € (6,50€ + prix d'une entrée)		
ABONNEMENT	HORAIRE	10 heures (1,80 € de l'heure)*	HT 15 €	TTC 18 €	
		* valable 1 an à partir de la première utilisation			
		Premier achat de la carte et renouvellement (en cas de perte ou de vol) (Abonnement - Animations - Associations)	HT 1,55 €	TTC 2 €	
ANIMATIONS	BEBE NAGEUR ET JARDIN D'EAU (enfant de 6 ans)	Toutes nos animations enfant de 8 séances par période de 10 semaines (Bébes nageurs et jardin d'eau)	HT 50 €	TTC 60 €	
	DECOUVERTE BB NAGEUR JARDIN D'EAU	un cours enfant moins de 6 ans	HT 8,33 € (5,42€ + prix d'une entrée)	TTC 10,00 € (6,50€ + prix d'une entrée)	
	ENFANT - de 6 ans	Aquakids (A l'année)	HT 66,67 €	TTC 80 €	
		Aquakids (A l'année) Quotient Familial < 900	HT 33,34 €	TTC 40 €	
			HT 75 €	TTC 90 €	
	ADULTE	Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45) + de 16 ans	HT 50 €	TTC 60 €	
		Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45) Etudiant, demandeur d'emploi, RSA	HT 25 €	TTC 30 €	
		Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45) A partir de 62 ans	HT 37,5 €	TTC 45 €	
		Toutes nos animations adulte de 10 séances par trimestre (45) A partir de 62 ans titulaire de l'Allocation de Solidarité pour les Personnes Agées (ASPA)	HT 25 €	TTC 30 €	
	BIEN-ETRE	ADULTE + 18 ans	10 heures (Entrée piscine comprise)	HT 54,17 €	TTC 65 €
Premier achat du bracelet d'accès et renouvellement (en cas de perte ou de vol)			HT 2,5 €	TTC 3 €	
SCOLAIRES ET INSTITUTS	PRIMAIRES	Convention	HT 0,59 €	TTC 0,7 €	
	COLLEGIÉS	Convention	HT 2,5 €	TTC 3 €	
	LYCÉES	Convention	HT 2,5 €	TTC 3 €	
	ETAPS	Par créneau pour les scolaires et à l'heure pour toutes les autres demandes	HT 20,84 €	TTC 25 €	
LOCATIONS	COULOIR	Un couloir GB / H / Sans surveillance	Convention	HT 25 €	TTC 30 €
		Un couloir GB / H / Avec surveillance	Convention + Tarif ETAPS	HT 25 € + Tarif ETAPS	TTC 30 € + Tarif ETAPS
	BASSIN	Petit bassin / H / Sans surveillance	Convention	HT 37,50 €	TTC 45 €
		Petit bassin / H / Avec surveillance	Convention + Tarif ETAPS	HT 37,50 € + Tarif ETAPS	TTC 45,00 € + Tarif ETAPS
	ETAPS	1 Trimestre par ETAPS titulaire (Non autorisé aux extérieurs)	HT 152 €	TTC 150 €	
	FOSSÉ	1 H / Sans surveillance / 20 personnes maximum	HT forfait 150 € / trimestre + convention 10 séances TTC forfait 180 € / trimestre + convention 10 séances	HT forfait 150 € / trimestre + convention 10 séances TTC forfait 180 € / trimestre + convention 10 séances	
		1 H / Avec surveillance / 20 personnes maximum	HT forfait 125 € / trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure TTC forfait 150 € / trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure	HT forfait 150 € / trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure TTC forfait 180 € / trimestre + convention 10 séances et tarif ETAPS/heure	
	ASSOCIATIONS	Association avec compétition	Convention	Tarifs location	
		Association sans compétition / 1 action découverte au grand public	Convention	Tarifs location	
	AQUABIKE	Location aquabike dès 16 ans (30') (Supplément d'une entrée piscine un tarif ou abonnement)	HT 2,5 € la 1/2h TTC 3 € la 1/2h	HT 3 € la 1/2h TTC 3,60 € la 1/2h	
SALLE POLYVALENTE	Sur réservation pour manifestation, anniversaire Petit matériel pour jeux d'eau / 15 places / 2MD	HT 33,34 € - entrée unitaire par enfant TTC 40,00 € + entrée unitaire par enfant	HT 50 €	TTC 60 €	

DECISION N° L2020 - 055

**TRANSFERT DE TRESORERIE DU BUDGET PRINCIPAL
VERS UN BUDGET ANNEXE**

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU l'offre de financement d'un montant total de 2 114 123 € proposée par la Société Générale pour le financement des opérations d'investissements 2020 du budget principal ;

Considérant que pour le financement de ces opérations il convient de réaliser auprès de la Société Générale un emprunt de 2 114 123 €, il est décidé de contracter un emprunt dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Montant : 2 114 123 euros

Typologie Gissler : 1A

Durée d'amortissement : Le prêt est consenti jusqu'au 02/09/2040 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 02/09/2020

Phase de mobilisation : oui

Nominal : 2 114 123 €

Début : Date de signature du contrat

Fin : 02/09/2020

Intérêts : Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.50 %

Commission de non utilisation : de la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.00% l'an est perçue semestriellement où à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.

* floorés à zéro.

Phase de consolidation : d'un commun accord entre la Société Générale et la CA BERGERACOISE, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Variable de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant : 2 114 123 euros

Date de départ : 02/09/2020

Maturité : 02/09/2040 (durée 20 ans)

Amortissement : Trimestriel – Linéaire

Périodicité : Trimestrielle

Base de calcul : Exact/360

Taux d'intérêts :

Chaque périodicité du 02/09/2020 au 02/09/2040 : Euribor 3 mois + 0.60%
L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période. Indice flooré à zéro.

Envoyé en préfecture le 26/06/2020

Reçu en préfecture le 26/06/2020

Affiché le

ID : 024-200070647-20200626-L2020_055-AR

Soulte de rupture des conditions financières : une soulte de financières sera due par le client dans un certain nombre de cas et selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation bancaire

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 26/06/2020 et de l'affichage à compter du 26/06/2020

Fait à Bergerac, le 26.06.2020

Le Président,



Fédéric DELMARES



Direction Finances Informatique
Service Finances

DECISION N° L2020 – 055-1

PORTANT SIGNATURE D'UN CONTRAT DE PRET AVEC LA SOCIETE GENERALE

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU l'offre de financement d'un montant total de 2 114 123 € proposée par la Société Générale pour le financement des opérations d'investissements 2020 du budget principal ;

Considérant que pour le financement de ces opérations il convient de réaliser auprès de la Société Générale un emprunt de 2 114 123 €, il est décidé de contracter un emprunt dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Montant : 2 114 123 euros

Typologie Gissler : 1A

Durée d'amortissement : Le prêt est consenti jusqu'au 02/09/2040 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 02/09/2020

Phase de mobilisation : oui

Nominal : 2 114 123 €

Début : Date de signature du contrat

Fin : 02/09/2020

Intérêts : Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.50 %

Commission de non utilisation : de la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.00% l'an est perçue semestriellement où à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.

* floorés à zéro.

Phase de consolidation : d'un commun accord entre la Société Générale et la CA BERGERACOISE, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Variable de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant : 2 114 123 euros

Date de départ : 02/09/2020

Maturité : 02/09/2040 (durée 20 ans)

Amortissement : Trimestriel – Linéaire

Périodicité : Trimestrielle

Base de calcul : Exact/360

Taux d'intérêts :

Chaque périodicité du 02/09/2020 au 02/09/2040 : Euribor 3 mois + 0.60%
L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période. Indice flooré à zéro.

Envoyé en préfecture le 29/06/2020
Reçu en préfecture le 29/06/2020
Affiché le
ID : 024-200070647-20200626-L2020_055_1-AR

Soulte de rupture des conditions financières : une soulte de rupture des conditions financières sera due par le client dans un certain nombre de cas et selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation bancaire

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 29/06/2020 et de l'affichage à compter du 29/06/2020

Fait à Bergerac, le 26-06-2020

Le Président,



Frédéric DELMARES

DECISION N° L2020 - 056

TRANSFERT DE TRESORERIE DU BUDGET PRINCIPAL
VERS UN BUDGET ANNEXE

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU la prise de compétence « eau » et « assainissement » au 1^{er} janvier 2020 et la création de budgets annexes qui en découlent ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Considérant que pour le financement de ces opérations il est nécessaire d'alimenter en trésorerie certains de ces budgets ayant une trésorerie autonome ;

DECIDE

Article 1 : Pour permettre le paiement des règlements à intervenir sur le budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » (budget 22943) il est transféré 300 000 € du compte 515 du budget principal (budget 22900) vers le compte 515 du budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

Article 2 : Le remboursement de cette avance se fera lorsque le budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » le permettra et au plus tard le 30 septembre.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 26/06/2020 et de l'affichage à compter du 26/06/2020.

Fait à Bergerac, le 3 juin 2020

Le Président,



DELMAIRES

DECISION N° L2020 - 057

TRANSFERT DE TRESORERIE DU BUDGET PRINCIPAL
VERS UN BUDGET ANNEXE

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU la prise de compétence « eau » et « assainissement » au 1^{er} janvier 2020 et la création de budgets annexes qui en découlent ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Considérant que pour le financement de ces opérations il est nécessaire d'alimenter en trésorerie certains de ces budgets ayant une trésorerie autonome ;

DECIDE

Article 1 : Pour permettre le paiement des règlements à intervenir sur le budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » (budget 22943) il est transféré 450 000 € du compte 515 du budget principal (budget 22900) vers le compte 515 du budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

Article 2 : Le remboursement de cette avance se fera lorsque le budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » le permettra et au plus tard le 30 septembre.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 26/06/2020 et de l'affichage à compter du 26/06/2020

Fait à Bergerac, le 25 juin 2020

Le Président,



DELMARES

DECISION N° L2020 - 058

TRANSFERT DE TRESORERIE DU BUDGET PRINCIPAL
VERS UN BUDGET ANNEXE

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU la prise de compétence « eau » et « assainissement » au 1^{er} janvier 2020 et la création de budgets annexes qui en découlent ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Considérant que pour le financement de ces opérations il est nécessaire d'alimenter en trésorerie certains de ces budgets ayant une trésorerie autonome ;

DECIDE

Article 1 : Pour permettre le paiement des règlements à intervenir sur le budget annexe « Assainissement – Régie » (budget 22944) il est transféré 50 000 € du compte 515 du budget principal (budget 22900) vers le compte 515 du budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.

Article 2 : Le remboursement de cette avance se fera lorsque le budget annexe « Assainissement – Régie – TVA » le permettra et au plus tard le 30 septembre.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 26/06/2020 et de l'affichage à compter du 26/06/2020.

Fait à Bergerac, le 25 juin 2020

Le Président,



Eric DELMARES

DECISION N° L 2020 – 059

CONCLUSION D'UN BAIL DEROGATOIRE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

VU les articles L5211-10 et L2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération du 6 Février 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

VU, l'acte de vente du 10 juillet 2015 par lequel la Communauté d'Agglomération Bergeracoise est propriétaire du site de l'Escat,

CONSIDERANT, la volonté de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise de permettre à la société SKINLYS d'effectuer le stockage de packs et de différents contenants pour produits cosmétiques sur le site de l'Escat à Bergerac.

DECIDE :

Article 1 : La signature avec la société SKINLYS d'un bail dérogatoire portant sur le bâtiment n°41 situé 129 avenue Aristide Briand d'une surface d'environ 5.000 m².

Article 2 : Le loyer mensuel est fixé à 2.500 € H.T.

Article 3 : Ce bail dérogatoire prend effet à la date du 1^{er} juillet 2020 pour se terminer le 30 juin 2023.

Article 4 : La présente décision sera transmise à Mme la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 29/06/2020 et de l'affichage à compter du 29/06/2020

Fait à Bergerac le, 29 JUIN 2020

Le Président,



Frédéric DELMARES

Pôle Vie Locale
Service Culture

DECISION N° L2020-064

Demande de subvention – réinformatisation réseau bibliothèques

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2017-002 du 6 février 2017 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

Considérant la demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, visant à soutenir le projet de mise en réseau des bibliothèques de la CAB.

DECIDE :

Article 1 : Dans le cadre de la mise en réseau intercommunale des bibliothèques de la CAB et afin de permettre la circulation des documents qui sont désormais réservables à partir de chaque bibliothèque du territoire, il est décidé l'achat d'un véhicule utilitaire, support indispensable de cette navette des bibliothèques.

Article 2 : Ce projet de développement de la lecture publique sur notre territoire est éligible au concours particulier de la dotation globale de décentralisation. C'est pourquoi la CAB sollicite une subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Nouvelle-Aquitaine, afin de soutenir ce projet.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 03/07/2020 et de l'affichage à compter du 03/07/2020

Fait à Bergerac, le 03 JUIL. 2020

Le Président,




Frédéric DELMARES



Délégation Générale du Grand Bergeracois

DECISION N° L 2020-066
CONTRAT DE DYNAMISATION d'ACTION TERRITORIALE en MATIERE CULTURELLE

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

Vu le plan de financement prévisionnel suivant :

Nature des dépenses	Montant	Nature des financements	Montant
Charges	13 089,00 €	DRAC -CAT-	10 000,00 €
Services extérieurs	6 810,00 €	DRAC -Résidence journalisme-	6 000,00 €
autres services extérieurs	7 500,00 €	REGION	6 000,00 €
charges de personnels	9 000,00 €	EPCI	14 399,00 €
TOTAL	36 399,00 €	TOTAL	36 399,00 €

Considérant que la CAB doit solliciter une subvention à la Direction des Affaires Culturelles de Nouvelle Aquitaine pour un montant de 16 000 €

DÉCIDE :

Article 1 : d'approuver le plan de financement prévisionnel ci-dessus


Article 2 : de solliciter une subvention Direction des affaires Culturelles de Nouvelle Aquitaine
-10 000 € : préfiguration d'un contrat d'action territoriale en matière culturelle, programmant des actions artistiques envers la jeunesse et la petite enfance sur le territoire de l'Agglomération.
-6 000 € : programme de résidence de journaliste au sein du BIJ/Espace Jeunes de la CAB.

Article 3 : d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré

Article 4 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le et de l'affichage à compter du

Fait à Bergerac, le
Le Président,

28 JUL. 2020


Frédéric DELMARES



Envoyé en préfecture le 11/08/2020
Reçu en préfecture le 11/08/2020
Affiché le 11/08/2020
ID : 024-200070647-20200803-L2020_068-AR

Direction Finances Informatique
Service Finances

DECISION N° L2020 - 069

PORTANT SIGNATURE D'UN CONTRAT DE PRET AVEC LA BANQUE POSTALE

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2020-~~12~~ du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU l'offre de financement d'un montant total de 1 144 790 € proposée par la Banque Postale pour le financement des opérations d'investissements 2020 du budget annexe « Parc Aqualudique » ;

Considérant que pour le financement de ces opérations il convient de réaliser auprès de la Banque Postale un emprunt de 1 144 790 €, il est décidé de contracter un emprunt dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Montant : 1 144 790 euros

Typologie Gissler : 1A

Durée d'amortissement : 25 ans et 4 mois

Phase de mobilisation :

Durée : 3 mois, soit du 21/08/2020 au 15/12/2020

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

Montant minimum de versement : 15 000 €

Taux d'intérêt annuel : Index €STR assorti d'une marge de +1.26%

Base de calcul des intérêts : nombre de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'intérêts : périodicité mensuelle

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au du 15/12/2020 au 01/01/2046

Durée d'amortissement : 25 ans et 1 mois

Taux d'intérêt annuel : Taux fixe de 0.97%

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissements et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Commission d'engagement : 0.10 % du montant du contrat de prêt

Commission de non utilisation : 0.10 %



Envoyé en préfecture le 11/08/2020
Reçu en préfecture le 11/08/2020
Affiché le 11/08/2020
ID : 024-200070647-20200803-L2020_069-AR

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Secrétaire Générale en connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 11/08/2020 et de l'affichage à compter du 11/08/2020.

Fait à Bergerac, le 03.08.2020.

Le Président,

Frédéric DELMAS





Envoyé en préfecture le 30/07/2020
Reçu en préfecture le 30/07/2020
Affiché le 30/07/2020
ID : 024-200070647-20200730-L2020_070-AR

Pôle Vie Locale

DECISION N° 2020-070
ESPACE CYRANO DE BERGERAC SCENOGRAPHIE

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU le plan de financement prévisionnel suivant :

Nature des dépenses		Nature du financement	
Travaux de l'Espace Cyrano de Bergerac	800 000,00 €	Région	240 000,00 €
		Europe	240 000,00 €
		Autofinancement CAB	320 000,00 €

Considérant que la CAB doit solliciter la subvention du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine pour un montant de 240 000 € et de l'Europe pour un montant de 240 000 €

DÉCIDE :

Article 1 : d'approuver l'opération et le plan de financement prévisionnel ci-dessus,

Article 2 : de solliciter une subvention du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine au titre de sa politique contractuelle - Contrat de Dynamisation et de Cohésion,

Article 3 : d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré,

Article 4 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture.

le 30/07/2020 et de l'affichage à compter du 30/07/2020

Fait à Bergerac, le 30 JUL. 2020

Le Président,

Frédéric DELMARÈS

CONTRAT DE DYNAMISATION ET DE COHESION TERRITORIALE 2017-2020

TERRITOIRE : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE

INTITULE DU PROJET : ESPACE CYRANO

CHANTIER CLE :

1- ACTEURS DU PROJET

Maîtrise d'ouvrage :

Contact (Personne référente et fonction) : Directrice du Pôle Vie Active

Téléphone :

Courriel :

Adresse :

N° - Libellé de la voie :

Code postal : Localisation communale :

Maitrise d'œuvre : Maitrise d'usage :

Gouvernance du projet :

Fait à BERGERAC, le 24 juillet 2020

Signature et cachet du demandeur

2- DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

Description du projet : Espace QUAI CYRANO

QUAI CYRANO : une ambition urbanistique et culturelle

Pourquoi ce Projet ?

Ce projet est le pilier du développement de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, l'Interprofession des Vins de Bergerac et de Duras et l'Office de Tourisme :

- *La Communauté d'Agglomération a besoin d'un territoire dynamique, générateur d'activité,*
- *L'Interprofession n'est plus en capacité d'assumer seule ce bâtiment emblématique de la ville*
- *L'Office de tourisme, nouvellement installée dans le bâtiment, bénéficie d'une extension physique, primordiale à la réalisation de nouvelles actions, génératrices de recettes nécessaires pour pallier la baisse des financements publics.*

Le Bergeracois doit tirer profit de ses atouts : un vignoble de qualité à mi-chemin entre Bordeaux et son nouveau produit d'appel – La cité mondiale du Vin - et Lascaux et sa nouvelle version Lascaux IV.

Avec son architecture mêlant tradition et modernité, Quai Cyrano constitue le site phare voire emblématique, de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, maître d'ouvrage du projet.

Quai Cyrano, véritable levier de développement économique pour le Bergeracois, fait partie intégrante d'une offre générale œnotouristique et culturelle. Il regroupe sur un même lieu l'Office de Tourisme, La Maison des Vins et la future scénographie autour du personnage Cyrano

Son importante attractivité lui permet de capter des dizaines de milliers de visiteurs qui se voient proposer de sillonner la Route des Vins dont elle constitue par conséquent le point de départ naturel.

Le concept multi activités permet de prolonger le temps passé sur place par les visiteurs. Dans les espaces d'accueil, différents types de dégustation sont proposés de manière traditionnelle ou accompagnés de produits du terroir ; la dimension « bar à vins » du dispositif est aussi une invitation pour les publics moins spontanément attirés par le produit d'en faire la découverte dans un cadre de détente inattendu (cloître et terrasse aménagés en fonction).

L'Office de Tourisme propose déjà des visites guidées du centre historique, son service commercial est en situation de faire évoluer son offre avec l'intégration de la Maison des Vins au sein de ses formules.

Elle apporte également un effet de super vitrine pour la production. Ainsi des formules qui rencontrent déjà un certain succès comme le « package » Séjours 100 % vins sur 3 jours et 2 nuits, bénéficient d'un éclairage exceptionnel et sont proposées au niveau de l'accueil mais aussi des salons de dégustation à l'attention d'un public particulièrement bien disposé et ciblé. La promotion et la commercialisation de ces formules weekends et courts séjours concourent à l'étalement de la saison en privilégiant la fréquentation du Bergeracois aux ailes de saison. En outre, le conditionnement de ces formules en coffret-cadeau proposé au niveau de la boutique Quai Cyrano favorisera l'augmentation des ventes.

La thématique viticole peut aussi se décliner en direction de la clientèle groupes notamment avec des formules d'excursions à la journée à l'image de « la journée Découverte Vigneron ». Cette formule inclut la visite de Quai Cyrano, une dégustation, un rendez-vous dans une propriété viticole, un déjeuner vigneron et une visite guidée du château de Monbazillac.

Le projet Quai Cyrano se poursuit avec la scénographie « Espace Cyrano » qui sera systématiquement proposée aux prescripteurs professionnels et intégrée dans plusieurs packages en combinaison avec des prestations complémentaires internes (séance de dégustation) ou externe (promenade en gabarre, château de Monbazillac,...)

Parallèlement, le Tourisme d'affaires est un secteur pour lequel Quai Cyrano à Bergerac aura une carte à jouer.

Il ne s'agit pas de se positionner dans la cour des destinations phares de ce secteur comme Deauville ou Biarritz mais de proposer plutôt une offre alternative auprès d'organismes à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine, et basée sur le caractère authentique et sur les valeurs de notre terroir.

De ce point de vue, les équipements proposés par Quai Cyrano permettront de traiter dans d'excellentes conditions un séminaire d'une cinquantaine de personnes : salle de réunion, restauration dans les salons de dégustation dont l'adaptabilité a été anticipée, dimension loisirs avec la scénographie ou bien l'organisation d'animations œnologiques, culturelles ou festives dans la salle de dégustation, le cloître, le caveau ou encore sur la terrasse.

Ce décloisonnement des deux univers touristique et viticole et leur imbrication permanente partout dans le bâtiment donneront aux visiteurs le sentiment d'avoir choisi une destination, authentique, fière de son terroir et qui revendique la spécificité de celui-ci. La présence des autres filières de produits pourra renforcer ce sentiment. Un recours important mais justement dosé aux techniques digitales, permettra de donner la parole aux acteurs de cet œnotourisme et de laisser présager de belles rencontres à ceux qui poursuivront la découverte sur le terrain.

La communication très fluide entre les espaces dévolus à l'Accueil, au niveau du Port et ceux dédiés à la dégustation et à la détente (salons, cloître, terrasse), à l'étage supérieur, renforce cette osmose ; elle concrétise aussi la mutualisation et la polyvalence des équipes.

La modularité d'une partie des espaces permet de s'adapter à des événements ponctuels : spectacles, concerts, cocktails, repas de groupes, séminaires,...

Une scénographie thématique en lien avec l'Histoire et le Patrimoine trouvera sa place dans le caveau de la vinée. L'espace Cyrano sera le lieu d'une *rencontre avec Cyrano de Bergerac*

Devant l'évolution sociétale autour de la famille et l'envie de découvrir ensemble, l'espace Cyrano offrira près de 380 m² à découvrir autour du personnage mythique et emblématique « Cyrano de Bergerac »

Avec l'aide du comité scientifique, crée en décembre 2019, la rencontre avec le personnage pourrait s'envisager comme suit : un espace, où l'on rétablit la vérité sur le mythe, un cheminement dans l'« imaginaire » où le visiteur quitte la rationalité de sa mémoire du Cyrano de Rostand pour se plonger dans l'univers de Cyrano, plusieurs expériences de visites en déclineront, notamment les machines inventées par Savinien, le voyage dans l'espace, la poésie pour s'évader, son explication et les différentes façons d'écrire des poèmes, la cape et l'épée avec simulations 3D. Durée moyenne de la visite : 1h30'

Ce produit d'appel ou cet outil contribuera en effet pour une large part à la croissance économique, à l'emploi et au développement socioculturel de notre cité.

Les bureaux administratifs de l'Office de Tourisme seront hébergés dès l'automne prochain dans l'aile Nord du bâtiment; la proximité immédiate permettra au personnel de réagir instantanément afin de renforcer si besoin les équipes au contact des visiteurs.

place dans le caveau de la vinée, de même que des événements culturels qui pourront s'y tenir (concerts, conférences, expositions temporaires).

Quai Cyrano aura, alors, vocation à dynamiser le centre historique en basse et moyenne saison, ainsi que les dimanches, avec un objectif d'ouverture à l'année, 7 jours sur 7 et c'est là une dimension de première importance. Il s'inscrit également dans un schéma plus global de revitalisation de la ville par l'amélioration de la circulation, du stationnement, de l'éclairage et la mise en place de la voie verte devant le port.

Le projet prend également toute sa place dans un cadre bien plus large que celui de la seule ville de Bergerac. Quai Cyrano constituera aussi un point de départ incontournable pour la découverte de tout un territoire ; les incitations pour les visiteurs à parcourir le Pays de Bergerac y seront nombreuses et convaincantes et l'ambition de rayonner sur l'ensemble du Vignoble de Bergerac est partagée par tous les partenaires engagés dans ce projet. Idéalement positionnée sur un axe reliant Bordeaux et sa cité du vin jusqu'à Lascaux, Quai Cyrano deviendra un élément essentiel de l'attractivité de cet axe majeur et bénéficiera naturellement en conséquence d'un fort regain de fréquentation.

Enfin, Quai Cyrano constitue un point d'étape crucial sur l'itinéraire de la VéloRoute Voie Verte, autre projet.

phare porté par la Communauté d'Agglomération Bergeracoise, qui longe la rivière Dordogne depuis sa source jusqu'à l'estuaire. En effet, sur la partie qui concerne la Communauté d'Agglomération, du Canal de Lalinde au Pays Foyen, la halte sur le vieux port de Bergerac sera déterminante seulement si une offre consistante est proposée

Les objectifs seront de :

- ✓ Donner de la visibilité à l'IVBD et l'office de tourisme
- ✓ Mutualiser les moyens en ouvrant 7 jours / 7
- ✓ Présenter de manière cohérente la destination Bergerac
- ✓ Revitaliser le centre-ville
- ✓ Devenir un lieu de visite incontournable

Résultats attendus :

In fine cet équipement offrira à la fois :

- ✓ Des espaces mutualisés de type : accueil/information/boutique avec scénographie sur la thématique de Cyrano de Bergerac : « L'espace Cyrano »
- ✓ Des espaces thématiques, plutôt destinés à l'IVBD : bar à vin, dégustation du vin et produits locaux de bouche,
- ✓ Des espaces de réunions, de séminaires,
- ✓ Des zones d'expositions et de spectacle,
- ✓ Des espaces de détente et d'information tourisme numérique,
- ✓ Des salons et des salles dédiés,
- ✓ Des espaces de bureaux spécialement dédiés à l'Office de tourisme.

Les cibles visées

L'œnotourisme :

- les visiteurs avec une affection pour la viticulture et un intérêt important pour le vin et qui se manifesteront pendant les vacances
- les amateurs intéressés, pour lesquels le sujet du vin représente un critère de choix parmi d'autres au moment de choisir sa future destination de vacances
- les « vrais » œnotouristes, pour lesquels le vin est le motif principal pour un voyage

Cette clientèle, en large progression selon l'étude menée par BVA et Qassiopé, quelle que soit son groupe d'appartenance, se caractérise par un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne des visiteurs purement touristiques.

L'attractivité touristique :

Les 50 000 visiteurs accueillis annuellement par l'Office de Tourisme reçoivent une information touristique complète ainsi que sur les vignobles et les vigneron.

Les autochtones :

Au travers de Cyrano de Bergerac, le grand public, les familles et les scolaires pénétreront dans un univers imaginaire ou le personnage mythique sera démystifié. Les autochtones seront les passants de la « vérité » La construction d'un scénario, simple et éducatif, racontera l'histoire de Cyrano de Bergerac dans un lieu de 380 m² d'une durée de visite d'1 H 30 environ

La visite interactive où l'action, le son, les couleurs, le toucher d'objets authentiques, la photo avec Cyrano, décors par projection, miroirs, imaginaire, surréalisme, poésie aura une visée touristique, économique, historique et éducative

Le programme muséographique destiné à un public éclectique participera à la réussite de ce projet.

Les résultats attendus sont :

- de devenir un lieu d'attractivité touristique renforcé

- d'obtenir une augmentation de la fréquentation sur le territoire
- la valorisation du patrimoine sous toutes ses formes
- devenir un puissant levier du développement économique
- d'être l'image de marque et de la notoriété de la destination.

Nous aurons réussi si :

- Quai Cyrano est identifié comme un élément incontournable tant dans le circuit touristique que dans le monde professionnel des vins.
- Quai Cyrano devient le passeur ou le pont entre la Ville mère, Bordeaux / cité du vin, et la ruralité / Lascaux IV
- Des retombées économiques sont à la hausse – augmentation du panier moyen :

Etapes du projet :

Phasage du projet :

Septembre 2017 : lancement de l'AMO

Octobre 2017 : lancement du marché de maîtrise d'œuvre

novembre 2017 : signature du bail emphytéotique CAB – IVBD

Janvier 2018 : choix de l'équipe d'architectes

Mars 2018 : dossier permis de construire

Octobre 2018 : démarrage des travaux

Juin 2019 : Ouverture de la Maison des Vins et du Tourisme

Décembre 2019 : création d'un comité scientifique

Avril à décembre 2020 : élaboration du programme muséographique par un commissaire d'exposition et/ou un attaché de conservation

2021 Travaux / aménagement, réalisation de la muséographie

2022 Ouverture de l'Espace Cyrano

Ressources :

Humaines :

- Interprofession des Vins de Bergerac Duras –IVBD –
- L'Office du Tourisme –OT-
- La Communauté d'Agglomération Bergeracoise – CAB-
- Le Comité Scientifique

Techniques :

- Architecte,
- Sté d'Economie Mixte du Périgord – SEMIPER-
- Muséographe

Indicateurs d'évaluation du projet :

- Nombre de visiteurs
- Nombre de touristes à l'Office du Tourisme

Nombre de clients au bar à vin
 Nombre d'élèves de la Région

Calendrier :

Date de début de l'opération : Juillet 2018

Préciser date APD

Date début des travaux envisagés

Date de fin : Juillet 2022

3- COÛTS PRÉVISIONNELS ET ÉLÉMENTS FINANCIERS

Dépenses prévisionnelles : HT TTC

Nature des dépenses	2019	2020	2021	2022	Total
Travaux	1 100 000 €				
Scénographie	800 000 €				
MOE	600 000 €				
Coût Total	2 500 000 €				

Financements prévisionnels :

Nature des financeurs	Fonds ou enveloppe sollicité	Montant sur partie travaux	Part de scénographie
ETAT 23%	DETR	95 000 €	
	DRAC	8 920 €	
	FNADT	480 000 €	
Sous-total Etat		583 920 €	
CD 24 23%	Enveloppe projets d'envergure	575 000 €	
Sous-total CD 24		575 000 €	
REGION Nlle Aquitaine	Tourisme	250 000 €	
	19% Agro-tourisme		
	Culture viture		240 000 €
Sous-total Région		250 000 €	240 000 €
Europe	Leader		240 000 €
Sous-total Europe			240 000 €
CAB	Autofinancement 43%	1 091 080 €	320 000 €
TOTAL HT		2 500 000 €	800 000 €

Si le projet présente des dépenses HT et des dépenses TTC faire 2 tableaux distincts.



Envoyé en préfecture le 04/08/2020
Reçu en préfecture le 04/08/2020
Affiché le 04/08/2020
ID : 024-200070647-20200731-L2020_071-AR

Pôle Vie Locale

DECISION N° 2020-071
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CHATEAU DU ROC
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ET L'ASSOCIATION JEUNESSE ACTIVITES ET DE COUVERTES

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

Considérant la nécessité de mettre à disposition le Château du Roc à l'association Jeunesse Active et Découverte -JAD-

DÉCIDE :

Article 1 : une convention de mise à disposition du Château du Roc – 2 331 m²- à l'association JAD pour y développer son activité auprès des jeunes de 6 à 15 ans

Article 2 : le montant de la redevance est valorisé à la somme de 6 000 €

Article 3 : la durée de la convention est du 1^{er} juillet 2020 au 31 août 2020 ,

Article 4 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture.


le 04/08/2020 et de l'affichage à compter du 04/08/2020

Fait à Bergerac, le 31 juillet 2020

Le Président,

Frédéric DELMARES



Envoyé en préfecture le 04/08/2020
Reçu en préfecture le 04/08/2020
Affiché le 
ID: 024-200070647-20200731-L2020_071-AR

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE DU CHATEAU DU ROC

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise domiciliée Domaine de la Tour - « La Tour Est » - CS 40012 - 24112 Bergerac Cedex, représentée par son Président Frédéric DELMARES, propriétaire d'un local sur la Commune de Creysse,

Ci-après dénommée « LE PROPRIETAIRE »

ET

L'association Jeunesse Active et Découverte –JAD-
Représentée par Bahassi TAOUIL, son président,
dûment habilitée agissant pour le nom et pour le compte du JAD
ayant son siège social : 28, allée de la cerisaie, 24100 Bergerac
tel : 06 74 31 58 44 mail : contact@asso-jad.fr

Ci après dénommée « L'OCCUPANT »

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISE A DISPOSITION

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise met à disposition du JAD le Château du ROC.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LIEUX

Le Château du Roc est situé sur la commune de Creysse. La surface totale est de 2 331 m²

ARTICLE 3 – DESTINATION DES LIEUX

Le preneur ne pourra sous aucun prétexte changer la destination de la présente convention.
Le preneur utilisera les locaux exclusivement en vue de l'accomplissement d'activités répondant à l'objet et aux besoins de la structure.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET – DUREE

La présente autorisation prend effet au 1^{er} juillet 2020 pour se terminer le 31 août 2020

Néanmoins l'Occupant pourra dénoncer la présente autorisation, à tout moment, en prévenant le Propriétaire 15 jours avant la date de libération du local et sera déchargé de tout paiement de redevance à compter de la fin de l'occupation du local.

Le Propriétaire pourra mettre fin à la convention à tout moment en respectant un préavis de quinze jours.

ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera effectué préalablement le jour de la prise de possession du local par l'Occupant. Il en sera de même à la sortie. Si le propriétaire du local le souhaite, les aménagements éventuels du local réalisés par l'Occupant seront conservés lors de la restitution du local. Dans le cas contraire, le local sera remis à l'état initial.

ARTICLE 6 – REDEVANCE

La présente mise à disposition du local par le Propriétaire s'effectuera contre la valorisation d'une redevance de six mille euros - 6 000€ -, en contrepartie, l'association accueille des enfants du territoire de la CAB à des tarifs préférentiels

ARTICLE 7 – ENTRETIEN – REPARATIONS

L'Occupant entretiendra les lieux loués en bon état de réparations locatives. Il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel. Il devra notamment entretenir les abords en parfait état de propreté. L'Occupant aura à sa charge tous les travaux, modifications, transformations et réparations de quelque nature que ce soit nécessités par l'exercice de son activité.

ARTICLE 8 – JOUISSANCE DES LIEUX

L'Occupant devra jouir des lieux en bon père de famille, se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, règlements sanitaires etc..., et veiller à toutes les règles de l'hygiène et de la salubrité etc...

ARTICLE 9 – CHARGES

Le Propriétaire supportera seul les impôts fonciers et autres relatifs aux biens loués, à l'exception de ceux de nature personnelle mis à la charge de l'Occupant.

ARTICLE 10 – CADUCITE

Si l'occupation du local est conditionnée par l'obtention par l'Occupant d'autorisations administratives, les parties conviennent expressément qu'en cas de non obtention par l'Occupant desdites autorisations, la présente convention sera nulle et caduque de plein droit, celles-ci étant libérées réciproquement de l'ensemble de leurs obligations.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'Occupant supportera les conséquences pécuniaires :

- de sa responsabilité en tant que locataire du bien immobilier
- des dommages causés au tiers du fait de l'occupation du bien immobilier loué dans le cadre du présent contrat.

L'Occupant doit justifier être régulièrement assuré au titre de sa responsabilité pour les dommages causés aux tiers du fait de l'occupation et au titre des risques d'incendie, d'explosion et de dégâts prenant naissance sur le terrain nu et pouvant occasionner des dommages.

Pour plus de sécurité, l'Occupant devra contracter toutes assurances nécessaires de façon à ce que la responsabilité du propriétaire soit entièrement dégagée. Il aura obligation de fournir au propriétaire une attestation d'assurance.

Pour toute question, la Communauté d'Agglomération Bergeracoise se tient à votre entière disposition. Pour cela, vous pouvez contacter le Service Juridique : M. François DUHANT – Tél. 05.53.74.59.26 – Mail : f.duhant@la-cab.fr, et/ou le Service Patrimoine : M. Jean-Luc ALARY – Tél. 05.53.74.58.96 – Mail : j.l.alary@la-cab.fr ou M. Stéphane TOUCHARD – Tél. 05.53.74.59.67 – Mail : s.touchard@la-cab.fr.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

La présente convention ne pourra être résiliée par le propriétaire avant son terme, sauf en cas de non-respect de l'une des clauses contractuelles par l'occupant

Fait à Bergerac, le

En deux exemplaires, dont un pour chacun des signataires.

Pour le Propriétaire
Le Président de la Communauté
d'Agglomération Bergeracoise,

Pour le JAD
Le Président,

Frédéric DELMARES

Bahassi TAOUIL

Décision communautaire L 2020-074
Avenant modificatif de l'acte constitutif de la régie de recettes
Pour le Centre Culturel Michel Manet

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,
Vu la décision n° L 2017- 08 du 04 janvier 2017 portant création d'une régie de recettes pour le Centre Culturel Michel Manet ;
Vu l'avenant modificatif L 2018-087 du 06 février 2019
Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du19. AOUT. 2020 ;
Considérant qu'en cas de report de spectacles et sur demande écrite, il convient de procéder au remboursement de la billetterie délivrée,

DECIDE

ARTICLE 1 – A l'article 4 de l'arrêté n° L 2017-08 du 04 janvier 2017 est rajouté :
En cas de report de spectacles, la régie d'avances peut procéder, par chèque, au remboursement de la billetterie délivrée, à la personne qui en fait la demande par courrier ou mail.

ARTICLE 2 – Tous les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 3 - Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et le comptable public assignataire de Bergerac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Une copie de la présente décision sera transmise à la Sous-Préfecture de Bergerac, affichée, remise au comptable public assignataire de Bergerac et portée à la connaissance de Mesdames et Messieurs les Conseillers communautaires.

FAIT à Bergerac, le 19 AOUT 2020
Le Président,



Frédéric DELMARES



Envoyé en préfecture le 16/09/2020
Reçu en préfecture le 16/09/2020
Affiché le 17/09/2020
ID : 024-200070647-20200916-L2020_075-DE

Service Marchés Publics

DÉCISION N°L2020-075
Portant sur l'extension de la maison de santé Bergerac Est 24100
Creysse (Lot 6 et Lot 9)

Le Président,

VU les articles L 5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

Vu le Code de la Commande Publique

Vu les résultats de la consultation n°CAB2020-012

Vu les résultats des négociations

DÉCIDE :

Article 1 :

Il est conclu avec les entreprises ci-dessous un marché passé dans le cadre d'une procédure adaptée n°2020-012 portant sur l'extension de la maison de santé à Bergerac Est 24100 Creysse, pour les montants suivants :

Lot n°	Intitulé	Entreprise	Montants retenus
6	Plâtrerie - Isolation	SARL NADAL Le Clapier 24380 VERGT	26 799,99 € HT
9	Carrelage - Faïence	SAS BREL ZA de Madrazes BP 44 24202 SARLAT Cedex	15 000,00 € HT

Article 2 : Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à l'achèvement des travaux et de la facturation.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 17/09/2020... et de l'affichage ou de la notification à compter du

Fait à Bergerac, le 16 SEP. 2020

Le Président,

Frédéric DELMARES



Secrétariat général

DECISION N° L2020-076

TARIFS 2020

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU la décision n° L 2019-085 fixant les tarifs généraux 2020

Considérant qu'il convient de modifier un tarif

DECIDE :

Article 1 : le tarif service « collecte des déchets » est modifié. L'enlèvement des déchets ménagers s'élève pour la fondation John Bost s'élève à 365,90 € la tonne.

Article 2 : les autres articles restent inchangés.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture et de l'affichage.

Fait à Bergerac, le 07 SEP. 2020

Le Président,

Frédéric DELMARES.



Service
Délégation Générale du Grand Bergeracois

DECISION N° L 2020-077

SOUTIENS AUX ACTIONS 2021 RESEAU METIERS D'ART – GRAND BERGERACOIS

Le Président de la Communauté d'Agglomération :

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU le plan de financement prévisionnel suivant :

Nature des dépenses	Montant	Nature des financements	Montant
Actions et promotion du Réseau Métiers d'Art	31 640 €	Région Nouvelle-Aquitaine	15 820 €
		Conseil Départemental de Dordogne	1 000 €
		Chambre de Métier et de l'Artisanat 24	300 €
		Autofinancement CAB	14 520 €
Coût Total	31 640 €	Coût Total	31 640 €

Considérant que la CAB doit solliciter la subvention du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine pour un montant de 15 820 €, du Conseil Départemental de Dordogne pour un montant de 1 000 € et une aide de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Dordogne pour un montant de 300 €.

DECIDE :

Article 1 : d'approuver l'opération et le plan de financement prévisionnel ci-dessus.

Article 2 : de solliciter une subvention du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine au titre de L'Appel à Manifestation d'Intérêt « Ensemble du geste à l'innovation ».

Article 3 : de solliciter une subvention du Conseil départemental de Dordogne au titre de la convention culturelle.

Article 4 : de solliciter la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 24 au titre de la filière Métiers d'Art.

Article 5 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture et de l'affichage.

Fait à Bergerac, le 11/05/2020

Le Président,


Frédéric DELMARES



Envoyé en préfecture le: 18/09/2020
Reçu en préfecture le: 16/09/2020
Affiché le: 18/09/2020
ID: 024-200070547-20200918-L2020_078-DE

Pôle Développement Social et Planification Urbaine

Service Santé

DÉCISION N° L2020-078

Construction d'une extension de la Maison de Santé Pluridisciplinaire Bergerac Est

Le Président,

VU les articles L 5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

Considérant qu'il est nécessaire de créer une extension à la Maison de Santé Pluridisciplinaire Bergerac Est, située sur la commune de Creysse, afin d'améliorer l'offre de soins sur le Bergeracois.

DÉCIDE :

Article 1 :

De solliciter la Région Nouvelle-Aquitaine pour une subvention d'investissement conformément au plan de financement joint, afin de réaliser cet équipement.

Article 2 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le 18/09/2020 et de l'affichage ou de la notification à compter du 18/09/2020.

Fait à Bergerac, le 18 SEP. 2020

Le Président,

Frédéric DELMARES

EXTENSION de la Maison de Santé Pluridisciplinaire de CREYSSE - SUBVENTIONS - au 16 septembre 2020

PREVISIONNEL AU 16 Sept. 2020

H.T.

T.T.C.

TRAVAUX	312 925,47 €	375 510,56 €
OPTION VRD (Voirie et Aménagements)	70 159,79 €	84 191,74 €
AMO / BET / SPS	32 420,65 €	38 904,78 €

Soit un budget prévisionnel de : 415 505,91 € 498 607,08 €

SUBVENTIONS	NOTIFICATION	MONTANT	MONTANT DÉJÀ PERCUS	RESTE A PERCEVOIR
Etat (FNADT / CPER)	Arrêté N° PREF/DCL/2019/036 du 28/05/2019	98 643,00 €	0,00 €	98 643,00 €
DETR	Arrêté N° 2019/034 du 10/05/2019	61 762,00 €	0,00 €	61 762,00 €
Région Nouvelle Aquitaine		40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €
Conseil Départemental de la Dordogne	Décision Attributive n° 200576 du 12/08/2020	82 202,50 €	0,00 €	82 202,50 €
TOTAL SUBVENTIONS (68,02 %)		282 607,50 €	0,00 €	282 607,50 €
AUTO FINANCEMENT sur le HT (31,98 %)		132 898,41 €		

Envoyé en préfecture le 18/09/2020

Reçu en préfecture le 18/09/2020

Affiché le 18/09/2020

ID 024-200070647-20200918-L2020_078-DE

Envoyé en préfecture le 18/09/2020
 Reçu en préfecture le 18/09/2020
 Affiché le 18/09/2020
 ID : 024-200070647-20200918-L2020_078-DE

15/09/2020

		Estimation des travaux Moe en phase PRO €uros	Estimation des travaux avec entreprises proposées €uros	Estimation des travaux après NEGOCIATION €uros	
Lot N°01	Terrassement - VRD	54 675,00 €	39 013,59 €	39 013,59 €	ETR
Lot N°02	Gros œuvre - Charpente - Couverture	104 928,00 €	112 538,96 €	112 538,96 €	Les Maçons Couvreur
Lot N°03	Etanchéité	6 955,00 €	5 453,90 €	5 453,90 €	ENI
Lot N°04	Menuiseries aluminium - Serrurerie	39 691,00 €	34 920,00 €	34 920,00 €	METALLERIE BERGERACOISE
Lot N°05	Menuiseries Bois	5 558,00 €	5 305,56 €	5 305,56 €	BRETOU
Lot N°05	Plâtrerie - Isolation	29 716,00 €	27 483,80 €	25 799,99 €	NADAI
Lot N°07	Electricité - Cfo-Cfa	35 054,00 €	33 116,27 €	33 116,27 €	EGE SAS
Lot N°08	Plomberie - Sanitaires - CVC	49 400,00 €	49 085,04 €	49 086,04 €	APB
Lot N°09	Carrélage - Faïence	13 298,00 €	12 167,58 €	15 000,00 €	BREL
Lot N°10	Peinture - Sol souple	13 398,00 €	11 691,16 €	11 691,16 €	MARCIAC ET FILS
	TOTAL HT	353 291,00 €	319 051,92 €	312 925,47 €	
	TVA 20,00%	70 658,20	63 812,38	62 585,09	
	TOTAL TTC	423 949,20	382 874,30	375 510,56	
	OPTION VRD (voirie et aménagements)	51 334,00 €	70 159,79 €	70 159,79 € HT	

Analyse des offres
 Extension de la Piscine de Saint-Berthelemy-Quest
 24 100 CADYSEE

DECISION N° L 2020-079

Mise à disposition d'une partie du Bâtiment 16 de l'ESCAT à la société SOLLICE BIOTECH (SAS SKINLYS)

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

VU les articles L5211-10 et L2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération du 6 Février 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

VU, l'acte de vente du 10 juillet 2015 par lequel la Communauté d'Agglomération Bergeracoise est propriétaire du site de l'Escat,

CONSIDERANT, la volonté de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise de soutenir la société SOLLICE BIOTECH (SAS SKINLYS) suite à l'incendie de leur bâtiment situé 82 Route Du Guel à Prignonieux,

DECIDE :

Article 1 : La signature avec la société SOLLICE BIOTECH (SAS SKINLYS) d'une mise à disposition à titre précaire pour une surface d'environ 100m² dans le bâtiment n°16 sur le site de l'ESCAT - 129 avenue Aristide Briand à Bergerac (voir plan annexé).

Article 2 : La mise à disposition est consentie à titre gratuit à compter du 21 septembre 2020 et jusqu'au 20 décembre 2020 (résiliable avant terme).

Fait à Bergerac le, **21 SEP. 2020**

Le Président,

Frédéric DELMARES



DECISION n° L2020- 080

Portant sur la demande de subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local pour la fourniture et la pose de menuiserie à la crèche Bellegarde à Bergerac

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la délibération n°2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé

CONSIDERANT la fourniture et la pose de menuiserie à la crèche Bellegarde de Bergerac

DECIDE

Article 1 :

D'APPROUVER le plan de financement suivant :

DEPENSES :

BSP LAVAL METALLERIE 47 606,00 € H.T.

RECETTES :

Subvention D.S.I.L. (40 %) 19 042,40 € H.T.

Communauté d'Agglomération Bergeracoise 28 563.60 € H.T.

Article 2 :

DE SOLLICITER la subvention DSIL à hauteur de 40 % du montant HT des travaux soit 19 042,40 €.

Article 3 :

D'INSCRIRE les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré,

Article 3 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Préfecture, le 30/09/2020 et de l'affichage ou de la notification à compter du 30/09/2020.

Fait à Bergerac, le

Le Président

29 SEP 2020





Nom du Pôle Culture
Service centre culturel et auditorium

DECISION N° L2020-081
Avenant 1 à la décision de tarifs pour la saison culturelle 2020-2021
TITRE DE LA DECISION

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé.

VU la décision n° L 2020 – 052 en date du 2 juillet 2020 fixant les tarifs pour la saison culturelle 2020-2021 du Centre Culturel Michel Manet,

Considérant qu'il convient d'ajouter à la décision de tarifs L2020-052.

Considérant

DECIDE :

Article 1 : Tarifs à modifier

Jeanne Cherhal : jeudi 28 janvier 2020

Plein tarif 29€

Jo Stimbre mémoire en friche : samedi 7 novembre 2020

Prix 10€

Article 2 : Tarif à rajouter

Orange Blossom : samedi 19 décembre 2020

Tarif centre sociaux 8€

Article 3 : Les autres tarifs restent inchangés

Article 4 :

Ces tarifs entreront en vigueur à compter de la date de signature de la présente.

Article 5 La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture et de l'affichage

Fait à Bergerac, le 01 OCT. 2020

Le Président,


Frédéric DELMARES



Direction du Développement Economique
Dossier suivi par Philippe PERRIN
Email : p.perrin@la-cab.fr
Tél : 05.53.23.55.13

DECISION N°L2020-082
SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LA SOCIETE SKENO

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise de faciliter la mobilité des salariés ;

Considérant l'appel à projet relatif à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences ;

DÉCIDE :

Article 1 : de signer une convention avec la société SKENO, société de prestation de service spécialisée dans l'accompagnement des salariés en mobilité professionnelle dont le but est d'accompagner gratuitement de A à Z les collaborateurs, éligibles au Mobili-pass, en mobilité professionnelle dans leur recherche de logement et leur installation sur l'intégralité du territoire français ;

Article 2 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-Préfecture, le et de l'affichage à compter du

Fait à Bergerac, le 02 NOV. 2020

Le Président,

Frédéric DELMARÈS



DECISION N° L 2020-084

Mise à disposition d'une partie d'un espace de représentation situé sur le quai du Bâtiment n°3 du site de l'ESCAT
à titre gratuit situé sur la commune de Bergerac

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

VU les articles L5211-10 et L2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé,

VU, l'acte de vente du 10 juillet 2015 par lequel la Communauté d'Agglomération Bergeracoise est propriétaire du site de l'Escat,

CONSIDERANT, la volonté de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise d'autoriser le Melkior Théâtre à effectuer des représentations théâtrales le samedi 17 octobre 2020,

DECIDE :

Article 1 : La signature avec le Melkior Théâtre La Gare Mondiale d'une mise à disposition d'un espace de représentation sur les quais du bâtiment n°3 du site de l'ESCAT - 129 avenue Aristide Briand à Bergerac (voir plan annexé).

Article 2 : La mise à disposition est consentie à titre gratuit à compter du 12/10/2020 et jusqu'au 18/10/2020 (résiliable avant terme).

Fait à Bergerac le, **14 OCT. 2020**

Le Président,



Frédéric DELMARES





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE D'UN ESPACE DE REPRESENTATION
A TITRE GRATUIT
SITUE SUR LA COMMUNE DE BERGERAC**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise domiciliée Domaine de la Tour - « La Tour Est » - CS 40012 - 24112 Bergerac Cedex, représentée par son Président Frédéric DELMARES, propriétaire d'un local sur le domaine « La Tour Ouest »,

Ci-après dénommée « LE PROPRIETAIRE »

ET

Le Melkior Théâtre La Gare Mondiale, ayant son siège social 13 Rue Sergent Rey à Bergerac représenté par Henri DEVIER, Directeur artistique dûment habilité agissant pour le nom du Melkior Théâtre et pour le compte du Melkior Théâtre,

Ci après dénommée « L'OCCUPANT »

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISE A DISPOSITION

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise met à disposition du Melkior Théâtre l'espace de représentation désigné à l'article 2 de la présente convention. Cet espace est connu du preneur qui l'accepte en l'état.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LIEUX

L'espace de représentation est situé sur le site de l'Escat au 129 avenue Aristide Briand - 24100 Bergerac (ci-joint plan en annexe). Les comédiens auront accès aux quais et à une partie du bâtiment 3 ainsi qu'aux sanitaires. Le public est interdit au sein du bâtiment n°3.

ARTICLE 3 – DESTINATION DES LIEUX

Le preneur utilisera l'espace exclusivement en vue d'effectuer des représentations théâtrales le samedi 17 octobre 2020.

Le preneur ne pourra sous aucun prétexte changer la destination de la présente convention.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET – DUREE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

L'espace est mis à disposition du bénéficiaire à compter du 12/10/2020 jusqu'au 18/10/2020 avec des représentations prévues le samedi 17/10/2020.

ARTICLE 4 – ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera effectué préalablement le jour de la prise de possession de l'espace par l'Occupant. Il en sera de même à la sortie.

ARTICLE 5 – REDEVANCE

La présente mise à disposition du local par le Propriétaire s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 6 – ENTRETIEN – REPARATIONS

L'Occupant entretiendra les lieux loués en bon état de réparations locatives. Il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel. Il devra notamment entretenir les abords en parfait état de propreté. L'Occupant aura à sa charge tous les travaux, modifications, transformations et réparations de quelque nature que ce soit nécessités par l'exercice de son activité.

ARTICLE 7 – JOUISSANCE DES LIEUX

L'Occupant devra jouir des lieux en bon père de famille, se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, règlements sanitaires etc..., et veiller à toutes les règles de l'hygiène et de la salubrité etc...

ARTICLE 8 – CHARGES

Le Propriétaire supportera seul les impôts fonciers et autres relatifs aux biens loués, à l'exception de ceux de nature personnelle mis à la charge de l'Occupant.

ARTICLE 9 – CADUCITE

Si l'occupation du local est conditionnée par l'obtention par l'Occupant d'autorisations administratives, les parties conviennent expressément qu'en cas de non obtention par l'Occupant desdites autorisations, la présente convention sera nulle et caduque de plein droit, celles-ci étant libérées réciproquement de l'ensemble de leurs obligations.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'Occupant supportera les conséquences pécuniaires :

- de sa responsabilité en tant que locataire du bien immobilier
- des dommages causés aux tiers du fait de l'occupation du bien immobilier loué dans le cadre du présent contrat.

L'Occupant doit justifier être régulièrement assuré au titre de sa responsabilité pour les dommages causés aux tiers du fait de l'occupation et au titre des risques d'incendie, d'explosion et de dégâts prenant naissance sur le terrain nu et pouvant occasionner des dommages.

ARTICLE 11 – CLAUSE RESOLUTOIRE

La présente convention ne pourra être résiliée par le propriétaire avant son terme, sauf en cas de non-respect de l'une des clauses contractuelles par l'occupant

A défaut d'exécution d'une seule des conditions de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, si bon semble au propriétaire.

Fait à Bergerac, le 09 octobre 2020


En deux exemplaires, dont un pour chacun des signataires.

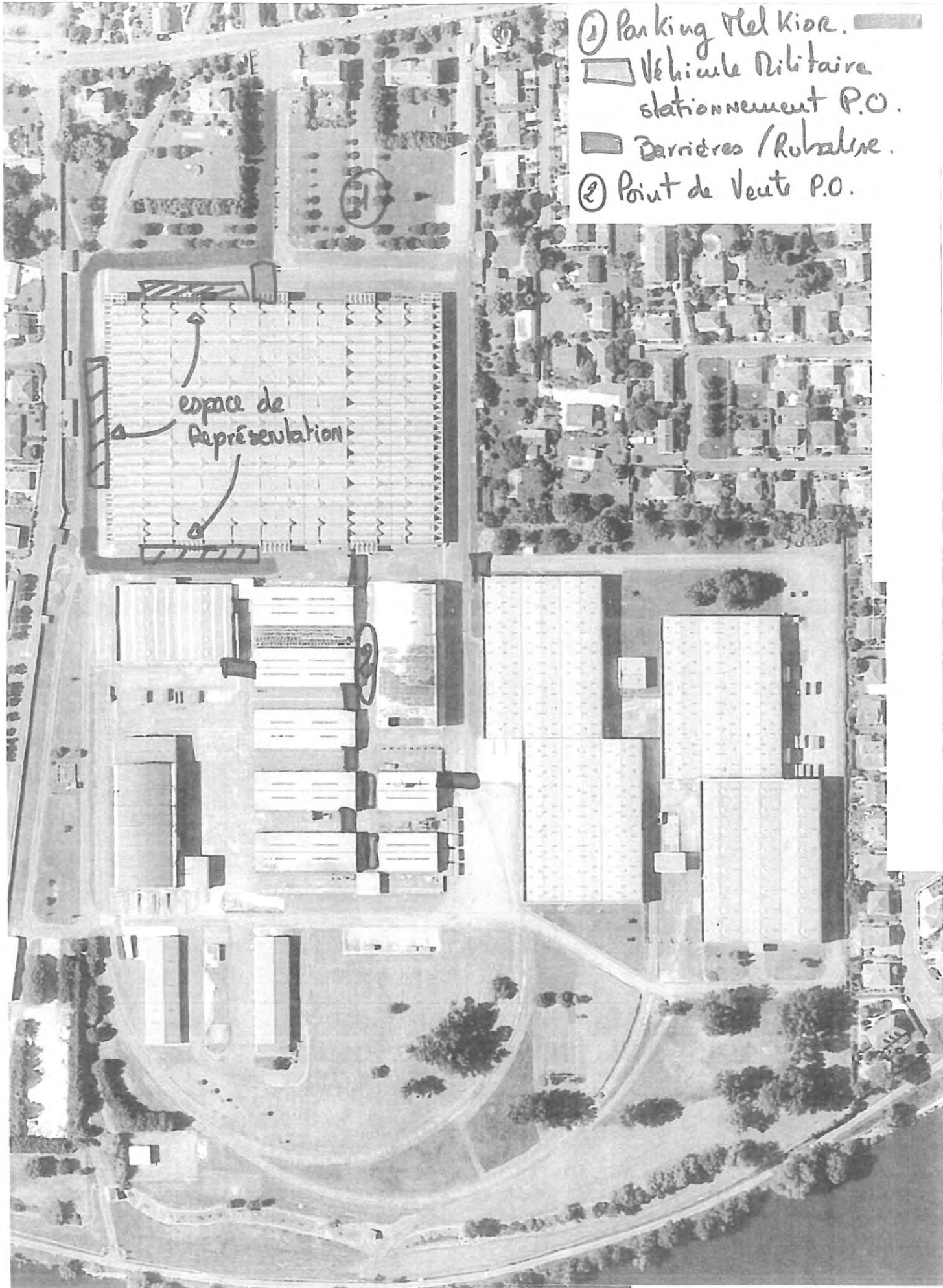
Pour le Propriétaire
Le Président de la Communauté
d'Agglomération Bergeracoise,


Frédéric DELMARES

Pour le Melkior Théâtre
Le Directeur artistique,

Henri DEVIER





- ① Parking Vel Kior. [Symbol]
- [Symbol] Vehicule Militaire stationnement P.O.
- [Symbol] Barrieres / Rubalise.
- ② Point de Vente P.O.

espace de Representation

DECISION n° L2020- 085

Portant sur la demande de subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local pour la rénovation d'un bâtiment existant en local informatique

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la délibération n°2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code susvisé

CONSIDERANT la rénovation d'un bâtiment existant en local informatique

DECIDE

Article 1 :

D'APPROUVER le plan de financement suivant :

DEPENSES :

	ENTREPRISES	MONTANT HT
APB	ZA Vallade sud - 24100 BERGERAC	5 988,06 €
MARCHIVE	41 rte du grand lac - 24100 CREYSSE	35 156,08 €
SARL PLATRERIE MB	Le Magnou - 24190 NEUVIC	6 528,20 €
DTLR	11 rue Pierre et Marie Curie - 24100 BERGERAC	10 632,28 €
NOVAMIANTE	Les Guaybauds - 24680 GARDONNE	4 960,00 €
ESPACE MIROITERIE	ZA La Nauve - 24100 CREYSSE	9 207,79 €
SOLSTICK	Le Peyrat - 24240 SIGOULES	1 679,21 €
TOTAL		72 472,41 €

RECETTES :

Subvention D.S.I.L. (40 %) 30 988,96 € H.T.
 Communauté d'Agglomération Bergeracoise 46 483,45 € H.T.

Article 2 :

DE SOLLICITER la subvention DSIL à hauteur de 40 % du montant HT des travaux soit 30 988,96 €.

Article 3 :

D'INSCRIRE les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré,

Article 3 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Préfecture, le 30/09/2020 et de l'affichage ou de la notification à compter du 30/09/2020.

Fait à Bergerac, le 29 SEP 2020

Le Président

Frédéric DUBREUIL



Service Marchés Publics

DÉCISION N°L2020-086

Portant sur l'Elaboration du programme de la scénographie
de l'Espace Cyrano de Bergerac

Le Président,

VU les articles L 5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a
délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du
code susvisé,

Vu le Code de la Commande Publique

Vu les résultats de la consultation n°CAB2020-015

Vu la proposition de la commission d'achats du 29 septembre 2020

DÉCIDE :

Article 1 :

La société FORMALINKS, 24 rue de Prony 75017 PARIS est déclarée attributaire du marché
suivant, dans les conditions suivantes :

- Montant HT : 35 900,00 €
- TVA : 7 180,00 €
- Montant TTC : 43 080,00 €

Article 2 : Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} octobre ou de sa date de
notification si celle-ci est postérieure.

Article 3 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la
connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de
l'assemblée communautaire. Elle sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-
Préfecture, le 05/10/2020 et de l'affichage ou de la notification à compter du
05/10/2020.

Fait à Bergerac, le

05 OCT. 2020

Le Président,



Frédéric DELMARES

Décision communautaire L 2020-087
Avenant modificatif n° 2 de l'acte constitutif de la régie de recettes
Pour le Centre Culturel Michel Manet

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise,
Vu la décision n° L 2017- 08 du 04 janvier 2017 portant création d'une régie de recettes et d'avances pour le Centre Culturel Michel Manet ;
Vu l'avenant modificatif L 2018-087 du 06 février 2019
Vu l'avenant modificatif L 2020-074 du 19 août 2020
Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 12 octobre 2020
Considérant qu'il faut fixer une date butoir pour les demandes de remboursement des spectacles reportés

DECIDE

ARTICLE 1 – A l'article 1 de l'arrêté n° L 2020-074 du 19 août 2020 est rajouté :
Les demandes écrites de remboursement seront prises en compte jusqu'à la date de représentation du spectacle reporté et jusqu'à la fin de l'année civile pour les spectacles annulés.

ARTICLE 2 – Tous les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 3 - Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et le comptable public assignataire de Bergerac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Une copie de la présente décision sera transmise à la Sous-Préfecture de Bergerac, affichée, remise au comptable public assignataire de Bergerac et portée à la connaissance de Mesdames et Messieurs les Conseillers communautaires.

FAIT à Bergerac, le 07 octobre 2020

Le Président,



Frédéric DELMARES



Nom du Pôle Vie locale
Service Enfance et jeunesse

DECISION N° L2020-088
PORTANT MODIFICATION PROVISOIRE DU LIEU D'INSTALLATION DE LA SOUS-REGIE DE RECETTES
DE LA REGIE DE RECETTES DU BUREAU INFORMATION JEUNESSE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ;
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
Vu la décision n° L2017-022 en date du 2 janvier 2017 portant création de la sous-régie de recettes de la régie de recettes du Bureau Information Jeunesse de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise ;
Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 16/10/20 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 l'opération Vacances Pour Tous les Jeunes ne pourra s'organiser à la salle de l'Orangerie - rue Lakanal - 24100 Bergerac ;

DECIDE

Article 1 : l'article 2 est modifié comme suit :

- pour la période du 19 au 30 octobre 2020 la sous-régie de recettes de la régie de recettes du Bureau Information Jeunesse de la Communauté d'Agglomération Bergeracoises est installée salle Louis Delluc - Plaine des jeux de Picquecailloux - 24100 Bergerac.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Article 3: Une copie de la présente décision sera transmise à la Sous-préfecture de Bergerac, affichée, remise au comptable public assignataire de Bergerac et portée à la connaissance de Mesdames et Messieurs les Conseillers communautaires.

Fait à Bergerac, le 18/10/20

Le Président,



Frédéric DELMARES



Service du développement économique

DECISION N° L2020-091

**ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°2020-010
SUBVENTION FONDS SOCIAL EUROPEEN
PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI (PLIE) SUD PERIGORD 2020**

Le Président de la Communauté d'Agglomération ;

VU les articles L5211-10 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 2020-121 du 27 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire a délégué ses pouvoirs au Président dans certains domaines prévus par l'article L2122-22 du code sus-visé,

VU le plan de financement prévisionnel suivant :

Nature des dépenses	Montant	Nature des financements	Montant
Dépenses directes (1+2+3)	120 605,67€	Région	18 821,00 €
1. Personnel	103 925,30€	FSE	73 245,86€
2. Fonctionnement	12 680,27€	CCBDP	19 340,00€
3. Prestations externes	4 000,00€	CCPSP	8 821,00€
Dépenses indirectes	28 297,59€	Autofinancement CAB	25 145,86€
		Dépenses COVID	3 529,44€
Coût Total	148 903,16€	Coût Total	148 903,16€

Considérant que la CAB sollicite une subvention au Fonds social européen dans le cadre du PLIE pour l'année 2020.

DECIDE :

Article 1 : d'approuver l'opération et le plan de financement prévisionnel ci-dessus

Article 2 : de solliciter une subvention de 73 245,86€ au Fonds social européen au titre de sa politique Emploi et inclusion en métropole 2014 – 2020 et de 3 529,44€ au titre des dépenses COVID.

Article 3 : d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré

Article 4 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-préfète, portée à la connaissance des membres du Conseil Communautaire lors d'une prochaine réunion de l'assemblée communautaire et sera certifiée exécutoire compte tenu du dépôt en *13/11/2020* Sous-Préfecture et de l'affichage.

Fait à Bergerac, le *12 11 2020*

Le Président,


Frédéric DELMARES